



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

## RAPPORT D'EXECUTION AU 31 DECEMBRE DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2025

*Loi n° 2024-34 du 12 décembre 2024 portant loi de finances pour la gestion 2025*

*Février 2026*

## SOMMAIRE

DEVELOPPEMENT DES SIGLES.....	3
LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES .....	5
I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN DECEMBRE 2025 .....	10
A- Environnement économique international et régional.....	10
B- Matières premières et change .....	12
C- Environnement Économique National.....	14
II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2025 .....	17
A- Recettes budgétaires .....	17
A-1- Recettes du budget général .....	19
A-2- Recettes du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB) .....	29
A-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	29
B- Dépenses budgétaires au 31 décembre 2025 .....	30
B-1- Dépenses du Budget Général .....	32
B-2- Dépenses du FNRB.....	36
B-3- Dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	37
C- Soldes budgétaires au 31 décembre 2025.....	38
III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2025 .....	38
A- Mobilisation des ressources de trésorerie .....	38
B- Exécution des charges de trésorerie.....	39
IV- EXECUTION FINANCIERE SELON LES POLITIQUES PUBLIQUES AU 31 DECEMBRE 2025.....	40
A- Performance financière des programmes budgétaires .....	40
B- Exécution des dépenses des politiques transversales .....	41
B-1- Exécution des dépenses sociales prioritaires.....	41
B-2-Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre .....	42
B-3-Exécution des dépenses relatives au changement climatique .....	42
B-4- Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements publics.....	43
CONCLUSION .....	44

## DEVELOPPEMENT DES SIGLES

ANDF	: Agence nationale du Domaine et du Foncier
CAGD	: Caisse autonome de Gestion de la Dette
CGI	: Code général des Impôts
DGB	: Direction générale du Budget
DGD	: Direction générale des Douanes
DGE	: Direction générale de l'Economie
DGI	: Direction générale des Impôts
DPC	: Direction de la Prévision et de la Conjoncture
DGTCP	: Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique
FMI	: Fonds Monétaire International
FNRB	: Fonds national des Retraites du Bénin
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAC	: Port Autonome de Cotonou
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PIB	: Produit Intérieur Brut
RAPEX	: Rapport d'Exécution
SIGFP	: Système d'Informations de Gestion des Finances Publiques
TSUPP	: Taxe Spécifique Unique sur les Produits Pétroliers
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

6

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Inflation et croissance économique de 2023 à 2026 sur le plan international .....	11
Tableau 2 : Evolution des cours des matières premières à fin décembre 2025 .....	13
Tableau 3 : Evolution des cours des devises à fin décembre en 2025 .....	14
Tableau 4 : Evolution de la campagne agricole de 2024/2025 .....	14
Tableau 5 : Indice global du Chiffre d’Affaires (ICA) à fin décembre 2025 .....	15
Tableau 6 : Dynamique du trafic au Port de Cotonou à fin décembre 2025 .....	16
Tableau 7 : Evolution du taux de croissance à fin septembre 2025 .....	17
Tableau 6 : Etat des recettes du budget général au 31 décembre 2024 et 2025 .....	19
Tableau 7 : Etat des recettes des régies au 31 décembre 2024 et 2025 .....	20
Tableau 8 : Point du recouvrement des recettes de la DGD au 31 décembre 2025 .....	22
Tableau 9 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 décembre 2024 et 2025 .....	25
Tableau 10 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 décembre 2024 et 2025 .....	26
Tableau 11 : Point du recouvrement des recettes de l’ANDF au 31 décembre 2024 et 2025 .....	28
Tableau 12 : Etat de mobilisation des autres recettes budgétaires au 31 décembre 2024 et 2025 .....	29
Tableau 14 : Point des recettes affectées aux Comptes d’Affectation Spéciale au 31 décembre 2024 et 2025 .....	30
Tableau 15 : Point du niveau d’exécution des dépenses budgétaires base ordonnancement à fin décembre 2025 .....	31
Tableau 16 : Evolution des dépenses ordinaires à fin décembre 2025 .....	34
Tableau 17 : Exécution des dépenses en capital à fin décembre 2024 et 2025 .....	35
Tableau 18 : Engagements des dépenses du FNRB au 31 décembre 2024 et 2025 .....	36
Tableau 19 : Exécution des dépenses des comptes d’affectation spéciale au 31 décembre 2025 (en millions de francs CFA) .....	37
Tableau 20 : Présentation des soldes budgétaires d’exécution au 31 décembre 2025 .....	38
Tableau 21 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 31 décembre 2025 .....	38
Tableau 22 : Niveau d’exécution des charges de trésorerie par nature à fin décembre 2025 .....	39
Tableau 23 : Exécution financière selon les politiques transversales à fin décembre 2025 .....	40

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Evolution nominale des recettes budgétaires à fin décembre sur la période de 2021 à 2025	18
en millions de FCFA .....	18
Graphique n°2 : Evolution du taux d'accroissement des recettes budgétaires à fin décembre sur la période de 2021 à 2025 .....	18
de 2021 à 2025 .....	18
Graphique n° 3 : Evolution des réalisations brutes des recettes du budget général à fin décembre 2024 et 2025 .....	20
et 2025 .....	20
Graphique n° 4 : Evolution des recettes des régies à fin décembre sur la période de 2021 à 2025.....	21
Graphique n°5 : Evolution nominale des dépenses budgétaires (base ordonnancement) à fin décembre sur la période 2021 à 2025 en millions de FCFA .....	32
Graphique n°7 : Evolution des dépenses budgétaires à fin décembre 2024 et 2025 (en millions de FCFA) .....	37

## RESUME EXECUTIF

*Ce rapport dresse le bilan de l'exécution de la Loi de Finances pour l'exercice 2025, en conformité avec le cadre légal et les principes de gestion publique. Il présente une analyse consolidée des résultats budgétaires et de gestion au 31 décembre, reflétant ainsi l'atterrissage des comptes de l'administration centrale en fin d'année.*

*Sa production tire son existence des dispositions de l'article 93 de la loi organique relative aux lois de finances et vise à contribuer à l'enrichissement de l'information budgétaire et financière des élus parlementaires et des citoyens.*

1. **L'économie mondiale continue de faire preuve d'une résilience notable**, dans un contexte marqué par l'atténuation progressive des tensions commerciales et par des conditions financières globalement favorables, l'économie mondiale.
2. **Au plan national, on note une accélération de la dynamique de l'économie.** Les statistiques conjoncturelles à fin décembre 2025 indiquent : i) des perspectives de production agricole favorables ; ii) le dynamisme observé dans les activités économiques des moyennes et grandes entreprises ; iii) la hausse exceptionnelle du trafic des marchandises au Port de Cotonou ; iv) la baisse modérée du prix du panier de la ménagère et v) l'augmentation de la masse monétaire.
3. L'analyse de l'exécution de la loi de finances 2025 au terme de l'année révèle, sur le plan de la **gestion budgétaire**, une **excellente convergence** entre la dynamique de l'économie nationale et les **plus-values de recettes budgétaires** qui conservent une croissance soutenue. De même, les décaissements sont **rigoureusement alignés** sur les orientations stratégiques du Programme d'actions du Gouvernement, privilégiant l'allocation de ressources vers les dépenses réalisées par **secteurs à fort impact social et dans les zones vulnérables** afin d'accroître l'équité et la justice.  
En effet, l'indicateur social principal de mesure de la sensibilité du budget de l'Etat au social, que sont les dépenses sociales prioritaires (DSP), affiche un taux d'exécution de 102,5% pour un objectif annuel de **203 000 millions de francs CFA**.
4. Au 31 décembre 2025, les recettes budgétaires et les ressources de financement totalisent un montant de **3 796 670,3 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 3 551 005 millions de FCFA correspondant à un taux de réalisation de **106,9%**.

Les dépenses du budget de l'Etat et les charges de trésorerie atteignent 3 650 943,8 millions de FCFA en engagement, soit un taux d'exécution de 102,8%. En ordonnancement, elles s'établissent à **3 608 712,7 millions de FCFA**, représentant 101,6% des prévisions annuelles.

En matière de mise en œuvre des politiques publiques, l'exécution des programmes budgétaires (au nombre de 79) affiche au 31 décembre une performance financière de **1 953 558,9 millions de francs CFA** soit 95,7% de la prévision annuelle.

Quant aux dotations budgétaires, comprenant les crédits des institutions de l'Etat, les charges financières de la dette publique et les crédits destinés aux dépenses accidentelles et imprévisibles, elles ont été exécutées à **915 397,6 millions de francs CFA** sur une prévision annuelle de 736 838,8 millions de francs CFA, soit un taux de 124,2%.

5. Spécifiquement, les dépenses relatives aux politiques publiques transversales, incluant les dépenses à sensibilité directe sur le genre, les dépenses liées au changement climatique et les dépenses d'entretien des infrastructures, représentent en valeur nominale au 31 décembre 2025 à **213 782,3 millions de francs CFA, 620 493,7 millions de FCFA et 64 141,3 millions de francs CFA.**
6. L'exécution à fin décembre de la loi de finances, gestion 2025 par grands compartiments se présente comme suit :

#### *A- Le budget de l'Etat*

##### **a- Recettes budgétaires**

Les recettes budgétaires à fin décembre 2025 s'établissent à **2 480 390,0 millions de FCFA**, soit **104,8%** des prévisions annuelles fixées à **2 367 383 millions de FCFA** par la loi de finances. Cela marque une augmentation de **362 848,1 millions de FCFA**, soit une progression de **17,1%** par rapport à la même période en 2024.

La performance enregistrée résulte de la combinaison des gains obtenus de diverses réformes qui se traduisent entre autres par, l'élargissement de l'assiette fiscale (notamment par l'extension de la taxation au commerce électronique), la simplification et la digitalisation des procédures aux contribuables, l'interopérabilité de certaines bases de données, l'introduction de la facture normalisée, etc. Spécifiquement, les recettes des régies ont progressé de **18,1%** par rapport à la même période en 2024.

##### **b- Dépenses budgétaires**

Les dépenses budgétaires exécutées à fin décembre 2025, relevant du périmètre du budget général (ministères et institutions de l'Etat), du Fonds national des Retraites du Bénin ainsi que des opérations des services publics sur les comptes d'affectation spéciale, ressortent en engagement à **2 911 187,6 millions de FCFA**, en hausse de **360 584,4 millions de FCFA** par rapport à la même période en 2024. Elles correspondent à un taux d'engagement comptable de **104,8%** des prévisions annuelles de montant **2 778 519 millions de FCFA**.

Sur la base des titres ordonnancés, elles ressortent à **2 868 956,5 millions de FCFA**, correspondant à **103,3%** des prévisions annuelles.

De façon spécifique, l'exécution des dépenses ordinaires sur la base des titres ordonnancés s'établit à **1 732 957,4 millions de FCFA** contre **1 453 128,3 millions de FCFA** à la même date en 2024. La hausse enregistrée est principalement portée par les dépenses de transfert, en lien avec le renforcement des mesures sociales notamment par les transferts aux ménages, les mesures de gratuité et les dépenses d'exonération fiscale.

Les dépenses en capital quant à elles, atteignent un taux d'exécution, base ordonnancement de **100,1%** des prévisions annuelles, soit **1 010 858,6 millions de francs CFA** avec une priorité accordée à la poursuite et à l'achèvement des projets phares du programme d'actions du Gouvernement principalement dans les domaines du cadre de vie et de l'assainissement, des infrastructures et transports, de l'éducation, de l'énergie, de l'accès à l'eau, de la santé, et de la protection sociale.

#### **c- Solde d'exécution budgétaire**

Le solde global des opérations budgétaires à fin décembre 2025 ressort déficitaire à **388 566,5 millions de FCFA**, base ordonnancement, contre un solde déficitaire de **389 643,9 millions de FCFA** à la même période en 2024. Ce niveau de déficit, légèrement en baisse par rapport à la même période en 2024, montre l'effort de consolidation budgétaire en cours et de discipline budgétaire avec comme objectif d'un déficit en dessous de la norme communautaire de 3%.

#### ***B- Les opérations de trésorerie***

Elles comprennent les ressources de financement et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier.

A fin décembre 2025, les ressources de financement mobilisées atteignent un montant de **1 316 280,3 millions de FCFA**, correspondant à **111,2%** des prévisions annuelles. Ce niveau de mobilisation, en hausse de **19,5%** par rapport à la même période en 2024 est porté principalement par les ressources extérieures, témoignant l'intervention du Bénin sur le marché financier international aux conditions favorables pour l'économie.

Les charges de trésorerie, quant à elles, sont exécutées à hauteur de **739 756,2 millions de FCFA**, sur une prévision annuelle de **772 486 millions de FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de **95,8%**.

## INTRODUCTION

Le rapport d'exécution de la loi de finances constitue l'un des principaux documents de suivi-exécution et de reddition de comptes produits par le Gouvernement. D'une périodicité de trois (03) mois, son élaboration tire son fondement de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, principalement en son article 93. Ainsi, selon les principes de bonne gouvernance, il est établi pour rendre compte à la Représentation nationale et au public, de l'utilisation des ressources mises à la disposition de l'administration centrale et de l'application des règles de gestion édictées pour le compte de l'année. Sa rédaction et sa publication participent donc au renforcement de l'information budgétaire et financière des citoyens en général et des parlementaires en particulier.

L'exécution du budget de l'État pour l'année 2025 est arrivé à son terme dans un climat de dynamisme économique et de renforcement du cadre de gestion des finances publiques. Ce rapport de clôture à fin décembre a pour objet d'analyser la conformité des réalisations financières par rapport aux prévisions budgétaires initiales. Il met en lumière une dualité majeure de cet exercice : d'une part, une efficacité notable dans la collecte des recettes fiscales et non-fiscales, et d'autre part, une accélération volontariste des dépenses publiques pour répondre aux engagements socio-économiques du gouvernement. L'examen des données à fin décembre permet de noter la résilience des finances publiques face aux aléas de l'exercice et de mesurer l'impact réel des politiques de mobilisation des ressources.

Le rapport d'exécution de la loi de finances, gestion 2025 au 31 décembre est structuré autour des points ci-après :

- L'analyse de la dynamique de l'économie nationale face aux défis sous-régional et international ;
- les éléments d'exécution comptable relatifs au budget de l'Etat et à la gestion de la trésorerie ;
- la performance budgétaire des programmes au cours de la période sous revue ; et
- l'état de mise en œuvre des politiques transversales du budget de l'Etat.

Il est joint en annexe, notamment, le point des modifications des crédits intervenues au cours de la période sous revue, les différentes données contenues dans le rapport présentées suivant les quatre (04) classifications obligatoires définies par la nomenclature budgétaire de l'Etat et le détail de l'exécution du budget suivant les politiques transversales.

## I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN DECEMBRE 2025

### A- Environnement économique international et régional

Dans un contexte marqué par l'atténuation progressive des tensions commerciales et par des conditions financières globalement favorables, l'économie mondiale continue de faire preuve d'une résilience notable. D'après les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI (janvier 2026), la croissance mondiale devrait demeurer robuste, s'établissant à 3,3% en 2026, un rythme identique à celui enregistré en 2025. Comparativement aux projections de l'édition d'octobre 2025 des PEM, cette prévision traduit une légère révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour 2026. Cette stabilité de l'activité mondiale s'explique par des forces divergentes. Les effets restrictifs liés à la réorientation des politiques commerciales sont compensés par des facteurs de soutien, notamment l'essor des investissements dans les nouvelles technologies, en particulier l'Intelligence Artificielle (IA). Ces effets sont également compensés par le maintien de politiques budgétaires et monétaires relativement accommodantes, des conditions financières favorables et la capacité d'adaptation du secteur privé. Sur le plan commercial, les tensions internationales ont continué de s'atténuer, bien qu'elles demeurent ponctuellement présentes. Le différend entre la Chine et les États-Unis, portant notamment sur les contrôles à l'exportation de semi-conducteurs et de terres rares, a évolué vers une trêve prévoyant une réduction des droits de douane bilatéraux jusqu'en novembre 2026 et une suspension temporaire des restrictions à l'exportation. S'agissant de l'inflation, celle-ci devrait poursuivre son ralentissement à l'échelle mondiale pour passer de 4,1% en 2025 à 3,8% en 2026 (FMI, janvier 2026).

Aux États-Unis, l'activité économique devrait demeurer dynamique avec une croissance du PIB de 2,1% en 2025 et une prévision de 2,4% pour 2026 (FMI, janvier 2026). Cette prévision correspond à une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux estimations d'octobre dernier. Cette conjoncture est en lien avec un niveau d'activité plus élevé que celui anticipé pour fin 2025 et soutenue par l'orientation expansionniste de la politique budgétaire, l'assouplissement des conditions monétaires et la dissipation progressive des effets liés au renforcement des barrières commerciales. À moyen terme, la croissance resterait robuste, portée par les incitations fiscales à l'investissement prévues dans la loi « One Big Beautiful Bill Act ». Sur le plan des prix, la cherté de la vie demeure une préoccupation majeure pour les ménages. Néanmoins, l'inflation est projetée en repli, s'établissant à 2,4% en 2026 contre 2,7% en 2025.

Dans la zone euro, la croissance devrait rester modérée, à 1,3% en 2026 contre une estimation de 1,4% en 2025. Ce léger ralentissement s'explique notamment par la persistance des incertitudes économiques internationales, la modération de l'investissement et des exportations, ainsi que par des contraintes structurelles qui continuent de peser sur la dynamique de croissance dans plusieurs économies de la région. Cependant, l'activité resterait soutenue par la résilience du marché du travail et par une amélioration progressive du pouvoir d'achat des ménages.

Au Japon, la croissance est révisée à 1,1% en 2025, correspondant au même niveau par rapport

aux projections publiées en octobre 2025 par le FMI. Cette stabilité reflète une dynamique économique globalement conforme aux anticipations malgré les incertitudes de l'environnement international. Toutefois, la croissance économique devrait ralentir pour s'établir à 0,7% en 2026.

**Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait passer de 4,4% en 2025 à 4,2% en 2026, avec des disparités régionales.** La Chine devrait enregistrer une croissance de 4,5% en 2026, après 5,0% en 2025, soutenue par les mesures de relance et la baisse des droits de douane effectifs américains dans le cadre de la trêve d'un an. L'Inde affiche une croissance revue à 7,3% en 2025, en léger excédent par rapport aux attentes, puis 6,4% pour 2026, sous l'effet de la dissipation progressive des facteurs temporaires.

**En Afrique subsaharienne, la croissance devrait progresser de 4,4% en 2025 à 4,6% en 2026, soutenue par la stabilisation macroéconomique et les réformes mises en œuvre dans plusieurs des principales économies de la région.** Comparativement aux projections d'octobre 2025, ces perspectives constituent une révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour 2026. Cette révision traduit une amélioration de l'environnement économique interne et des conditions financières internationales légèrement plus accommodantes. Toutefois, cette trajectoire reste exposée à des risques importants. La fin des dispositifs commerciaux préférentiels avec les États-Unis continue de peser sur certains pays à faible revenu, tandis que les économies fortement dépendantes des ressources naturelles demeurent vulnérables à la volatilité des marchés mondiaux. En outre, les pays affectés par des conflits et la fragilité institutionnelle font face à des contraintes structurelles persistantes et à des crises humanitaires qui compromettent leurs perspectives de croissance à long terme.

**Au Nigéria, la croissance économique est légèrement révisée à la hausse, avec une valeur de 4,2% en 2025.** Elle devrait s'établir à 4,4% en 2026, soit une révision positive de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2025. Cette évolution reflète une légère accélération de l'activité, portée par l'expansion du secteur des services, en particulier la finance et les technologies de l'information et de la communication. Une reprise modeste de l'agriculture contribue également à soutenir la croissance.

**Tableau 1 : Inflation et croissance économique de 2023 à 2026 sur le plan international**

	Inflation (%)				Taux de croissance (%)			
	2023	2024	2025	2026	2023	2024	2025	2026
Monde	6,7	5,8	4,1	3,8	3,5	3,3	3,3	3,3
Pays avancés	4,6	2,6	2,5	2,2	1,8	1,8	1,7	1,8
Etats-Unis	4,1	3,0	2,7	2,4	2,9	2,8	2,1	2,4
Zone Euro	5,4	2,4	2,1	1,9	0,5	0,9	1,4	1,3
Japon	3,3	2,7	3,3	2,3	1,4	-0,2	1,1	0,7
Pays émergents et pays en développement	8,1	7,9	5,2	4,8	4,7	4,3	4,4	4,2
Chine	0,2	0,2	0,0	0,7	5,4	5,0	5,0	4,5
Afrique subsaharienne	17,6	20,3	13,1	10,9	3,6	4,1	4,4	4,6
UEMOA	3,8	3,4	1,9	2,1	5,1	6,3	5,9	5,6
Nigéria	24,7	31,4	23,0	22,0	3,3	4,1	4,2	4,4

Source : FMI, février 2026

## **B- Matières premières et change**

En 2025, les cours des principales matières premières et devises sont ressortis en baisse par rapport à 2024.

**Le cours moyen du kilogramme de coton a enregistré, en 2025, une baisse de 14,4% par rapport à 2024.** Il s'est établi à 992,27 FCFA/kg contre 1 158,66 FCFA/kg un an plus tôt. Cette baisse résulte, d'une part, du ralentissement de l'activité textile dans les grands pays transformateurs, notamment en Chine, au Bangladesh, au Vietnam, en Inde, au Pakistan et en Turquie. D'autre part, elle s'explique par l'abondance de l'offre mondiale en 2025 ainsi que les révisions successives à la hausse des niveaux de production sur l'année ayant incité les acteurs du marché à écouler leurs stocks existants à des prix plus bas.

**Pour le cours du riz thaïlandais, le prix moyen sur l'année 2025 est aussi ressorti en baisse par rapport à 2024.** En effet, il affiche à la tonne un cours de 246 830,33 FCFA en 2025 contre 365 959,96 FCFA l'année précédente, soit un affaiblissement de 32,6%. Cette évolution s'inscrit dans un environnement international marqué par une abondance sans précédent de riz sur le marché mondial en 2025. Selon les statistiques de la FAO, la production mondiale pour la campagne 2025/2026 a atteint un niveau record, soutenue par des stocks initiaux historiquement élevés, ce qui a porté les disponibilités totales à un sommet inédit. A cela s'ajoute les récoltes exceptionnelles en Inde et l'assouplissement progressif des restrictions à l'exportation qui ont profondément modifié la structure du marché, faisant du riz indien un nouveau repère de prix. Les prix du riz blanc indien ont ainsi atteint leurs plus bas niveaux en 2025 depuis plusieurs années, entraînant un ajustement à la baisse des prix pratiqués par les autres exportateurs asiatiques, dont la Thaïlande.

**En ce qui concerne le pétrole, le cours moyen du baril s'est établi à 69,57 dollars US en 2025, en baisse de 12,9% par rapport à 2024.** Ce recul s'explique principalement par l'accentuation, en 2025, du déséquilibre entre une offre mondiale en forte expansion et une demande qui ralentit depuis 2022. La production mondiale a fortement augmenté, notamment à la suite des relèvements successifs des quotas de OPEP+ et de la mise en service de nouvelles capacités, générant un excédent pétrolier. Dans le même temps, la demande a progressé modérément dans un contexte de tensions commerciales et d'accélération de la transition énergétique dans certaines grandes économies, notamment en Chine. L'ensemble de ces facteurs a ainsi exercé une pression baissière durable sur les prix. Quelques hausses ponctuelles liées aux tensions géopolitiques et aux sanctions américaines contre des compagnies pétrolières russes sont observées durant l'année mais sont restées limitées face à l'ampleur du surplus d'offre due aux niveaux élevés de stocks invendus en 2024.

**S'agissant du soja, le marché a également connu une baisse de 14,0%.** Le prix moyen de la tonne s'est établi à 241 066,21 FCFA sur la période sous revue contre 280 468,21 FCFA de l'année dernière. L'abondance de l'offre mondiale, les prévisions de récoltes records en Amérique du Sud pour 2026 et les stocks mondiaux historiquement élevés ont incité les opérateurs à la prudence, ce qui a encore affaibli les cours sur l'année comparativement à l'année précédente.

De même, en raison de l'abondance des stocks mondiaux et de la révision à la hausse des prévisions de production en Russie et en Argentine, le prix moyen du blé a connu un repli de 21 033,29 FCFA, soit une baisse de 12,9%. Cette baisse est imputable à plusieurs facteurs conjoncturels observés sur les marchés internationaux en 2025. En effet, les conditions agro-climatiques favorables enregistrées au cours de la campagne 2024/2025 ont permis une récolte exceptionnelle en Russie et en Ukraine selon les estimations du Conseil international des céréales. Par ailleurs, la sécurisation progressive des corridors logistiques en mer Noire et la réduction des coûts de transport maritime sur la période sous revue ont facilité l'écoulement des volumes vers les marchés mondiaux. De plus, en Europe, notamment en France, le redressement de la production après les contre-performances de 2024 a conduit à une reconstitution importante de stocks. Enfin, selon les analyses de la FAO et de l'USDA, plusieurs grands pays importateurs, dont l'Algérie et certains pays d'Asie, ont ralenti leurs achats au comptant en privilégiant l'utilisation de stocks stratégiques constitués plus tôt et le report de nouvelles commandes, ce qui a limité la capacité du marché à absorber l'abondance de l'offre et maintenu les prix à un niveau nettement bas par rapport à l'année précédente.

Tableau 2 : Evolution des cours des matières premières à fin décembre 2025

Matières premières	2024	2025	Variation (%)
Coton (FCFA/Kg)	1 158,66	992,27	-14,4
Riz thaïlandais (FCFA/ tonnes)	365 959,96	246 830,33	-32,6
Soja (FCFA/ tonnes)	280 468,21	241 066,21	-14,0
Blé (FCFA/ tonnes)	162 883,78	141 850,49	-12,9
Pétrole (\$US/ baril Brent)	79,89	69,57	-12,9

Source : DPC/DGE, sur base des données de échos pour Coton, FAO pour riz thaïlandais, IndexMund pour Blé et Soja et l'OPEP pour le pétrole, février 2026

Sur le marché de change, les principales devises sont aussi inscrites en baisse par rapport à 2024. En effet, le billet vert s'est établi en moyenne à 581,99 FCFA en 2025 contre 606,19 FCFA de 2024, traduisant une appréciation du FCFA face au dollar américain. Cette évolution s'explique principalement, d'une part, par l'assouplissement de la politique monétaire de la Réserve Fédérale Américaine (Fed), visant à soutenir l'activité économique face au ralentissement de la demande mondiale en 2025, et d'autre part, par la stratégie des relances successives mises en œuvre par l'administration Trump à travers l'imposition des droits de douane. Ces mesures ont ravivé les tensions géoéconomiques qui ont entraîné une baisse de la confiance des investisseurs dans les actifs libellés en dollars, dans un contexte où, de plus en plus, les pays cherchent à réduire leur dépendance à la monnaie américaine (la dédollarisation).

La valeur de la monnaie nigériane (naira) a reculé de 9,0% face au franc CFA en 2025. En moyenne, le cours du naira est passé de 0,422 FCFA en 2024 à 0,384 FCFA en 2025. Cette évolution traduit un affaiblissement de l'impact des réformes engagées par la Banque Centrale du Nigeria visant à réduire l'écart entre le taux de change officiel et le taux parallèle. Elle reflète également les mesures prises par l'économie béninoise pour limiter l'inflation importée, notamment à travers les dynamiques liées au commerce informel de carburant (« essence kpayo »).

En 2025, le yuan chinois s'est également déprécié par rapport au FCFA. Il s'est échangé en moyenne à 80,93 FCFA en 2025 contre 84,23 FCFA un an plus tôt, soit un recul de 3,9% face au FCFA. Cette évolution reflète les pressions structurelles persistantes sur l'économie de la Chine, marquées notamment par le ralentissement de certains secteurs d'activité et par l'orientation accommodante de la politique monétaire conduite par la Banque populaire de Chine. Elle s'explique également par les tensions commerciales internationales, en particulier les mesures tarifaires américaines, qui ont pesé sur l'activité économique chinoise et contribué à l'affaiblissement du yuan face à certaines monnaies, dont le FCFA.

Tableau 3 : Evolution des cours des devises à fin décembre en 2025

Devises (en FCFA)	2024	2025	Variation (%)
Dollar américain	606,19	581,99	-4,0
Yuan chinois	84,23	80,93	-3,9
Naira	0,422	0,384	-9,0

Source : DPC/DGEMEF, sur la base des données de la Banque de France pour le dollar et le Yuan et la Banque Centrale du Nigéria pour le naira, février 2026

### C- Environnement Économique National

L'activité économique au plan national est analysée à travers les indicateurs tels que la production agricole, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI), l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA), l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) et le trafic aéroportuaire.

Les perspectives agricoles pour 2025 restent globalement favorables. La production vivrière devrait ressortir en hausse de 6,1%, tirée par la plupart des spéculations et soutenue par la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurantes dans le secteur. Pour ce qui concerne les cultures industrielles, il est également attendu une augmentation de la production de coton, de l'anacarde et de l'ananas. Ces résultats favorables sont le fruit d'initiatives et de réformes entreprises depuis plusieurs années. Les mesures clés comprennent l'amélioration de l'encadrement des producteurs, l'approvisionnement en intrants agricoles en temps opportun et en quantités suffisantes, et la mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (PNDF-HVA) pour des produits tels que l'ananas, l'anacarde et les produits maraîchers.

Tableau 4 : Evolution de la campagne agricole de 2024/2025

Cultures	2024/2025	2025/2026 <sup>1</sup>	Variation (%)
<b>Production vivrière</b>	<b>12 664 875</b>	<b>13 436 351</b>	<b>6,1</b>
Céréales	2 905 685	3 296 523	13,5
Racines et tubercules	7 919 570	8 032 342	1,4
Légumineuses	1 086 746	1 346 834	23,9
<b>Cultures maraîchères</b>	<b>752 874</b>	<b>760 652</b>	<b>1,0</b>

<sup>1</sup>les chiffres de la production agricole pour la campagne 2025/2026 sont des données prévisionnelles.

Coton	637 697,0	696 252,0	9,2
Ananas	483 539	494 646	2,3
Anacarde	212 624	212 745	0,1

Source : DGE, sur la base des données de la DSA MAEP, novembre 2025

Les activités économiques des moyennes et grandes entreprises sont ressorties dynamiques en 2025. L'Indice du Chiffre d'Affaires, indicateur d'activité qui permet de mesurer la dynamique de l'activité économique nationale, affiche une hausse de 9,2% par rapport à l'année 2024. Cette évolution est en lien avec la performance de l'activité dans plusieurs branches principales telles que : « Commerce » (+9,9%), « constructions et travaux de constructions » (+19,1%), « Autres services » (+13,7%), « Transport » (+26,3%) et « Postes et Télécommunications » (+9,6%).

Tableau 5 : Indice global du Chiffre d'Affaires (ICA) à fin décembre 2025

		2024 (2)	2025 (1)	Variation (1) par rapport (2) (en %)
PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DES ACTIVITES DE SOUTIEN	1131	93,1	78,2	-16,0
PRODUITS DES INDUSTRIES EXTRACTIVES	97	74,4	122,5	64,6
INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	390	177,1	177,3	0,1
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	609	149,2	157,6	5,6
ELECTRICITE GAZ ET EAU	469	157,6	167,6	6,4
CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS	1139	146,8	174,9	19,1
COMMERCE	3804	134,1	147,4	9,9
TRANSPORTS	502	108,2	136,6	26,3
SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	40	259,4	246,3	-5,1
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	776	146,3	160,4	9,6
BANQUES ET SFD	412	164,5	180,4	9,7
ASSURANCES	60	163,5	166,6	1,8
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	73	306,9	322,0	4,9
AUTRES SERVICES	497	295,0	335,2	13,7
Total	10 000	144,9	158,1	9,2

Source : DPC DGE, février 2026

L'activité du Port de Cotonou demeure soutenue en 2025 avec une hausse exceptionnelle du trafic des marchandises de 52,3% tirée essentiellement par les flux à l'import et à l'export. La hausse concerne tous les flux avec une croissance marquée au niveau du transbordement. En effet, entre 2024 et 2025, le trafic de marchandises est passé de 9 651 633 tonnes à 14 696 273 tonnes avec un nombre de navires accostés porté de 725 à 841 unités (+16,0%). Cette croissance est notamment portée par l'augmentation des porte-conteneurs. La hausse des marchandises s'est traduite par une augmentation du trafic à l'import comme à l'export. Les importations atteignent à cet effet 8 209 345 tonnes en 2025 contre 6 331 264 tonnes l'année précédente, soit une hausse de 29,7%. Cette hausse du trafic à l'import est principalement portée par les conteneurs et cargos divers, soutenus par la reprise des flux vers le Nigéria et le Niger via Ségbana, Malanville et le transport fluvial, ainsi que par le vrac liquide lié aux importations de la SONABHY, favorisées par les grands travaux et l'extension des capacités

de stockage. Quant aux exportations, elles ont enregistré une hausse de 74,8%, en raison, d'une part, à la montée en régime du chargement de brut nigérien démarré en mai 2024 et pleinement effectif sur l'ensemble de l'année 2025, et, d'autre part, à la baisse limitée des cargos divers export, consécutive à la réduction des exportations de karité au Bénin et au Burkina Faso. Dans ces contextes, le transbordement connaît une croissance particulièrement spectaculaire, avec un volume multiplié par plus de 4 en 2025 pour s'établir à 1 188 359 tonnes correspondant à une croissance de 312,6%. Cette évolution est favorisée par des congestions dans plusieurs ports majeurs de la sous-région traduisant le repositionnement durable du port comme plateforme régionale de redistribution maritime. S'agissant des opérations de tare, l'intensification de la mobilisation des flux logistiques au niveau du port a contribué à une augmentation de 74,6% de leur volume en 2025, soit 574 070 tonnes.

Tableau 6 : Dynamique du trafic au Port de Cotonou à fin décembre 2025

(En tonne)	2024	2025	Variation trimestrielle (%)
Navires (unité)	725	841	16,0
<b>Marchandises</b>	<b>9 651 633</b>	<b>14 696 273</b>	<b>52,3</b>
Import	6 331 264	8 209 345	29,7
Export	2 703 494	4 724 498	74,8
Transbordement	288 000	1 188 359	312,6
Tare	328 874	574 070	74,6

Source : PAC, février 2026

Les données des comptes nationaux à fin septembre 2025 indiquent une consolidation et une accélération de la dynamique de l'économie béninoise. La croissance du produit intérieur brut (PIB) a atteint 8,8% au troisième trimestre de l'année 2025, contre 6,3% à la même période de l'année 2024, soit une augmentation de 1,5 point de pourcentage. Ce niveau est aussi supérieur à ceux observés au premier et au deuxième trimestre de l'année 2025, traduisant un renforcement progressif de l'activité économique. Cette amélioration est tirée par tous les secteurs de l'économie. En effet, la dynamique du secteur primaire s'est nettement améliorée au troisième trimestre de l'année 2025. Sa valeur ajoutée progresse de 6,2% par rapport aux deux premiers trimestres de l'année et à la même période de l'année précédente. Quant au secteur secondaire, il maintient un rythme d'activité élevé en enregistrant une croissance de 9,9%. Le secteur tertiaire a également contribué à la croissance du PIB avec une hausse de 10,0% de sa valeur ajoutée. Enfin, en cohérence avec l'expansion de l'activité économique, la mobilisation des recettes fiscales s'est intensifiée au troisième trimestre de l'année 2025. Celles-ci contribuent à 9,7% à la croissance du PIB.

**Tableau 7 : Evolution du taux de croissance à fin septembre 2025**

Taux de croissance du PIB réel (%)	2024_T3	2025_T2	2025_T3
Secteur primaire	5,9	6,1	6,2
Secteur secondaire	8,9	9,1	9,9
Secteur tertiaire	7,7	7,5	10,0
Impôts et taxes nets de subventions	7,6	9,5	9,7
PIB	6,3	7,6	8,8

Source : INStatD, février 2026

S'agissant des prix, ils indiquent qu'à fin décembre 2025, le taux d'inflation s'est établi à 1,1% (en moyenne annuelle), enregistrant un recul de 0,1 point de pourcentage par rapport à celui de 2024. Cette tendance modérée est principalement portée par les produits alimentaires (+4,9%), énergétiques (+7,0%) et frais (+7,9%). Cette évolution traduit une convergence vers la cible régionale de stabilité des prix, fixée par la BCEAO à un seuil maximal de 3%. Ainsi, conformément à la définition de l'UEMOA, le taux d'inflation national est contenu dans les normes de 3%. En glissement annuel, il est ressorti à 1,4%.

## II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2025

La présente partie fait le point du niveau de mobilisation des produits de recettes et d'exécution des dépenses budgétaires ainsi que le solde budgétaire qui en découle. Les données exploitées sont issues des informations collectées auprès des administrations financières et du SIGFP.

### A- Recettes budgétaires

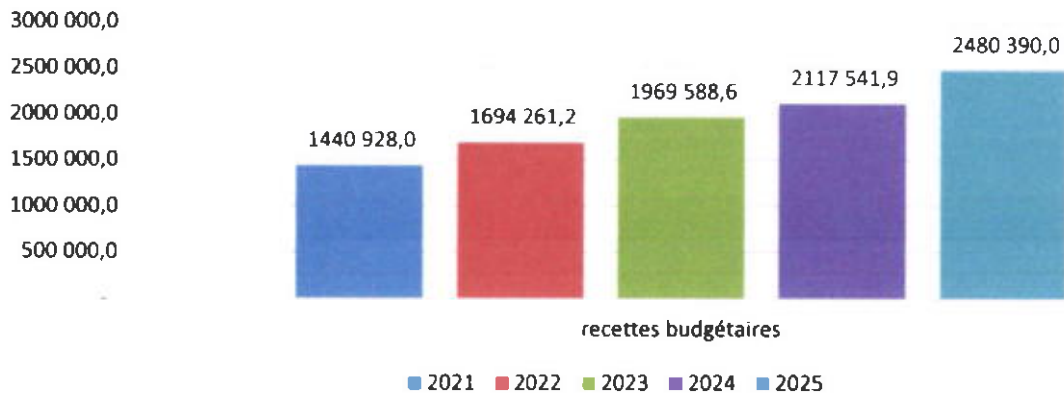
Cette composante du budget de l'Etat retrace les produits de recettes provenant du budget général (Impôts, Douane, Trésor, ANDF, dons et autres produits assimilés), du budget annexe (Fonds national des Retraites du Bénin) ainsi que des comptes d'affectation spéciale.

Au 31 décembre 2025, les recettes budgétaires mobilisées se sont établies à **2 480 390,0 millions de FCFA**. Elles représentent **104,8%** de la prévision annuelle dont le montant est de **2 367 383 millions de FCFA**. Elles sont en augmentation de **362 848,1 millions de FCFA** par rapport au montant réalisé à la même période de l'année 2024, soit une progression de **17,1%**.

Cette performance soutenue s'explique par une stratégie multidimensionnelle de modernisation fiscale qui privilégie une amélioration du rendement fiscal et exclut toute hausse des taux d'imposition ou de création de nouveaux impôts ou taxes. Elle repose notamment sur l'élargissement de l'assiette fiscale, la digitalisation des procédures et la généralisation des factures électroniques normalisées. A cela s'ajoutent l'interconnexion des bases de données et des mesures incitatives, telles que l'exemption de pénalité pour les déclarations spontanées des opérations antérieures, etc. Enfin, l'amélioration de la gouvernance au sein des régies financières et la promotion active du civisme fiscal ont été des leviers déterminants de ces progrès.

L'analyse du graphique n°1 ci-dessous montre une amélioration du niveau de mobilisation des ressources à fin décembre sur la période 2021 à 2025, en lien avec les effets positifs induits par les réformes en cours dans les administrations financières.

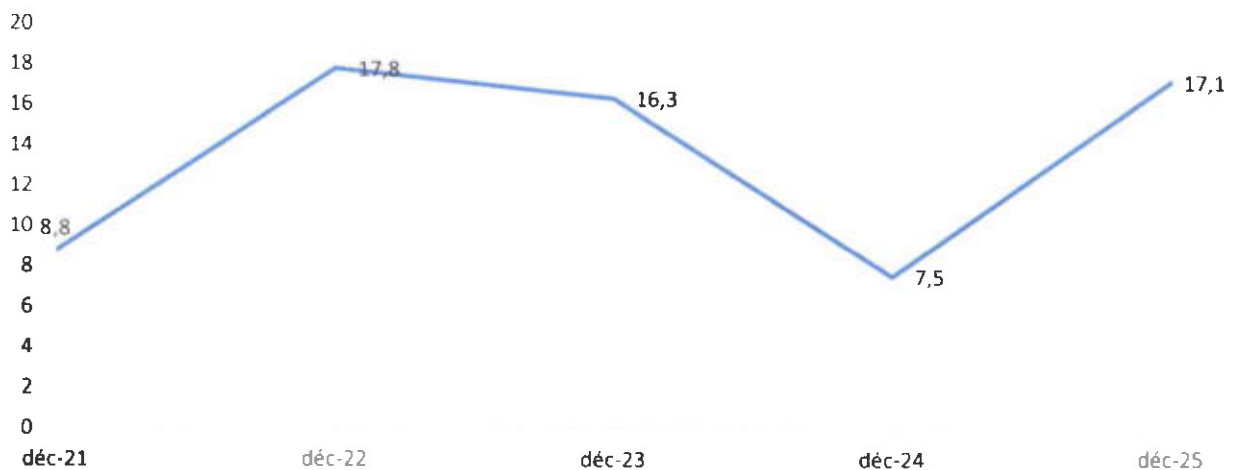
**Graphique n°1 : Evolution nominale des recettes budgétaires à fin décembre sur la période de 2021 à 2025 en millions de FCFA**



*Source : DGB, février 2026*

Le graphique n°2 montre l'évolution du taux d'accroissement en pourcentage des recettes budgétaires à fin décembre sur la période de 2021 à 2025.

**Graphique n°2 : Evolution du taux d'accroissement des recettes budgétaires à fin décembre sur la période de 2021 à 2025**



*Source : DGB, février 2026*

L'évolution des recettes budgétaires sur la période 2021-2025 affiche une trajectoire sinueuse mais résiliente. Après une accélération marquée entre 2021 et 2022, le rythme de progression a connu un fléchissement notable jusqu'en 2024, sous l'effet conjugué des séquelles de la crise sanitaire et des tensions géopolitiques mondiales. Toutefois, l'exercice 2025 marque un tournant avec un rebond vigoureux du taux d'accroissement à 17,1 %. Il convient de souligner que la croissance est restée interrompue sur toute la période, bien que son intensité ait varié.

Cette dynamique confirme la robustesse du système fiscal et sa capacité de redressement après le creux de 2024. Par composantes, les produits de recettes budgétaires recouverts à fin décembre 2025 se présentent comme suit :

### A-1- Recettes du budget général

Les recettes du budget général sont constituées des recettes des régies financières (Impôts, Douanes et Trésor), de l'ANDF, des dons et autres produits assimilés.

Au 31 décembre 2025, les recettes du budget général s'élèvent à **2 404 272,3 millions de FCFA**. En considérant les recettes affectées, elles s'établissent à **2 419 955,5 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 2 300 217 millions de FCFA. Elles sont en hausse de 367 653,4 millions de FCFA par rapport aux réalisations à fin décembre 2024. Les principales sources de cette mobilisation demeurent les régies financières de l'Etat que sont les administrations des impôts, de la douane et du trésor qui contribuent à plus de 97% des recettes budgétaires mobilisées à fin décembre 2025.

Comparées à leur niveau de réalisation à fin septembre 2025, les recettes du budget général ont **augmenté de 42,7%**. Cette hausse significative est directement liée à la mise en œuvre de diverses **mesures de recouvrement** et au **calendrier de collecte de certains impôts et taxes** dont l'échéance principale se situe au **quatrième trimestre de l'année**.

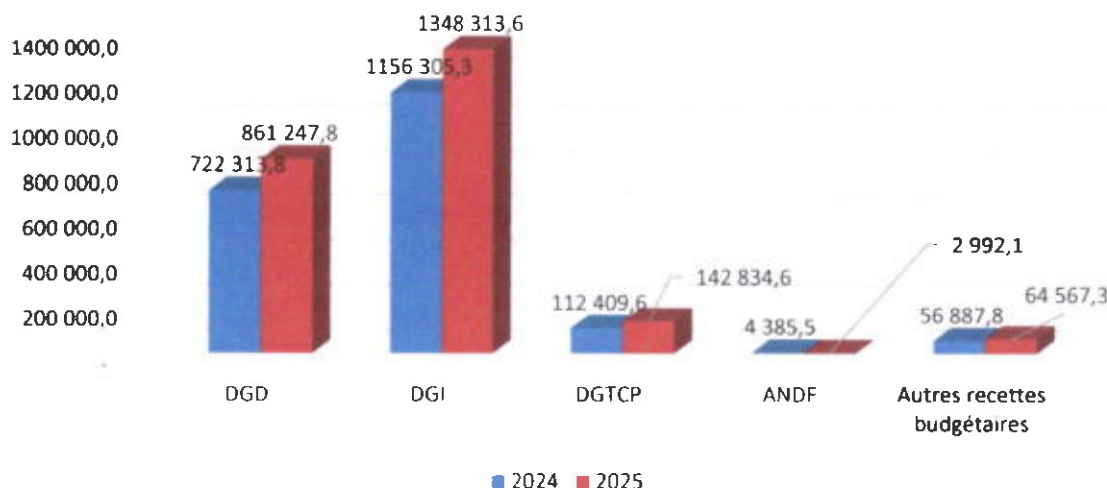
Le tableau n°6 et le graphique n°3 ci-après montrent l'évolution des produits de recettes brutes du budget général à fin décembre 2024 et 2025.

Tableau 6 : Etat des recettes du budget général au 31 décembre 2024 et 2025

Nature des recettes	Année 2024			Année 2025					Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024	Taux de croissance Septembre - Décembre 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin décembre (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin septembre	Recouvrement 4 <sup>ème</sup> trimestre	Réalisations à fin décembre (b)	Taux			
Douanes	702 372,0	722 313,8	102,8%	772 200,0	612 328,3	248 919,5	861 247,8	111,5%	138 934,0	19,2%	40,7%
Impôts	1 112 580,0	1 156 305,3	103,9%	1 311 100,0	932 333,8	415 979,8	1 348 313,6	102,8%	192 008,3	17%	44,6%
Trésor	99 768,0	112 409,6	112,7%	128 834,0	109 084,1	33 750,5	142 834,6	110,9%	30 425,0	27%	30,9%
ANDF	5 000,0	4 385,5	87,7%	5 000,0	2 051,6	940,5	2 992,1	59,8%	-1 393,4	-32%	45,8%
Dons budgétaires	23 000,0	14 923,0	64,9%	20 000,0	0,0	17 415,7	17 415,7	87,1%	2 492,7		
Fonds de concours	66 700,0	41 964,8	62,9%	63 083,0	40 080,2	7 071,5	47 151,7	74,7%	5 186,9	12%	17,6%
<b>Total</b>	<b>2 009 420,0</b>	<b>2 052 302,0</b>	<b>102,1%</b>	<b>2 300 217,0</b>	<b>1 695 878,1</b>	<b>724 077,4</b>	<b>2 419 955,5</b>	<b>105,2%</b>	<b>367 653,5</b>	<b>18%</b>	<b>42,7%</b>

SOURCE : DGB, sur la base des données fournies par les régies financières, février 2026

Graphique n° 3 : Evolution des réalisations brutes des recettes du budget général à fin décembre 2024 et 2025



Source : DGB, février 2026

#### A-1-1-Recettes des régies financières

Au 31 décembre 2025, les recettes brutes collectées par les régies financières (Impôts, Douanes et Trésor) s'élèvent à **2 352 396,1 millions de FCFA**, en hausse de 361 367,3 millions de FCFA par rapport à l'année 2024. Cette hausse qui est portée par l'ensemble des régies financières, correspond à un taux de progression de 18,1% par rapport au montant de 1 991 028,8 millions de FCFA réalisé à fin décembre 2024.

Les recettes mobilisées au quatrième trimestre par les régies financières affichent une progression de 42,2% par rapport au montant réalisé en fin de troisième trimestre 2025.

Le niveau de recouvrement des produits de recettes par régie financière est récapitulé dans le tableau n°7 ci-après :

Tableau 7 : Etat des recettes des régies au 31 décembre 2024 et 2025

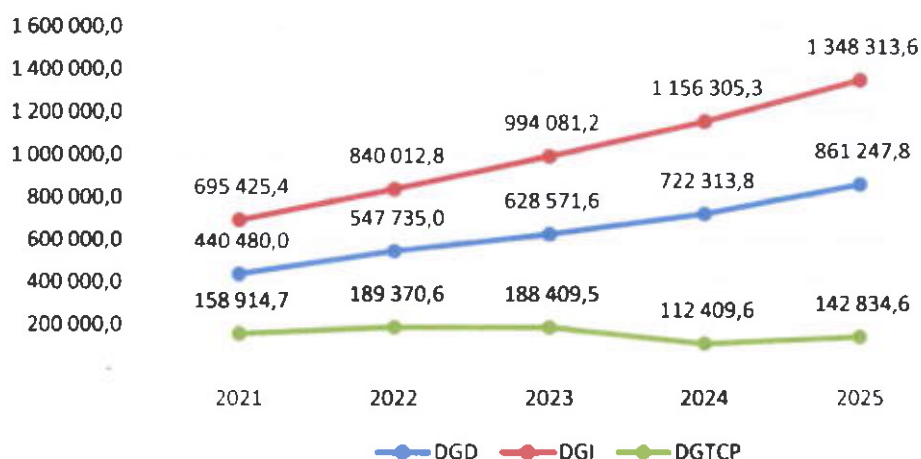
Nature des recettes	Année 2024			Année 2025					Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024	Taux de croissance Septembre-Décembre 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin décembre (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin septembre	Recouvrement 4ème trimestre	Réalisations à fin décembre (b)	Taux			
Douanes	702 372,0	722 313,8	102,8%	772 200,0	612 328,3	248 919,5	861 247,8	111,5%	138 934,0	19,2%	40,7%
Impôts	1 112 580,0	1 156 305,3	103,9%	1 311 100,0	932 333,8	415 979,8	1 348 313,6	102,8%	192 008,3	16,6%	44,6%
Trésor	99 768,0	112 409,6	112,7%	128 834,0	109 084,1	33 750,5	142 834,6	110,9%	30 425,0	27,1%	30,9%
<b>Total</b>	<b>1 914 720,0</b>	<b>1 991 028,8</b>	<b>104,0%</b>	<b>2 212 134,0</b>	<b>1 653 746,3</b>	<b>698 649,8</b>	<b>2 352 396,1</b>	<b>106,3%</b>	<b>361 367,3</b>	<b>18,1%</b>	<b>42,2%</b>

Source : DGB, sur la base des données fournies par les régies financières, février 2026

6

Le graphique n°4 ci-dessous présente l'évolution des recettes brutes par régie sur les cinq (05) dernières années à fin décembre.

Graphique n° 4 : Evolution des recettes des régies à fin décembre sur la période de 2021 à 2025



Source : DGB, février 2026

L'analyse du graphique montre une **croissance globale robuste**. La performance cumulée des régies (en particulier la DGI et la DGD) traduit une forte dynamique économique et une efficacité accrue dans la mobilisation des ressources intérieures. L'écart croissant entre la courbe de la DGI (rouge) et celle de la DGD (bleu) montre que les impôts intérieurs deviennent le moteur principal des recettes budgétaires par rapport aux recettes de porte (douanes). Le fléchissement des recettes de la DGTCP entre 2023 et 2024 est influencé par le reclassement de certains produits de recettes de la DGTCP en recettes fiscales.

Les éléments explicatifs de la performance réalisée par régie financière se présentent ainsi qu'il suit :

#### A-1-1-1 Direction générale des Douanes (DGD)

Les produits de recettes brutes recouverts par la DGD à fin décembre 2025, s'établissent à la somme de **861 247,8 millions de FCFA**, en hausse de **138 934 millions de FCFA** par rapport aux réalisations à fin décembre 2024, ce qui correspond à une progression de **19,2%**. Rapportés à l'objectif de la loi de finances, gestion 2025 qui est de **772 200 millions de FCFA**, ils affichent un taux de recouvrement de **111,5%** contre **102,8%** à fin décembre 2024.

Cette performance s'explique par les facteurs suivants :

- le renforcement de la lutte contre la fraude ;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes douanières surtout en matière de digitalisation des procédures de dédouanement ;
- la poursuite de l'application de la valeur transactionnelle ;
- la veille permanente sur l'évolution des mobilisations de recettes au niveau des produits pourvoyeurs de recettes ;
- le renforcement des mesures de recouvrement sur les restes à recouvrer ;

- l'intensification des contrôles après dédouanement ;
- l'assainissement du milieu des Commissionnaires en Douane Agréés (CDA).

Par nature de droits et taxes, les recouvrements effectués par les services de la DGD au 31 décembre 2025 sont retracés dans le tableau n°8 ci-dessous.

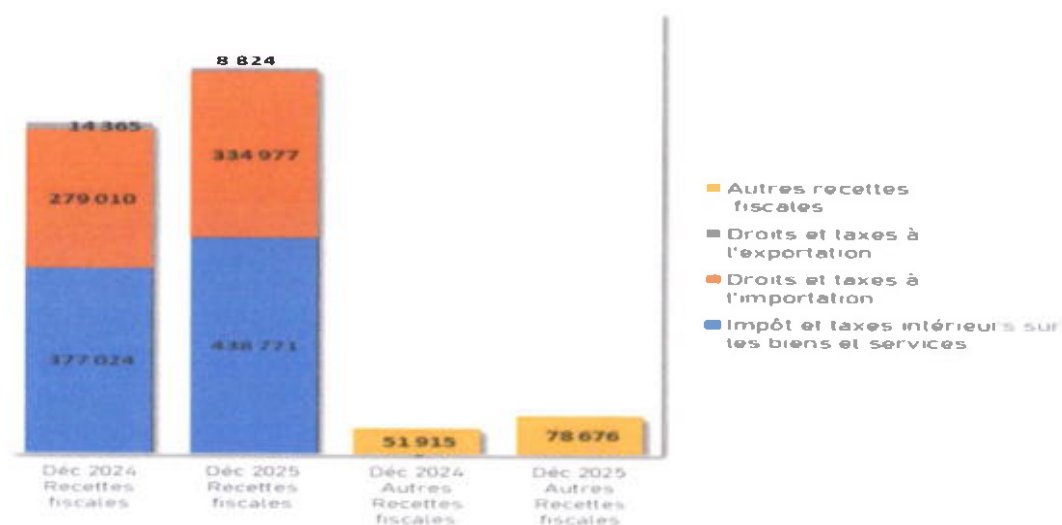
Tableau 8 : Point du recouvrement des recettes de la DGD au 31 décembre 2025

Nature des recettes	(En millions de FCFA)										
	Année 2024			Année 2025					Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024	Taux de croissance Décembre - Septembre 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin décembre (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin septembre	Recouvrement 4ème trimestre	Réalisations à fin décembre (b)	Taux			
<b>I- Recettes fiscales</b>	698 920,0	722 313,8	103,3%	772 200,0	612 328,3	248 919,5	861 247,8	111,5%	138 934,0	19,2%	40,7%
1- Impôt et taxes intérieurs sur les biens et services	329 662,9	377 023,9	114,4%	425 677,9	315 746,2	123 024,7	438 770,9	103,1%	61 747,0	16,4%	39,0%
2- Droits et taxes à l'importation	281 814,4	279 009,9	99,0%	283 598,7	241 035,5	93 941,8	334 977,4	118,1%	55 967,5	20,1%	39,0%
3- Droits et taxes à l'exportation	39 699,5	14 365,0	36,2%	14 607,0	6 721,8	2 102,0	8 823,8	60,4%	-5 541,1	-38,6%	31,3%
4- Autres recettes fiscales	47 743,2	51 915,1	108,7%	48 316,4	48 824,8	29 850,9	78 675,7	162,8%	26 760,6	51,5%	61,1%
<b>II- Recettes non fiscales</b>	3 452,0	0,0	0,0%	0,0	0,0		0,0		0,0		
<b>Total DGD</b>	<b>702 372,0</b>	<b>722 313,8</b>	<b>102,8%</b>	<b>772 200,0</b>	<b>612 328,3</b>	<b>248 919,5</b>	<b>861 247,83</b>	<b>111,5%</b>	<b>138 934,0</b>	<b>19,2%</b>	<b>40,7%</b>

Source : DGD/BSC/SVSTD, Février 2026

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution des différentes natures de recettes de la DGD de décembre 2024 à 2025.

Graphique n° 5 : Evolution des différentes natures de recettes de la DGD entre 2024 et 2025



Le graphique illustre la domination des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services, premier poste de recettes avec 438 771 millions, en hausse de +16,4% par rapport à la même

période en 2024, suivis des droits et taxes à l'importation qui enregistrent la progression la plus soutenue en valeur absolue (+55 967 millions, soit +20,1%), confirmant le dynamisme des flux commerciaux aux frontières. Ces performances globalement positives témoignent de l'efficacité des réformes douanières engagées et du renforcement des dispositifs de contrôle et de lutte contre la fraude.

Il convient de souligner que cette performance remarquable a été accomplie en dépit d'un contexte opérationnel exigeant marqué par des contraintes liées à la fluctuations monétaires du Naira et du Dollar, au maintien de la fermeture des frontières avec le Niger et à une conjoncture globale difficile.

**En termes de perspectives**, pour l'exercice 2026, l'administration entend maintenir sa dynamique de performance. Cette ambition s'inscrit dans le cadre de la stratégie de mobilisation des recettes 2025-2028 et s'articule autour des axes prioritaires suivants :

- **Contrôle et conformité** : Maîtrise de la valeur en douane, certification des poids et suivi rigoureux des flux.
- **Recouvrement** : Mise en service du nouveau dispositif de gestion de la dette douanière.
- **Transformation numérique** : Renforcement des infrastructures technologiques et exploitation accrue de la donnée.
- **Performance opérationnelle** : Optimisation des processus douaniers et modernisation du système d'information.
- **Partenariat** : Facilitation du commerce transfrontalier et amélioration continue de la qualité de service aux usagers.

#### A-1-1-2- Direction générale des Impôts (DGI)

Pour la huitième année consécutive, la Direction Générale des Impôts a atteint et dépassé les objectifs de mobilisation de recettes qui lui sont assignés au budget national. Ceci confirme son rôle central et stratégique en tant que première régie financière de l'Etat en termes de mobilisation de recettes.

En effet, les produits de recettes fiscales brutes recouverts par l'Administration des Impôts à fin décembre 2025 ont enregistré une progression de 16,61% en glissement annuel, en s'établissant à 1 348 313,6 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 1 311 100,0 millions de FCFA, soit un taux de mobilisation à date de 102,8%. En valeur absolue, le niveau de progression des produits de recettes de la Direction générale des Impôts à fin décembre 2025 est de 192 008,31 millions de FCFA.

Cet écart positif en glissement annuel observé est imputable entre autres à la performance notée au niveau de certains impôts et taxes notamment la taxe sur les biens et services, les impôts sur les revenus salariaux et dans une moindre mesure les impôts sur les revenus non salariaux en lien avec les effets prononcés des réformes mises en œuvre, l'amélioration de la qualité du service fourni par le personnel des centres des impôts, la dématérialisation de l'essentiel des formalités déclaratives et de paiement et le renforcement des actions de contrôle fiscal.

Les impôts sur les revenus des biens et services sont ressortis à 631 095,4 millions de FCFA au 31 décembre 2025, en augmentation de 147 824,6 millions de FCFA par rapport au montant de 483 270,7 millions de FCFA réalisé à la même période de 2024. Cette performance des impôts sur les biens et services est principalement imputable à la bonne tenue de la taxe sur la valeur ajoutée, principal pourvoyeur de recettes fiscales intérieures (+142 209 millions), de la taxe sur les jeux de hasard (+1 828 millions) en lien avec la reprise des activités du principal pourvoyeur des recettes liées au jeu de hasard vers la fin de 2024, de la perception de la TSUPP (+5 028 millions) et de la taxe sur les activités financières et des assurances (+4 008 millions).

La bonne tenue de la TVA est induite entre autres, par le dynamisme de l'activité économique dans l'ensemble des secteurs de l'économie et le renforcement continue des contrôles autour de l'utilisation des factures normalisées.

S'agissant des recettes des impôts sur les revenus salariaux, ils sont ressortis à 172 380,4 millions de FCFA au 31 décembre 2025, en augmentation de 18 824,6 millions de FCFA par rapport au montant de 160 909,7 millions de FCFA réalisé à la même période de 2024. Cet accroissement est imputable aux effets continus des réformes portant sur les traitements et salaires notamment la réforme de déclaration des impôts sur traitements et salaires (ITS) et des cotisations sociales sur un même formulaire, la suppression de l'exonération du versement patronal sur salaire dû par les agences et institutions de l'Etat.

Quant aux impôts sur les revenus non salariaux, ils ont connu par rapport au niveau de mobilisation de la même période de l'exercice passée, une hausse légère de 2 885,7 millions de FCFA en s'affichant à 353 959,5 millions de FCFA en 2025. Ce léger accroissement est principalement induit par la bonne tenue de l'AIB (+4 733,4 millions de FCFA), de la patente, de l'impôt sur le revenu foncier et de la taxe pour le développement du sport.

Les impôts sur la propriété de leurs côtés ont enregistré un repli de 7,4% en glissement annuel en s'affichant à 38 024,7 millions de FCFA contre 41 076,2 à fin décembre 2024. Cette baisse des impôts sur la propriété est induite notamment par la mauvaise tenue de droits d'enregistrement (-5 141,3 millions de FCFA). Cependant, faut-il noter la performance soutenue de la taxe sur les véhicules à moteur.

La situation de recouvrement des recettes de la DGI, par nature d'impôt, au 31 décembre 2025 est retracée dans le tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 décembre 2024 et 2025

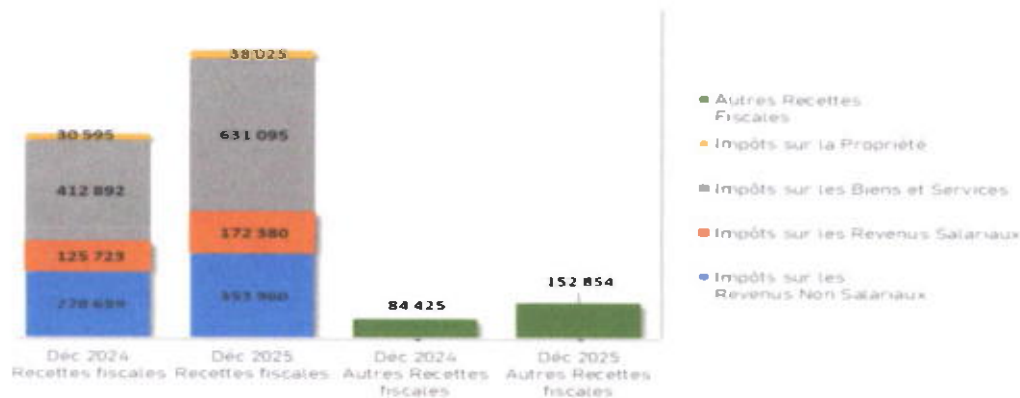
En millions de FCFA

Nature des recettes	Année 2024			Année 2025					Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024	Taux de croissance septembre-décembre 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 décembre (a)	Taux de réal.	Prévision Annuelle	Réalisations au 30 septembre	Réalisations au 4 <sup>ème</sup> trimestre	Réalisations au 31 décembre (b)	Taux de réal.			
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	357 178,30	351 073,8	98,3%	417 484,04	278 699,1	75 260,4	353 959,5	84,8%	2 885,71	0,82%	27,00%
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	148 278,90	153 922,4	103,8%	160 909,79	125 722,6	46 657,8	172 380,4	107,1%	18 457,96	11,99%	37,11%
3- Impôts sur les Biens et Services	464 809,00	515 682,1	104,0%	547 434,59	412 892,2	218 203,1	631 095,4	115,3%	147 824,64	30,59%	52,85%
4- Impôts sur la Propriété	38 858,10	41 076,2	105,7%	49 665,47	30 595,0	7 429,7	38 024,7	76,6%	-3 051,52	-7,43%	24,28%
5- Autres Recettes Fiscales	103 455,70	94 550,8	122,7%	135 606,12	84 424,9	68 428,8	152 853,6	112,7%	25 891,51	20,39%	81,05%
<b>TOTAL.</b>	<b>1 112 580,00</b>	<b>1 156 305,3</b>	<b>103,9%</b>	<b>1 311 100,00</b>	<b>932 333,82</b>	<b>415 979,8</b>	<b>1 348 313,6</b>	<b>102,84%</b>	<b>192 008,31</b>	<b>16,61%</b>	<b>44,62%</b>

Source : DPSE-RNI/DGI janvier 2026

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution entre 2024 et 2025 des différentes natures de recettes.

Graphique n° 6 : Evolution des différentes natures de recettes de la DGI entre 2024 et 2025



### A-1-1-3- Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)

Au 31 décembre 2025, les recettes non fiscales collectées par la DGTCP s'élèvent à 142 834,6 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 128 834 millions de FCFA, correspondant à un taux de 110,9%. Comparativement au montant de 112 409,6 millions de FCFA réalisé à la même période en 2024, le niveau de réalisation des recettes mobilisées par la DGTCP enregistre une hausse de 30 425 millions de FCFA, correspondant à une augmentation de 30,9%.

Cette performance enregistrée au titre de l'année 2025 est essentiellement portée par la rubrique « Autres recettes non fiscales » (notamment aux autres produits), constituée des

recettes liées aux produits générés par les Institutions et les services sectoriels de l'Etat, les reversements de sommes et de reliquats sur titres de paiement au Budget national.

La situation des recouvrements de la DGTCP par nature de droit est retracée dans le tableau n° 10 ci-dessous.

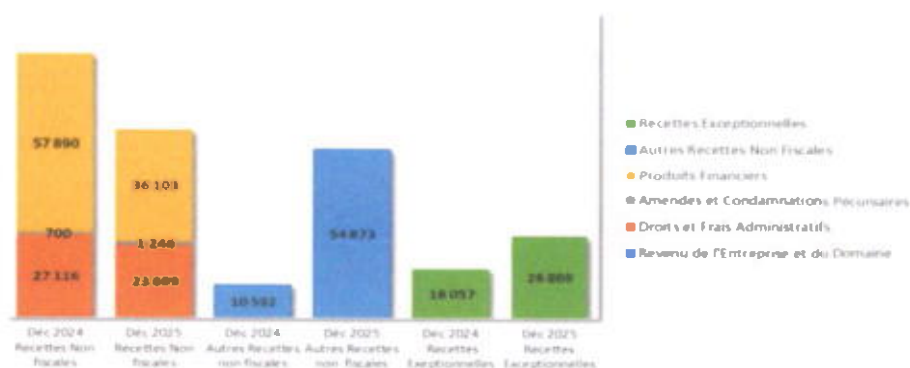
Tableau 10 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 décembre 2024 et 2025

Nature des recettes	Année 2024			Année 2025					Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024	Taux de croissance - Septembre-Décembre 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin décembre (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin septembre	Recouvrement 4ème trimestre	Réalisations au 31 décembre (b)	Taux			
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22,5	54,8	243,7%	37,0	37,0	7,3	44,3	119,8%	-10,5	-19,2%	19,7%
2- Droits et Frais Administratifs	22 122,4	27 116,1	122,6%	35 060,0	15 331,7	8 367,1	23 698,9	67,6%	-3 417,2	-12,6%	54,6%
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	669,9	700,0	104,5%	730,0	926,4	319,8	1 246,2	170,7%	546,2	78,0%	34,5%
4- Produits Financiers	27 946,2	57 889,7	207,1%	33 000,0	24 437,1	11 665,6	36 102,7	109,4%	-21 787,0	-37,6%	47,7%
5- Autres Recettes Non Fiscales	25 361,2	10 591,9	41,8%	10 000,0	49 619,7	5 253,7	54 873,4	548,7%	44 281,5	418,1%	10,6%
6- Recettes Exceptionnelles	23 645,8	16 057,1	67,9%	50 007,0	18 732,1	8 136,9	26 869,0	53,7%	10 811,9	67,3%	43,4%
<b>Total DGTCP</b>	<b>99 768,0</b>	<b>112 409,6</b>	<b>112,7%</b>	<b>128 834,0</b>	<b>109 084,1</b>	<b>33 750,5</b>	<b>142 834,6</b>	<b>110,9%</b>	<b>30 425,0</b>	<b>27,1%</b>	<b>30,9%</b>

Source: DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, janvier 2026

Le graphique ci-dessous traduit le niveau des recettes à fin décembre 2024 et 2025

Graphique n° 7 : Evolution des différentes natures de recettes de la DGTCP entre 2024 et 2025



Le graphique révèle une recomposition notable des recettes de la DGTCP : les **produits financiers**, premier poste des recettes non fiscales en 2024, enregistrent un net repli de -38% en passant de 57 890 à 36 103 millions, de même que les **droits et frais administratifs** en recul de -13%. Cette contraction est largement compensée par l'envolée des **autres recettes non fiscales**, qui passent de 10 592 à 54 873 millions (+418%), devenant ainsi le principal moteur de croissance des recettes. Les **recettes exceptionnelles** confirment également leur montée en puissance avec une hausse de +67%, passant de 16 057 à 26 869 millions. Ces dynamiques contrastées traduisent une mutation amorcée dans la structure des ressources de la DGTCP, avec un poids croissant des recettes et une moindre dépendance aux produits financiers. Les résultats ultérieurs permettront de juger du caractère structurel ou non de cette tendance.

## **A-1-2- Recettes de l'Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)**

Les recettes mobilisées par l'Agence nationale du Domaine et du Foncier atteignent globalement à fin décembre 2025, un montant de 3 008,8 millions de FCFA, y compris 16,7 millions de FCFA pour cessions de domaine privé de l'Etat, reclassés au titre des ressources de trésorerie. Sans les produits de cessions de domaine privé de l'Etat, le niveau de réalisation ressort à **2 992,1 millions de FCFA** correspondant à un taux de réalisation de 59,8% des prévisions annuelles de 5 000 millions de FCFA, correspondant à une baisse de 31,8% par rapport aux réalisations à fin décembre 2024.

Cette situation s'explique par la diminution des recettes des confirmations de droits fonciers. Il faut noter qu'elles constituent l'une des prestations maitresses de l'Agence en matière de mobilisation de ressources.

L'entrée en vigueur du cadastre permet désormais aux usagers de confirmer leurs droits via la procédure cadastrale. Il faut noter que les frais de confirmation de droit sont passés désormais d'un minimum de 250 000 FCFA par la méthode classique à un montant de 82 500 FCFA toutes superficies confondues pour la méthode cadastrale. Cet état de chose a un impact inévitable sur les recettes des confirmations de droits et par ricochet, sur les recettes globales. Les recettes sont néanmoins en hausse de 45,8% par rapport au niveau de mobilisation au troisième trimestre de la gestion en cours, en lien avec certaines rubriques qui sont en évolution.

### **Les confirmations de droits fonciers**

Les encaissements relatifs aux confirmations de droits à fin décembre 2025 s'élèvent à 1 282,6 millions de francs CFA, contre 2 581,4 millions de francs CFA en 2024. Cette situation, comme expliquée plus haut, est liée aux frais des confirmations de droits par la méthode cadastrale qui ont connu une diminution par rapport aux couts classiques exigés par l'Agence.

### **Les baux emphytéotiques**

Les baux emphytéotiques ont été prévus pour 450 millions de francs CFA et ont été réalisé pour 599,6 millions de francs CFA, soit une réalisation de 133%. Les efforts se poursuivent pour le recouvrement des loyers.

### **Les morcellements**

Les morcellements s'élèvent à 364,8 millions de francs CFA, soit une réalisation de 37%. Ils sont en diminution de 15% par rapport à 2024.

### **Les mutations**

Les mutations ont été réalisées pour 247%, soit une variation de 50% par rapport à l'année 2024. Le montant total encaissé est de 305,4 millions de francs CFA.

### **Les hypothèques**

Les recettes liées aux hypothèques s'élèvent à 256,8 millions de francs CFA, pour une prévision de 470,2 millions de francs CFA. Par rapport à l'année 2024, elles sont en diminution de 27%.

Diverses autres recettes ont été enregistrées à savoir :

- Radiations de clause résolutoire : 66,4 millions de FCFA, soit une évolution de 4% ;
- Dénonciations : 29,3 millions de FCFA, soit une évolution de 59% ;
- Situations géographiques : 19,4 millions de FCFA ;
- Certificats d'appartenance : 18,9 millions de FCFA soit une évolution de 208% ;
- Cession de domaines : 16,7 FCFA ;
- États descriptifs : 12,9 millions FCFA, soit une évolution de 45% ;

Reconstitutions : 11,9 millions de FCFA, soit une évolution de 63%.

La situation de recouvrement des prestations de l'ANDF est retracée dans le tableau n° 11 ci-dessous.

Tableau 11 : Point du recouvrement des recettes de l'ANDF au 31 décembre 2024 et 2025

Nature des recettes	(En millions de FCFA)											
	Année 2024			Année 2025						Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024	Taux de croissance Septembre-Décembre 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin décembre (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin septembre	Recouvrement 4ème trimestre	Réalisations à fin décembre (b)	Taux				
Titres fonciers	3 528,6	3 020,5	85,6%	3 671,8	1 164,6	496,9	1 661,5	45,3%	-1 359,0	-45,0%	42,7%	
Inscriptions	965,4	640,2	66,3%	838,4	393,6	266,4	660,0	78,7%	19,8	3,1%	67,7%	
Gestion du domaine foncier	401	423,3	105,6 %	450,5	443,3	156,4	599,7	133,1 %	176,4	41,7%	35,3%	
Autres actes	105,0	38,3	36,5%	39,2	50,1	20,6	70,7	180,1 %	32,4	84,5%	41,0%	
Paiement en ligne et quittances non parvenues		263,1										
Prestations liées au cadastre						0,2	0,2					
<b>Total ANDF</b>	<b>5 000,0</b>	<b>4 385,5</b>	<b>87,7%</b>	<b>5 000,0</b>	<b>2 051,6</b>	<b>940,5</b>	<b>2 992,1</b>	<b>59,8%</b>	<b>-1 393,4</b>	<b>-31,8%</b>	<b>45,8%</b>	

### A-1-3- Autres recettes budgétaires

Elles sont constituées des appuis budgétaires et des fonds de concours et recettes assimilées. A fin décembre 2025, les autres recettes budgétaires ont connu une mobilisation à hauteur de **64 567,3 millions de FCFA**, soit **77,7%** des prévisions annuelles de 83 083 millions de FCFA. Elles sont en hausse de 7 679,5 millions de FCFA par rapport à la même période en 2024 où la mobilisation ressortait à 56 887,8 millions de FCFA.

Le tableau n°12 ci-dessous présente le détail du niveau de mobilisation des autres recettes budgétaires à fin décembre 2024 et 2025.

Tableau 12 : Etat de mobilisation des autres recettes budgétaires au 31 décembre 2024 et 2025

(En millions de FCFA)

Nature des recettes	Année 2024			Année 2025					Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024	Taux de croissance Septembre-Décembre 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 décembre (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations au 30 septembre	Mobilisation 4ème trimestre	Réalisations au 31 décembre (b)	Taux			
Dons budgétaires	23 000,0	14 923,0	64,9%	20 000,0	0,0	17 415,7	17 415,7	87,1%	2 492,7	16,7%	#DIV/0!
Fonds de concours et ressources assimilées	66 700,0	41 964,8	62,9%	63 083,0	40 080,2	7 071,5	47 151,7	74,7%	5 186,9	12,4%	17,6%
<b>Total</b>	<b>89 700,0</b>	<b>56 887,8</b>	<b>63,4%</b>	<b>83 083,0</b>	<b>40 080,2</b>	<b>24 487,1</b>	<b>64 567,3</b>	<b>77,7%</b>	<b>7 679,5</b>	<b>13,5%</b>	<b>61,1%</b>

Source : CAGD, DGTCP, février 2026

### A-2- Recettes du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB)

Les prélèvements du FNRB issus des cotisations sur salaires et des validations de services affichent un montant de **55 508,2 millions de FCFA** à fin décembre 2025 sur une prévision annuelle de 59 166 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 93,8%.

En glissement annuel, elles connaissent un repli de 7,3%, en lien avec les pertes de cotisations due aux départs à la retraite sur la période, qui ne sont pas compensées par les cotisations des nouvelles recrues.

Le tableau n°13 ci-dessous résume les niveaux de réalisation à fin décembre 2024 et 2025 des recettes du FNRB.

Tableau 13 : Etat de réalisation des recettes du FNRB au 31 décembre 2025

En millions de FCFA

Nature des recettes	Année 2024			Année 2025					Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024	Taux de croissance Septembre - Décembre 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations au 31 décembre (a)	Taux de réal.	Prévision Annuelle	Réalisations au 30 septembre	Recouvrement 4ème trimestre	Réalisations au 31 décembre (b)	Taux de réal.			
Cotisations prélevées sur salaires	56 333,0	56 997,0	101,2%	56 398,0	41 799,7	13 686,8	55 486,5	98,4%	-1 510,5	-2,7%	32,7%
Validations des services	2 247,0	2 871,0	127,8%	2 768,0	9,0	12,7	21,7	0,8%	-2 849,3	-99,2%	140,6%
<b>TOTAL</b>	<b>58 580,0</b>	<b>59 868,0</b>	<b>102,2%</b>	<b>59 166,0</b>	<b>41 808,7</b>	<b>13 699,4</b>	<b>55 508,2</b>	<b>93,8%</b>	<b>-4 359,8</b>	<b>-7,3%</b>	<b>32,8%</b>

Source : DGB/DPRV, février 2026

### A-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Les comptes d'affectation spéciale sont constitués du compte « modernisation des régies financières », compte « prévention et gestion des catastrophes », compte « opérations militaires à l'extérieur », compte « fonds de développement du sport » et compte « fonds de développement des arts et de la culture ».

A fin décembre 2025, les recettes des comptes d'affectation spéciale s'élèvent à un montant de **20 609,5 millions de FCFA** sur une prévision de 23 200 millions de FCFA, contre une

réalisation de 19 652,8 millions de FCFA à la même période en 2024. Cette hausse se justifie par une bonne mobilisation de ressources affectées aux comptes.

Les résultats se présentent ainsi qu'il suit :

- Pour le compte « Opérations militaires à l'extérieur », une mobilisation de 4 926,3 millions de FCFA a été réalisé au dernier trimestre de l'année 2025.
- Les recettes du compte « Modernisation des régies financières » sont constituées par 16,15% des ressources issues des taxes sur les produits et accises. Elles mobilisées à fin décembre 2025 pour un montant de 4 307,5 millions de FCFA ;
- Le compte « Prévention et gestion des catastrophes » est alimenté par 6,4% de la redevance GSM. La mobilisation les recettes du compte s'établit à 5 439,8 millions de FCFA à fin décembre 2025 ;
- Le compte « Fonds de développement des arts et de la culture » est alimenté par 8,5% des revenus fonciers pour un montant annuel de 926,5 millions de FCFA mobilisés ; et
- Le compte « Fonds de développement du sport » est alimenté par les ressources issues de la taxe de développement de sport pour un montant annuel de 5 009,3 millions de FCFA mobilisés à fin décembre 2025.

Le tableau n°14 ci-dessous présente les niveaux de réalisation à fin décembre 2024 et 2025 des recettes des comptes d'affectation spéciale.

Tableau 14 : Point des recettes affectées aux Comptes d'Affectation Spéciale au 31 décembre 2024 et 2025

Nature des recettes	Année 2024			Année 2025					Ecart 2025-2024 (b-a)	Taux de variation 2025-2024	Taux de croissance Septembre - Décembre 2025
	Prévision Annuelle	Réalisations à fin décembre (a)	Taux	Prévision Annuelle	Réalisations à fin septembre	Recouvrement 4 <sup>ème</sup> trimestre	Réalisations à fin décembre (b)	Taux			
Opérations Militaires à l'Extérieur (OME)	8 000,0	5 371,9	6714,8%	8 000,0	0,0	4 926,3	4 926,3	61,6%	-445,6	-8,3%	
Modernisation des Régies Financières	6 000,0	4 081,7	68,0%	6 000,0	3 273,5	1 034,1	4 307,5	71,8%	225,8	5,5%	31,6%
Prévention et Gestion des Catastrophes	5 000,0	5 049,9	101,0%	5 000,0	2 194,3	3 245,5	5 439,8	108,8%	389,9	7,7%	147,9%
Fonds de développement des arts et de la Culture	1 200,0	4 209,7	350,8%	1 200,0	708,0	218,5	926,5	77,2%	-3 283,2	-78,0%	30,9%
Fonds de développement de sport	3 000,0	939,6	31,3%	3 000,0	3 783,9	1 225,4	5 009,3	167,0%	4 069,7	433,1%	32,4%
<b>Total</b>	<b>23 200,0</b>	<b>19 652,8</b>	<b>84,7%</b>	<b>23 200,0</b>	<b>9 959,7</b>	<b>10 649,8</b>	<b>20 609,5</b>	<b>88,8%</b>	<b>956,7</b>	<b>4,9%</b>	<b>106,9%</b>

Source : DGI, DGTCP, février 2026

## B- Dépenses budgétaires au 31 décembre 2025

La présente partie fait le point du niveau d'exécution du budget de l'Etat, gestion 2025, dans son volet dépense, au titre des quatre trimestres. Les données exploitées sont issues du système d'information de gestion des finances publiques (SIGFP). Pour des questions d'exhaustivité, il est fait recours également à la Caisse Autonome de Gestion de la Dette (CAGD) en ce qui concerne le niveau de décaissements effectifs sur ressources extérieures.

Les résultats de l'exécution des dépenses sont satisfaisants tant en matière d'atteinte des cibles qu'en matière de respect des règles de gestion.

Au plan budgétaire, les engagements de dépenses atteignent **2 911 187,6 millions de FCFA** et les titres ordonnancés **2 868 956,5 millions de FCFA**. En pourcentage, ces montants correspondent respectivement à 104,8% et 103,3% de la prévision annuelle fixée à 2 778 519 millions de FCFA. Ces niveaux d'exécution, conformes au plan d'engagement, ont été possibles grâce aux dispositifs mis en place pour fluidifier la chaîne des dépenses.

Sous l'angle social, il convient de noter également que les engagements sociaux de l'Etat sont bien tenus au cours de la période. L'indice de la sensibilité sociale des dépenses (Dépenses sociales prioritaires) convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) ressort à fin décembre, à **208 130,3 millions de FCFA** en termes d'ordonnancement pour un objectif annuel de 203 000 millions de FCFA.

Du point de vue nature économique, les dépenses ordinaires atteignent **1 768 580,4 millions de FCFA** en engagement, en hausse de 285 287,7 millions de FCFA par rapport à leur niveau de 2024. La hausse enregistrée est principalement portée par les dépenses de transfert, en lien avec le renforcement des mesures sociales notamment par les transferts aux ménages, les mesures de gratuité et les dépenses d'exonération fiscale.

Quant aux dépenses en capital, elles s'établissent globalement à **1 010 858,6 millions de FCFA** en ordonnancement contre 960 107,2 millions de FCFA à fin décembre 2024. La hausse de consommation des crédits peut s'expliquer par l'accélération au quatrième trimestre des travaux d'achèvement de certains projets inscrits au PAG (2021-2026) qui nécessitent plus de déploiement de ressources intérieures par rapport à la même période en 2024.

Le tableau ci-dessous retrace le niveau d'exécution des dépenses budgétaires à fin décembre 2025.

**Tableau 15 : Point du niveau d'exécution des dépenses budgétaires base ordonnancement à fin décembre 2025**

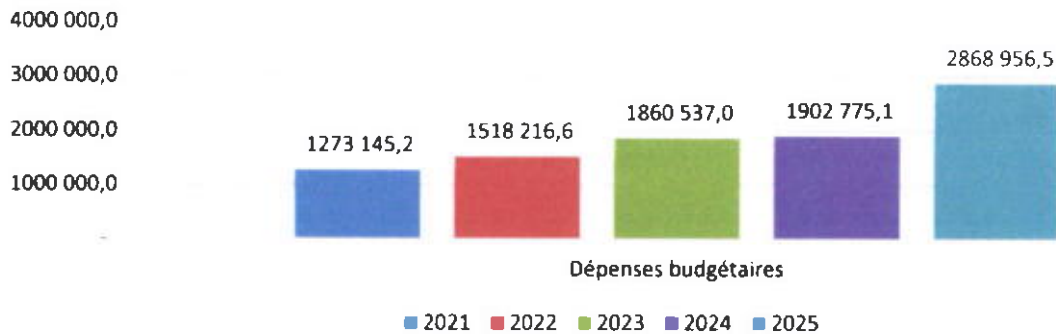
Nature des opérations	2024					2025					Ecart engagé 2025-2024		Taux de consommation ordonn. Décembre - septembre 2025	
	Prévision annuelle	Montant Engagé au 31 décembre	Montant ordonnancé	Taux d'eng.	Taux ord.	Prévision annuelle	Exécution au 30 septembre	Montant Engagé au 31 décembre	Montant ordonnancé	Taux d'eng.	Taux ord.	Valeur		Taux d'accrois. (%)
Dépenses du budget général	2 428 200	2 455 819	2 413 235,5	101,1	99,4	2 654 719	2 496 982	2 785 953,1	2 743 816,0	104,9	103,4	330 133,8	13,4%	9,9%
Dépenses du budget annexé	100 300	89 592	89 576,2	89,3	89,3	100 600	89 807	90 402,5	90308,4	89,9	89,8	810,6	0,9%	0,6%
Dépenses des CST	23 200	5 192	4 374,1	22,4	18,9	23 200	34 232	34 832,0	34 832,0	150,1	150,1	29 640,1	570,9%	1,8%
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>2 551 700</b>	<b>2 550 603</b>	<b>2 507 185,8</b>	<b>100,0</b>	<b>98,3</b>	<b>2 778 519</b>	<b>2 621 021,3</b>	<b>2 911 187,6</b>	<b>2 868 956,5</b>	<b>104,8</b>	<b>103,3</b>	<b>360 584,4</b>	<b>14,1%</b>	<b>9,5%</b>

Source : DGB, février 2026

Le taux d'exécution des dépenses budgétaires (base ordonnancement) ressort à 103,3% à fin décembre 2025 contre un taux de 98,3% à fin décembre 2024. Ce montant global d'exécution à fin décembre montre le niveau soutenu des dépenses de fonctionnement des ministères et Institutions de l'Etat.

Sur la période de 2021 à 2025, l'évolution des dépenses budgétaires est traduite dans le graphique ci-dessous.

Graphique n°8 : Evolution nominale des dépenses budgétaires (base ordonnancement) à fin décembre sur la période 2021 à 2025 en millions de FCFA



Source : DGB, février 2026

L'exécution détaillée des dépenses budgétaires par catégorie, nature et par type de budget se présente comme ci-après :

### B-1- Dépenses du Budget Général

Le budget général est constitué des dépenses ordinaires et des dépenses en capital. A fin décembre 2025, les dépenses du budget général exécutées (base engagement) s'établissent à **2 785 953,1 millions de francs CFA** représentant **104,9%** des prévisions annuelles.

En ordonnancement, elles s'établissent à **2 743 816,0 millions de francs CFA**, soit un taux d'exécution de **103,4%** des prévisions annuelles. Ce résultat se décline selon les différentes catégories de dépenses comme suit :

#### B-1-1- Dépenses ordinaires

Constituées des dépenses de personnel, des charges financières de la dette publique, des dépenses d'acquisitions de biens et services et des dépenses de transfert courant, les dépenses ordinaires atteignent en engagement **1 768 580,4 millions de FCFA** et **1 732 957,4 millions de FCFA** en ordonnancement. Rapportés aux prévisions de l'année de montant **1 644 400 millions de FCFA**, ces montants correspondent à des taux d'exécution respectifs de **107,6%** et **105,4%**.

Par rapport à la même période en 2024, les dépenses ordinaires enregistrent en termes d'engagement comptable, une hausse de **(19,2%)**, tirée par les dépenses de transferts, les dépenses de personnel, et les charges financières de la dette publique qui représentent respectivement **(44,1%)**, **(29,8%)** et **(14,9%)** des dépenses ordinaires exécutées. Par nature de dépenses, l'exécution des dépenses ordinaires se présente comme suit :

### **B-1-1-1- Charges financières de la dette publique**

Les intérêts sur la dette publique (intérieure et extérieure) payés au 31 décembre 2025 conformément au calendrier des échéances s'élèvent à **264 138,5 millions de FCFA** correspondant à 110,5% de la prévision annuelle de 239 000 millions de FCFA.

Par type de dette, les intérêts financiers assurés se décomposent comme ci-après :

- ✓ **103 255,5 millions de FCFA** au titre de la dette intérieure, correspondant à un taux d'exécution de **112,2%** des prévisions annuelles, conformément au planning des échéances de paiement ;
- ✓ **160 882,9 millions de FCFA** au titre de la dette extérieure, correspondant à un taux d'exécution de **109,4%** des prévisions annuelles.

### **B-1-1-2- Dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel des ministères et des institutions de l'Etat, exécutées à fin décembre 2025 ressortent en engagement et en ordonnancement à **526 226,1 millions de FCFA** et **525 761,4 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de montant 632 732 millions de FCFA, soit un taux d'exécution d'environ 83,2% base engagement. Elles dégagent une hausse de 3 040,7 millions de francs CFA par rapport au montant engagé à la même période de 2024 en lien avec les effets financiers liés aux récents recrutements effectués dans certains secteurs.

### **B-1-1-3- Dépenses d'acquisitions de biens et services**

Les dépenses d'acquisitions de biens et services s'établissent à fin décembre 2025 à **198 368,3 millions de FCFA**, base engagement sur une prévision annuelle de 213 168 millions de FCFA, correspondant à un taux d'engagement de 93,1%. En ordonnancement, elles s'établissent à **183 960,4 millions de FCFA** contre 162 580,7 millions de FCFA à fin décembre 2024 soit une hausse de 23 889,1 millions FCFA. La hausse de la consommation des crédits de fonctionnement au 31 décembre s'explique par plusieurs facteurs clés : l'acquisition de véhicules pour certaines institutions, la livraison de commandes d'équipements informatiques et de fournitures engagées en 2025 par plusieurs services publics, ainsi que l'apurement des dettes envers les prestataires, notamment pour les services rendus durant la période de transition entre deux accords-cadres. De façon générale, on note une anticipation dans la mise en place des outils de gestion notamment le PTA, les fiches de financement des activités, le PPMP, le PCM etc.

### **B-1-1-4- Dépenses de transfert**

Les dépenses de transfert sont constituées des dépenses de transferts courants et des dépenses d'exonérations fiscales.

Au 31 décembre 2025, les dépenses de transferts courants sont exécutées base engagement à hauteur de 127,3% des prévisions annuelles de 441 500 millions de FCFA, soit un montant engagé de 562 080,3 millions de FCFA. En ordonnancement, elles ressortent à 541 329,9 millions de FCFA, soit un taux de 122,6%. Comparé à leur niveau de réalisation à fin décembre 2024, elles enregistrent une hausse en valeur absolue de 163 051,4 millions de FCFA.

Quant aux dépenses fiscales et autres dépenses conjoncturelles, elles sont exécutées pour un montant de 217 767,3 millions de FCFA sur une prévision de 118 000 millions de FCFA.

Globalement, les dépenses de transfert atteignent respectivement en base engagement et en ordonnancement, **779 847,6 millions de FCFA** et **759 097,2 millions de FCFA** correspondant à des taux d'exécution respectifs de 139,4% et 135,7%. Elles connaissent une hausse de 40,9% par rapport à leur niveau d'engagement à la même date en 2024.

Plusieurs facteurs expliquent l'augmentation des dépenses de transfert. Il s'agit entre autres, des coûts liés à la préparation des élections générales de 2026, la mise en place du projet de supplémentation des 1000 premiers jours, la montée en puissance du programme d'alimentation scolaire en milieu rural et la mise en route effective du projet GBESSEKE, les dépenses d'exonération fiscales sur certains produits, etc.

Les détails par nature de dépenses sur le niveau d'exécution des dépenses ordinaires, sont retracés dans le tableau n°16 ci-après :

**Tableau 16 : Evolution des dépenses ordinaires à fin décembre 2025**

Nature des dépenses	En millions de FCFA											
	2024				2025				ECARTS		Taux de croissance ordonn. Septembre-Décembre 2025	
	Prévision Annuelle	Montant Engagé au 31 décembre	Montant ordonnancé	Taux d'eng	Prévisions Annuelle	Montant ordonnancé au 30 septembre	Montant Engagé au 31 décembre	Montant ordonnancé au 31 décembre	Taux d'eng	Valeur		Taux d'accrois
Charges fin. de la Dette Pub	210 600	232 200,0	232 200,0	110,3%	239 000,0	237 021,5	264 138,5	264 138,5	110,5	31 938,5	13,8	11,4
Dépenses de Personnel	595 885	523 185,3	523 111,3	87,8%	632 732,0	401 124,2	526 226,1	525 761,4	83,2	3 040,7	0,6	31,1
Dép d'acqus de biens et services	185 015	174 479,2	162 580,7	94,3%	213 168,0	131 617,5	198 368,3	183 960,4	93,1	23 889,1	13,7	39,8
Dépenses de Transferts	473 300	553 428,3	535 236,4	116,9%	559 500,0	558 824,8	779 847,6	759 097,2	139,4	226 419,4	40,9	35,8
<b>Total</b>	<b>1 464 800</b>	<b>1 483 292,7</b>	<b>1 453 128,3</b>	<b>101,3%</b>	<b>1 644 400</b>	<b>1 590 541,4</b>	<b>1 768 580,4</b>	<b>1 732 957,4</b>	<b>107,6</b>	<b>285 287,7</b>	<b>19,2</b>	<b>9,0</b>

Source : SIGFP, CAGD, février 2026

### B-1-2- Dépenses en capital

Les dépenses en capital ressortent à fin décembre 2025 respectivement en autorisations d'engagement et en crédits de paiement (engagement comptable) à **1 015 859,9 millions de FCFA** et **1 017 372,7 millions de FCFA**. En termes d'ordonnancement, les crédits de paiement atteignent **1 010 858,6 millions de FCFA** correspondant à 100,1% des prévisions annuelles de montant **1 010 319 millions de FCFA** contre une exécution de 960 107,2 millions de FCFA à la même période en 2024.

Les secteurs qui sont restés dynamiques au cours des neuf premiers mois de l'année 2025 sont ceux relatifs aux infrastructures, au cadre de vie, à l'eau et l'assainissement, le sport, les affaires sociales et l'emploi.

Le détail de l'exécution des dépenses en capital à fin décembre 2025 se présente par source de financement comme ci-après :

- les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures en termes de crédits de paiement sont établies à **663 553,8 millions de FCFA** en engagement et à **657 039,7 millions de FCFA** en ordonnancement, sur une prévision annuelle de 584 062 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 113,6% en engagement et 112,5% en ordonnancement;
- les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures atteignent en engagement comme en ordonnancement **353 818,9 millions de FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de 83% sur une prévision annuelle de 426 257 millions de FCFA.

L'exécution des dépenses en capital à fin décembre 2024 et 2025 est retracée dans le tableau n°17 ci-dessous.

Tableau 17 : Exécution des dépenses en capital à fin décembre 2024 et 2025

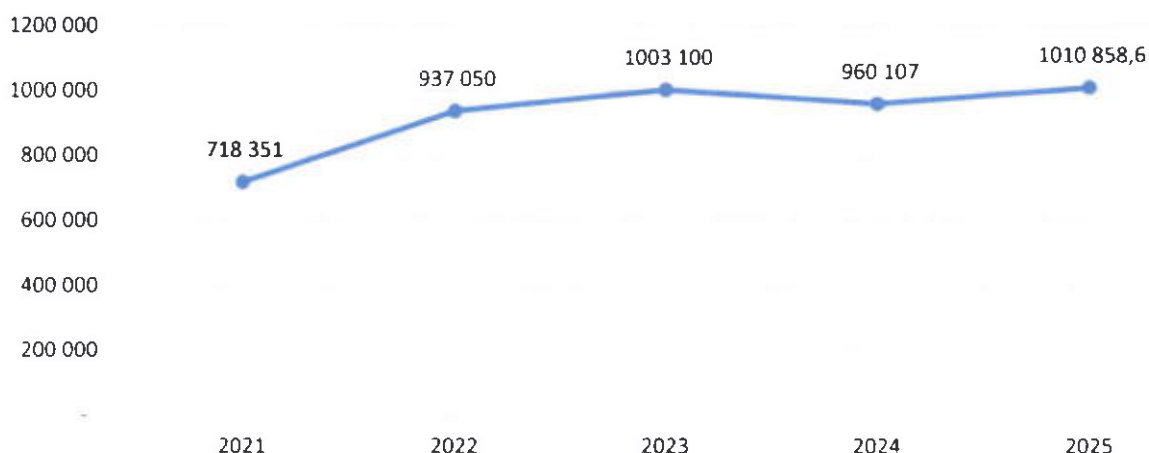
Nature des dépenses	En millions de FCFA															
	2024						2025						Ecart (b-a)		Taux de croissance ordon. Septembre-Décembre 2025	
	Prévision Annuelle		Montant Engag. (a)		Montant ordonnancé	Taux Engag. (%)	Prévision Annuelle		Montant ordonnancé au 30 septembre	Montant Engag. (b)		Montant ordonnancement	Taux Engag. (%)	Valeur		Taux d'accroiss. (%)
	AE	CP	AE	CP	CP		AE	CP	CP	AE	CP	CP				
Dépenses en Capital sur financement Intérieures	1 164 628,8	581 784	610 252	637 009,3	624 590,0	109,5	1 132 800,9	584 062	630 044,0	662 041	663 563,8	657 039,7	113,6	26 544,5	4,2%	4,3%
Dépenses en Capital sur financement extérieures	682 298,8	381 616	335 517	336 517,2	336 517,2	87,9	764 783,8	426 257	276 396,5	353 818,9	353 818,9	353 818,9	83,01	18 301,7	5,5%	28,0%
*Prêts	464 907,5	314 916,0	293 552,4	293 552,4	293 552,4	93,2	713 591,7	363 174,0	236 316,2	306 667,2	306 667,2	306 667,2	84,4	13 114,8	4,5%	29,8%
*Dons	217 391,3	66 700,0	41 964,8	41 964,8	41 964,8	62,9	320 142,3	63 083,0	40 080,2	47 151,7	47 151,7	47 151,7	74,7	5 186,9	12,4%	17,6%
<b>TOTAL</b>	<b>1 846 926,8</b>	<b>963 400,0</b>	<b>945 769,7</b>	<b>972 526,6</b>	<b>960 107,2</b>	<b>100,9</b>	<b>1 897 584,6</b>	<b>1 010 319,0</b>	<b>906 440,5</b>	<b>1 015 859,9</b>	<b>1 017 372,7</b>	<b>1 010 858,6</b>	<b>100,7</b>	<b>44 846,1</b>	<b>4,6%</b>	<b>11,5%</b>

Source : SIGFIP et la CAGD, février 2026

Le graphique ci-dessous montre une tendance globale positive des dépenses d'investissement sur la période (2021-2025).

En effet, portés par la mise en œuvre du **PAG (2021-2026)**, les investissements ont connu une montée en puissance remarquable, marquée par une hausse de **40 %** sur les trois premières années. Si l'exercice 2024 affiche un recul modéré de **4,3 %**, l'année 2025 marque un nouveau pic à **1 010 858,6 millions de FCFA**. Ce profil de croissance démontre une sanctuarisation des dépenses d'investissement en dépit de la dynamique de consolidation budgétaire. Il traduit parfaitement la ferme volonté de l'Etat de maintenir un haut niveau d'investissement sur le long terme en conformité avec la stratégie de transformation structurelle de l'économie et de construction d'un système social durable qui au-delà de la protection sociale mise également sur la mise en place d'infrastructures sociocommunitaires.

Graphique n°9 : Evolution des dépenses en capital de 2021 à 2025 (en millions de FCFA)



Source : DGB, février 2026

## B-2- Dépenses du FNRB

### B-2-1- Dépenses de fonctionnement et charges de pension

Les charges de pension et les dépenses de fonctionnement du FNRB sont exécutées à fin décembre 2025 en engagement à hauteur de **90 402,5 de millions de FCFA** et **90 308,4 millions de francs CFA** en ordonnancement, soit **respectivement un taux d'exécution de 89,9% et 89,8%** de l'objectif annuel de 100 600 millions de FCFA.

En glissement annuel, ce niveau d'engagement est en hausse de 810,6 millions de FCFA dû principalement aux effets financiers des départs à la retraite sur la période.

Tableau 18 : Engagements des dépenses du FNRB au 31 décembre 2024 et 2025

En millions de francs CFA

Nature des recettes	Année 2024					Année 2025						Ecart engagé 2025-2024	
	Prévision Annuelle	Montant Engagé au 31 décembre	Montant ordonnancé au 31 décembre	Taux d'eng.	Taux d'ord.	Prévision Annuelle	Exécution au 30 septembre	Montant engagé au 31 décembre	Montant ordonnancé au 31 décembre	Taux d'eng.	Taux d'ord.	Valeur	Taux d'accrois (%)
Autres transferts courants	99 300,0	89 262,0	89 262,0	89,9%	89,9%	99 600,0	67 426,0	90 035,0	90 035,0	90,4%	90,4%	773,0	0,9%
Dépenses de pensions	96 800,0	87 284,0	87 284,0	90,2%	90,2%	97 100,0	65 774,0	87 639,0	87 639,0	90,3%	90,3%	355,0	0,4%
Soins et hospitalisation des pensionnés	2 500,0	1 978,0	1 978,0	79,1%	79,1%	2 500,0	1 652,0	2 396,0	2 396,0	95,8%	95,8%	418,0	21,1%
Fonctionnement	1 000,0	329,9	314,2	33,0%	31,4%	1 000,0	121,5	367,5	273,4	36,7%	27,3%	37,6	11,4%
<b>TOTAL</b>	<b>100 300,0</b>	<b>89 591,9</b>	<b>89 576,2</b>	<b>89,3%</b>	<b>89,3%</b>	<b>100 600,0</b>	<b>67 547,5</b>	<b>90 402,5</b>	<b>90 308,4</b>	<b>89,9%</b>	<b>89,8%</b>	<b>810,6</b>	<b>0,9%</b>

Source : DGB/DPRV, février 2026

### B-3- Dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

L'exécution des comptes d'affectation spéciale à fin décembre 2025 s'établit en crédits de paiement à 34 832 millions de francs CFA en termes d'engagement et d'ordonnancement sur une prévision annuelle de 23 200 millions de FCFA soit un taux d'exécution base ordonnancement de 150,1%. Par rapport au niveau base engagement de 2024, les crédits de paiement émis au titre des dépenses de ces comptes ont enregistré en valeur absolue une hausse de 29 640,1 millions de FCFA.

Sur la base des titres ordonnancés, l'exécution des comptes d'affectation affiche une hausse en valeur absolue de 4 259,3 millions de FCFA par rapport à son niveau d'exécution à fin septembre 2025.

Le détail sur l'exécution des crédits des Comptes d'Affectation Spéciale se présente tel que retracé dans le tableau n°19 ci-après :

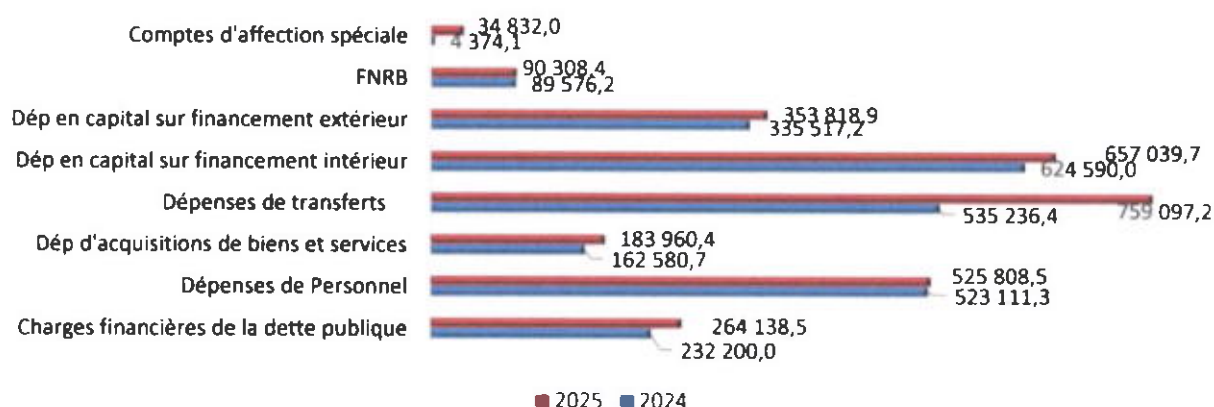
Tableau 19 : Exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale au 31 décembre 2025

(en millions de francs CFA)

Comptes	Année 2024					Année 2025						Taux de croissance ordonn. Décembre - Septembre-2025
	Prévision annuelle	Montant engagé à fin décembre	Montant ordonnancé à fin décembre	Taux d'engag.	Taux d'ordonn.	Prévisions	Exécution au 30 septembre (base ordonn.)	Montant engagé à fin décembre	Montants Ordonnancés à fin décembre 2025	Taux d'engag.	Taux d'ordonn.	
Opération Militaire à l'Extérieur	8 000,0	300,7	300,7	3,8%	3,8%	8 000,0		47,1	47,1	0,6%	0,6%	#DIV/0!
Modernisation des Régies Financières	6 000,0	4 747,3	3 929,4	79,1%	65,5%	6 000,0	989,5	1 864,0	1 864,0	31,1%	31,1%	88,4%
Prévention et Gestion des Catastrophes	5 000,0	144,0	144,0	2,9%	2,9%	5 000,0	25 983,3	28 720,9	28 720,9	574,4%	574,4%	10,5%
Fonds de développement des arts et de la culture	1 200,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%	1 200,0	600,0	1 200,0	1 200,0	100,0%	100,0%	100,0%
Fonds de développement de sport	3 000,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%	3 000,0	3 000,0	3 000,0	3 000,0	100,0%	100,0%	0,0%
<b>Total</b>	<b>23 200,0</b>	<b>5 192,0</b>	<b>4 374,1</b>	<b>22,4%</b>	<b>18,9%</b>	<b>23 200,0</b>	<b>30 572,8</b>	<b>34 832,0</b>	<b>34 832,0</b>	<b>150,1%</b>	<b>150,1%</b>	<b>13,9%</b>

Le graphique ci-dessous récapitule en millions de FCFA, le niveau d'évolution des dépenses budgétaires à fin décembre 2024 et 2025.

Graphique n°10 : Evolution des dépenses budgétaires à fin décembre 2024 et 2025 (en millions de FCFA)



Source : DGB, février 2026

### C- Soldes budgétaires au 31 décembre 2025

Les principaux soldes budgétaires issus de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2025, sur la base des dépenses ordonnancées, se présentent tels que récapitulés dans le tableau n°20 ci-après :

Tableau 20 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution au 31 décembre 2025

En millions FCFA			
Eléments	Recettes nettes (a)	Dépenses (b)	Solde (a-b)
Budget Général	2 404 272,3	2 743 816,0	- 339 543,7
FNRB	55 508,2	90 308,4	- 34 800,2
Comptes d'affectation	20 609,5	34 832,0	- 14 222,6
<b>Solde global d'exécution budgétaire</b>	<b>2 480 390,0</b>	<b>2 868 956,5</b>	<b>- 388 566,5</b>

Source : MEF/DGB, février 2026

### III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2025

#### A- Mobilisation des ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie sont constituées : (i) des bons du trésor ; (ii) des prêts rétrocédés ; (iii) des prêts projets, prêts programmes, obligations internationales et tirages auprès des banques locales ; (iv) des obligations du trésor et (v) des remboursements des prêts et avances. Elles sont mobilisées, à fin décembre 2025, pour un montant total de **1 316 280,3 millions de FCFA** correspondant à 111,2% des prévisions annuelles de montant 1 183 622 millions de FCFA, en hausse de 214 490,2 millions de FCFA par rapport à la mobilisation enregistrée à fin décembre 2024. Cette mobilisation de ressources à fin décembre 2025, en hausse par rapport à la même période en 2024 résulte essentiellement des interventions de la République du Bénin sur le marché financier international à travers deux opérations simultanées réalisées au cours du mois de janvier 2025 à savoir une émission obligataire internationale (Eurobond) en dollar US et un crédit international avec la Deutsche Bank.

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie est récapitulé dans le tableau n° 21 ci-après :

Tableau 21 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 31 décembre 2025

NATURE	Prévision annuelle 2025	Réal. au 30 septembre	Réal. au 31 décembre	Taux
<b>A- Ressources Extérieures</b>	<b>417 774</b>	<b>709 785,9</b>	<b>798 503,7</b>	<b>191,1%</b>
Prêts projets	363 174	236 316,2	306 667,2	84,4%
Banques internationales	108 145	23 595,4	25 595,4	23,7%
Banques bilatérales	33 499	21 569,0	26 757,2	79,9%
Banques multilatérales	221 530	191 151,8	254 314,6	114,8%
Prêts programmes	54 600	13 119	31 485,9	57,7%
Eurobond		<b>309 818,0</b>	<b>309 818,0</b>	
Prêts garantis par la Banque Mondiale		150 532,5	150 532,5	
<b>B- Ressources Intérieures</b>	<b>737 247</b>	<b>176 101</b>	<b>499 800</b>	<b>67,8%</b>
Prêts banques locales	30 843,0	3 000,0	6 500,0	21,1%

Prêts BOAD	45 962,0	21 895,6	45 391,3	98,8%
Obligations du trésor	493 142	94 516,5	391 220,5	79,3%
Bons du trésor	52 000	5 559,0	5 559,0	10,7%
Tirage FMI	115 300	51 129,6	51 129,6	44,3%
<b>C- Autres ressources de trésorerie</b>	<b>28 601</b>	<b>5 080</b>	<b>17 976</b>	<b>62,9%</b>
Remboursement prêts et avances	23 189	204,1	1 432,9	6,2%
Prêts retrocedés et bonifications	5 412	4 875,9	16 526,6	305,4%
Restructuration (cession d'actifs)			16,7	
<b>Total</b>	<b>1 183 622</b>	<b>890 966,6</b>	<b>1 316 280,3</b>	<b>111,2%</b>

Source : CAGD et DGTCP, février 2026

## B- Exécution des charges de trésorerie

Les charges de trésorerie ont été assurées à fin décembre 2025, à concurrence de **739 756,2 millions de FCFA**, sur une prévision annuelle de 772 486 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de **95,8%**. Ce niveau d'exécution de paiement est conforme aux échéanciers des engagements financiers de l'Etat pour l'année.

Par nature, l'exécution des charges de trésorerie à fin décembre 2025 se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 22 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin décembre 2025

Nature	En millions de FCFA			
	Prévision annuelle 2025	Réalisations au 30 septembre	Réalisations au 31 décembre	Taux en
<b>Amortissement emprunts extérieurs (prêts)</b>	<b>191 511,0</b>	<b>155 379,0</b>	<b>204 971,4</b>	<b>107,0%</b>
Amortissement emprunts banques internationales	78 642	82 029,3	108 892,9	138,5%
Amortissement emprunt bilatéral	32 472	30 009,2	32 964,1	101,5%
Amortissement emprunts multilatéral	71 511	35 454,1	55 228,0	77,2%
Eurobond	8 886	7 886,4	7 886,4	88,8%
<b>Amortissement emprunts intérieurs</b>	<b>543 975</b>	<b>427 032</b>	<b>475 463</b>	<b>87,4%</b>
Amortissement prêts banques locales	7 848	4 211,6	5 152,3	65,7%
Amortissement prêts BOAD	40 135	17 684,4	27 286,9	68,0%
Amortissement obligation du trésor	396 803	364 440,8	364 440,8	91,8%
Amortissement bons du trésor	42 589	7 725,0	23 650,0	55,5%
Amortissement tirages FMI	56 600	32 970,3	54 932,6	97,1%
<b>Autres charges de trésorerie</b>	<b>37 000</b>	<b>55 622</b>	<b>59 322</b>	<b>160,3%</b>
Variation des instances de paiement	25 000	25 039,6	25 039,6	100,2%
Prêts et avances	12 000	30 582,2	34 282,7	285,7%
<b>Total</b>	<b>772 486</b>	<b>638 032,7</b>	<b>739 756,2</b>	<b>95,8%</b>

Source : DGTCP et CAGD, février 2026

#### IV- EXECUTION FINANCIERE SELON LES POLITIQUES PUBLIQUES AU 31 DECEMBRE 2025

La présente partie fait le point du niveau d'exécution financière des dépenses selon les politiques publiques, comprenant les programmes et dotations budgétaires, les dépenses à sensibilité directe sur le genre, les changements climatiques, les dépenses relatives à la maintenance des infrastructures et les dépenses sociales prioritaires. Les données exploitées sont issues des informations collectées auprès des administrations financières et du SIGFP.

Le tableau n°23 présente la synthèse de l'exécution au 31 décembre des dépenses budgétaires portant sur chacun de ces indicateurs.

Tableau 23 : Exécution financière selon les politiques transversales à fin décembre 2025

Indicateurs	Prévisions 2024	Exécution fin décembre 2024	Taux dec 2024 en %	Prévisions 2025	Exécution fin septembre 2025	Exécution fin décembre 2025	Taux dec 2025 en %	Taux de variation entre Fin septembre 2025 à Fin Décembre 2025 (en %)	Taux de variation entre Fin Décembre 2025 et Fin Décembre 2024 (en %)
Programmes budgétaires	1 909 674,9	1 822 674,7	95,4%	2 041 680,2	1 427 977,0	1 953 558,9	95,7%	36,8%	7,2%
Dotations budgétaires	642 025,1	684 511,1	106,6%	736 838,8	705 319,4	915 397,6	124,2%	29,8%	33,7%
Dépenses sociales prioritaires	185 400,0	188 137,0	101,5%	203 000,0	136 024,7	208 130,3	102,5%	53,0%	10,6%
Exécution des crédits à sensibilité directe sur le genre	223 104,7	197 869,6	88,7%	278 165,0	190 125,4	213 782,3	76,9%	12,4%	8,0%
Exécution des crédits relatifs au climat	550 924,6	509 314,2	92,4%	608 832,5	406 120,8	620 493,7	101,9%	52,8%	21,8%
Exécution des crédits relatifs à l'entretien et maintenance des infrastructures	56 371,09	71 808,15	127,4%	69 478,70	44 604,43	64 141,3	92,3%	43,8%	-10,7%

Source : DGB, février 2026

##### A- Performance financière des programmes budgétaires

Le budget de l'Etat pour la gestion 2025 élaboré en mode programme est réparti en 79 programmes budgétaires et 15 dotations contre respectivement 80 et 15 pour l'année 2024.

Ces programmes et dotations sont rattachés aux 21 ministères et 12 institutions de l'Etat ; et regroupés selon les dix (10) fonctions principales de l'Etat.

Pour la gestion 2025, le budget alloué à l'ensemble des programmes budgétaires et dotations est de 2 778 519 millions de francs CFA équivalant aux prévisions de dépenses budgétaires de la loi de finances.

Au 31 décembre 2025, les programmes budgétaires affichent une exécution de 1 953 558,9 millions de francs CFA, représentant 95,7% des prévisions annuelles de montant 2 041 680,2 millions de francs CFA. Cette performance connaît une progression de 36,8% par rapport au

niveau atteint au troisième trimestre de l'année, traduisant une célérité dans la consommation des crédits.

Les dotations budgétaires, quant à elles, regroupant les pouvoirs publics (Institutions de l'Etat), les charges financières de la dette et la couverture des dépenses accidentelles et imprévisibles, s'établissent au 31 décembre 2025 à **915 397,6 millions de FCFA** en exécution, représentant **124,2%** des prévisions annuelles de montant **736 838,8 millions de FCFA**.

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires selon les principales fonctions de l'Etat à savoir les services généraux de l'administration publique, la défense, l'ordre et la sécurité publique, les affaires économiques, la protection de l'environnement, le logement, l'aménagement et les services collectifs, la santé, les loisirs et la culture, l'enseignement ; et la protection sociale montre une bonne exécution sur l'ensemble des fonctions.

De façon spécifique, le Logement, aménagement et services collectifs, les affaires économiques, et la protection sociale présentent les meilleures performances à fin décembre avec des taux d'exécution respectifs de 122,6% ; 113,7% et 102,2%, ceci en lien avec les priorités du programme d'actions du gouvernement qui sont centrées sur les secteurs porteurs de l'économie et le social.

Le détail de l'exécution des programmes et dotations et selon les différentes classifications se trouve en annexe au présent rapport.

## **B- Exécution des dépenses des politiques transversales**

### **B-1- Exécution des dépenses sociales prioritaires**

Les dépenses sociales prioritaires couvrent les dépenses non salariales de quatorze (14) ministères et de la Présidence de la République. Elles correspondent aux programmes et projets dont la mise en œuvre contribue à l'amélioration de la situation sociale des populations et se rattachent à des composantes définies à cette fin.

L'objectif pour l'année 2025 est de **203 000 millions FCFA** contre 188 137 millions de FCFA réalisé à fin décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, lesdites dépenses sont exécutées à **208 130,3 millions de FCFA** soit 102,5 % de l'objectif annuel.

Cette performance s'explique par le bon suivi et la consommation à bonne date des crédits destinés notamment à la prise en charge de la gratuité de la scolarisation des filles au secondaire, de l'alimentation en milieu scolaire, des bourses, de l'assainissement de base, etc.

Le détail de l'exécution des dépenses sociales prioritaires selon ses différentes composantes se trouve en annexe au présent rapport.

## B-2-Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre

Les contributions des programmes budgétaires à la réduction des inégalités de genre s'établissent au 31 décembre 2025 à **213 782,3 millions de FCFA**, représentant **76,9 %** des prévisions annuelles fixées à **278 165 millions de FCFA**. Elles sont en progression de **8%** par rapport à la même période de l'année 2024 où l'exécution s'établissait à **197 869,6 millions de FCFA**.

Cette évolution traduit **un renforcement des efforts de mise en œuvre des politiques publiques sensibles au genre**, notamment à travers le financement des actions visant l'autonomisation économique des femmes, l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base ainsi que la promotion de leur participation à la vie économique et sociale. Toutefois, **le niveau d'exécution demeure en deçà des prévisions annuelles**, ce qui indique la persistance de certaines contraintes dans la mobilisation et l'utilisation des ressources prévues.

Il apparaît ainsi nécessaire de **poursuivre les efforts d'amélioration de la planification et du suivi de l'exécution budgétaire**, afin d'optimiser l'atteinte des objectifs fixés en matière de réduction des inégalités de genre et de renforcer l'impact des interventions publiques dans ce domaine.

Le détail de l'exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre se trouve en annexe au présent rapport.

## B-3-Exécution des dépenses relatives au changement climatique

Le budget 2025, dans son architecture, promeut le climat à travers les mesures fiscales et les prévisions de dépenses consenties par le Gouvernement.

Les mesures fiscales sont prévues pour concrétiser la promotion du climat en cohérence avec la vision du Gouvernement et en lien avec les engagements pris par le Bénin au plan international en matière de changements climatiques. La majorité de ces mesures ont vocation d'atténuation et visent ainsi à réduire des sources d'émission de gaz à effet de serre susceptible de porter atteinte au climat.

Ainsi, la cartographie des principaux investissements en faveur du climat est élaborée en prenant appui sur les huit (08) secteurs clés de développement les plus vulnérables retenus dans le plan national d'adaptation aux changements climatiques (mai 2022). Ces secteurs concernent les ressources en eau, l'agriculture, la santé, l'énergie, les écosystèmes forestiers, la zone côtière, le tourisme, les infrastructures et aménagements urbains.

Sur cette base, les opérations financées sont identifiées dans les budgets des ministères qui opèrent dans les domaines clés cités supra et ceux qui interviennent également dans la protection civile. Cet exercice a permis d'identifier un investissement d'un montant de **608 832,5 millions de FCFA** en crédits de paiement dont **521 257,1 millions de FCFA** pour les dépenses d'adaptation et **87 575,5 millions de FCFA** pour les dépenses d'atténuation.

Au 31 décembre 2025, ces crédits connaissent une exécution globale de **620 493,7 millions de francs CFA** correspondant à 101,9% des prévisions annuelles.

Par type d'intervention, les dépenses liées au changement climatique se décomposent comme ci-après :

- ✓ **514 672,0 millions de FCFA** au titre des dépenses d'adaptation, correspondant à un taux d'exécution de **98,7%** des prévisions annuelles.
- ✓ **105 821,7 millions de FCFA** au titre des dépenses d'atténuation, correspondant à un taux d'exécution de **120,8%** des prévisions annuelles.

Le détail d'exécution des dépenses relatives au changement climatique se trouve en annexe au présent rapport.

#### **B-4- Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements publics**

La problématique de l'entretien et de la maintenance des infrastructures devient de plus en plus préoccupante compte tenu des efforts financiers consacrés aux projets d'investissement mais qui se heurtent au phénomène de dégradation sous l'effet notamment des changements climatiques. Une démarche méthodologique de budgétisation de l'entretien des infrastructures sensible au climat pour les principales catégories d'immobilisations publiques a été élaborée et est en cours d'appropriation par les ministères sectoriels avec le concours des différentes parties prenantes impliquées.

Par ailleurs, onze (11) projets de réhabilitations d'infrastructures sont inscrits dans le budget 2025 pour un montant prévisionnel de **69 478,7 millions de francs CFA**.

Au 31 décembre, ces crédits sont consommés à **92,3%** des prévisions, équivalent à un montant de **64 141,3 millions de francs CFA**.

Le détail de l'exécution de ces projets se trouve en annexe au présent rapport.



## CONCLUSION

En définitive, l'exercice budgétaire 2025 se conclut sur **un bilan globalement satisfaisant**, caractérisé par **une bonne dynamique de mobilisation des recettes et d'exécution des dépenses**. Les résultats enregistrés témoignent de **la solidité et de la résilience de la gestion des finances publiques**, malgré les défis qui ont pu jalonner l'année.

Cette performance constitue **un socle favorable pour aborder l'année 2026**, avec la perspective de **consolider les acquis, renforcer la discipline budgétaire et poursuivre les efforts d'optimisation de la gestion des ressources publiques**.

Cotonou, le 17<sup>e</sup> MARS 2026



The image shows a handwritten signature in blue ink over a red circular stamp. The stamp contains the text 'LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES' and 'Le Directeur Général de la DIRECTION GENERALE DU BUDGET'. The signature is written over the stamp and extends to the right.

Rodrigue S. CHAOU  
Directeur général du Budget

TABLEAU SYNTHÈSE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2025 AU 31 DÉCEMBRE

(en millions de FCFA)

RESSOURCES				CHARGES			
RUBRIQUE	Prévisions	Réalizations		RUBRIQUE	Prévisions	Exécution (ordonn.)	
		Montant	Taux (%)			Montant	Taux (%)
<b>I- Recettes budgétaires</b>	<b>2 367 383,0</b>	<b>2 480 390,0</b>	<b>104,8%</b>	<b>I- Dépenses budgétaires</b>	<b>2 778 519,0</b>	<b>2 868 956,5</b>	<b>103,3%</b>
Recettes du budget général	2 285 017,0	2 404 272,3	105,2%	Dépenses du budget général	2 654 719,0	2 743 816,0	103,4%
Recettes des régies (non compris recettes affectées) et ANDF	2 201 934,0	2 339 705,0	106,3%	Dépenses ordinaires	1 644 400,0	1 732 957,5	105,4%
- Douane	772 200,0	861 247,8	111,5%	- Charges financières de la dette publique	239 000,0	264 138,5	110,5%
- Impôt	1 295 900,0	1 332 630,5	102,8%	*** Intérieur	92 000,0	103 255,5	112,2%
- Trésor	128 834,0	142 834,6	110,9%	*** Extérieur	147 000,0	160 882,9	109,4%
- ANDF	5 000,0	2 992,1	59,8%	- Dépenses de personnel	632 732,0	525 761,4	83,1%
				- Acquisitions de biens et services	213 168,0	183 960,4	86,3%
				- Transferts courants	559 500,0	759 097,2	135,7%
				*** Subventions	154 181,4	161 406,7	104,7%
				*** Autres transferts courants	287 318,6	379 923,2	132,2%
				*** Dépenses fiscales	118 000,0	217 767,3	184,5%
<b>Autres ressources budgétaires</b>	<b>83 083,0</b>	<b>64 567,3</b>	<b>77,7%</b>	Dépenses en capital	1 010 319,0	1 010 858,6	100,1%
- Dons budgétaires	20 000,0	17 415,7	87,1%	- Financement intérieur	584 062,0	657 039,7	112,5%
- Fonds de concours + recettes assimilées	63 083,0	47 151,7	74,7%	*** Contributions budgétaires	492 257,0	605 148,4	122,9%
				*** Emprunts banques locales	30 843,0	6 500,0	21,1%
				*** Emprunts BOAD	45 962,0	45 391,3	98,8%
				*** Dépenses fiscales	15 000,0	0,0%	0,0%
				- Financement extérieur	426 257,0	353 818,9	83,0%
				*** Dons	63 083,0	47 151,7	74,7%
				*** Emprunts	363 174,0	306 667,2	84,4%
<b>Recettes du budget annexe</b>	<b>59 166,0</b>	<b>55 508,2</b>	<b>93,8%</b>	Dépenses du budget annexe	100 600,0	90 308,4	89,8%
- FNRB	59 166,0	55 508,2	93,8%	- Fonctionnement du FNRB	1 000,0	273,4	27,3%
				- Pensions et hospitalisation	99 600,0	90 035,0	90,4%
<b>Recettes des comptes d'affectation spéciale</b>	<b>23 200,0</b>	<b>20 609,5</b>	<b>88,8%</b>	Dépenses des comptes d'affectation spéciale	23 200,0	34 832,0	150,1%
- Opérations militaires à l'étranger	8 000,0	4 926,3	61,6%	- Opérations militaires à l'étranger	8 000,0	47,1	0,6%
- Modernisation des régies financières	6 000,0	4 307,5	71,8%	- Modernisation des régies financières	6 000,0	1 864,0	31,1%
- Prévention et gestion des catastrophes	5 000,0	5 439,8	108,8%	- Prévention et gestion des catastrophes	5 000,0	28 720,9	574,4%
- Fonds de développement des Arts et de la Culture	1 200,0	926,5	77,2%	- Fonds de développement des Arts et de la Culture	1 200,0	1 200,0	100,0%
- Fonds de développement du Sport	3 000,0	5 009,3	167,0%	- Fonds de développement du Sport	3 000,0	3 000,0	100,0%
<b>II- Ressources de trésorerie</b>	<b>1 183 622,0</b>	<b>1 316 280,3</b>	<b>111,2%</b>	<b>II- Charges de trésorerie</b>	<b>772 486,0</b>	<b>739 756,2</b>	<b>95,8%</b>
<b>Ressources extérieures</b>	<b>417 774,0</b>	<b>798 803,7</b>	<b>191,1%</b>	<b>Amortissement Emprunts extérieurs</b>	<b>191 511,0</b>	<b>204 971,4</b>	<b>107,0%</b>
- Prêts Projets	363 174,0	306 667,2	84,4%	- Amortissement Prêts Projets	191 511,0	204 971,4	107,0%
* Prêts banques commerciales internationales	108 145,0	25 595,4	23,7%	* Emprunt banques commerciales internationales	78 642,0	108 892,9	138,5%
* Prêts bilatéraux	33 499,0	26 757,2	79,9%	* Emprunt bilatéral	32 472,0	32 964,1	101,5%
* Prêts multilatéraux	221 530,0	254 314,6	114,8%	* Emprunt multilatéral	71 511,0	55 228,0	77,2%
- Eurobond	0,0	309 018,0		* Eurobond	8 886,0	7 886,4	88,8%
- Autres financements (Deutsche Bank)	0,0	150 532,5					
- Prêts Programme	54 600,0	31 485,9	57,7%	<b>Amortissement Emprunts intérieurs</b>	<b>543 975,0</b>	<b>475 462,5</b>	<b>87,4%</b>
<b>Ressources intérieures</b>	<b>737 247,0</b>	<b>499 808,4</b>	<b>67,8%</b>	- Emprunts banques locales	7 048,0	5 152,3	65,7%
- Prêts banques locales	30 843,0	6 500,0	21,1%	- Emprunts BOAD	40 135,0	27 286,9	68,0%
- Prêts BOAD	45 962,0	45 391,3	98,8%	- Obligations du Trésor	396 803,0	364 440,8	91,8%
- Obligations du Trésor	493 142,0	391 220,5	79,3%	- Bons du Trésor	42 589,0	23 650,0	55,5%
- Bons du Trésor	52 000,0	5 599,0	10,7%	- Tirages FMI	56 600,0	54 932,6	97,1%
- Tirages FMI	115 300,0	51 129,6	44,3%	<b>Autres charges de trésorerie</b>	<b>37 000,0</b>	<b>59 322,3</b>	<b>160,3%</b>
<b>Autres ressources de trésorerie</b>	<b>28 601,0</b>	<b>17 976,2</b>	<b>62,9%</b>	- Prêts et avances	12 000,0	34 282,7	285,7%
- Remboursement Prêts et Avances	23 189,0	1 432,9	6,2%	- Variation instances de paiement	25 000,0	25 039,6	100,2%
- Prêts rétrocédés	5 412,0	16 526,6	305,4%				
- Cession d'actifs	0,0	16,7					
<b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (I) + (II)</b>	<b>3 551 005,0</b>	<b>3 796 670,3</b>	<b>106,9%</b>	<b>TOTAL CHARGES LOI DE FINANCES (I) + (II)</b>	<b>3 551 005,0</b>	<b>3 608 712,7</b>	<b>101,6%</b>

# ANNEXES

## ANNEXE N°1 : METHODOLOGIE D'ELABORATION DU RAPPORT ET SOURCES DES DONNEES

La démarche retenue pour l'élaboration de ce rapport reste inchangée et comporte quatre (04) étapes qui s'articulent entre elles :

- la collecte de données financières ;
- le traitement et l'analyse des données collectées ;
- la rédaction du RAPEX ;
- la validation du projet de rapport.

### 1- Collecte de données

Cette étape constitue le point de départ du processus d'élaboration du rapport trimestriel. La Direction générale du Budget (DGB) collecte auprès des régies financières (DGD, DGI, DGTCP), de l'ANDF, de la CAGD et du Fonds National des Retraites du Bénin, les informations budgétaire et financière nécessaires à l'élaboration du rapport. Les données recueillies auprès des structures ci-dessus concernent le point de réalisation des produits de recettes et des dépenses, la situation des opérations de trésorerie, le service de la dette, les tirages sur emprunts extérieurs et intérieurs, la situation d'exécution des comptes d'affectation spéciale, etc. Les données sollicitées sont issues des systèmes d'information et communiquées à la Direction générale du Budget au moyen de lettres et bordereaux, appuyées de fichiers électroniques. Elles sont généralement assorties de commentaires explicatifs.

Par ailleurs, la situation des engagements et des ordonnancements des dépenses, par ministère et institution de l'Etat, est périodiquement générée du système d'informations de gestion des finances publiques (SIGFP) par la Direction générale du Budget.

La Direction générale du Budget reçoit également de la Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers, le tableau des opérations financières de l'Etat correspondant à la période de couverture du rapport pour des fins de rapprochement et de confirmation des données collectées et compilées. Il en est de même de la situation de la conjoncture économique que rend périodiquement disponible, la Direction générale de l'Economie.

### 2- Traitement et analyse des données collectées

Cette partie porte sur le dépouillement, le traitement et l'analyse des données collectées. Le dépouillement consiste à faire ressortir les informations contenues dans les documents reçus des différentes structures afin d'effectuer le traitement des données. Le traitement consiste en la vérification et la production des tableaux statistiques supports de la rédaction du rapport et de la confection des graphiques illustratifs du rapport. La dernière étape est l'analyse des données qui permet d'interpréter les informations contenues dans les tableaux conçus sur la base des données prévisionnelles et d'exécution des recettes et des dépenses.

Les tableaux matriciels supports de la rédaction du rapport présentent des données de comparaison portant sur la même période de l'année précédente.

### 3- Rédaction du projet de rapport

A cette étape, il est procédé à la rédaction proprement dite du rapport, sur la base des éléments d'analyse rassemblés à l'issue de la précédente étape. La version brute qui en ressort, fait l'objet d'une série de validations.

### 4- Validation du projet de rapport

Le processus de validation du rapport consiste à : (i) tenir des séances de confirmation des chiffres et d'appréciation du rapport provisoire avec les structures concernées ; (ii) procéder à la prise en compte des différentes observations issues de la séance de confirmation de chiffres. Des séances bilatérales entre la Direction générale du Budget et la Cellule de Suivi des Programmes Economique et Financier sont, par la suite, tenues afin d'assurer la cohérence des données du rapport avec celles du tableau des opérations financières de l'Etat. Le rapport est enfin soumis aux membres du cabinet du Ministre pour appréciation, autorisation de transmission au parlement et diffusion.



# Présentation de l'exécution au 31 décembre de la Loi de finances pour la gestion 2025 selon les classifications

*(Annexe n°2 au Rapport d'exécution au 31 décembre)*

**Annexe 2.1 : Présentation de l'exécution des charges de la Loi de Finances 2025 au 31 décembre par classification administrative et économique sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)**

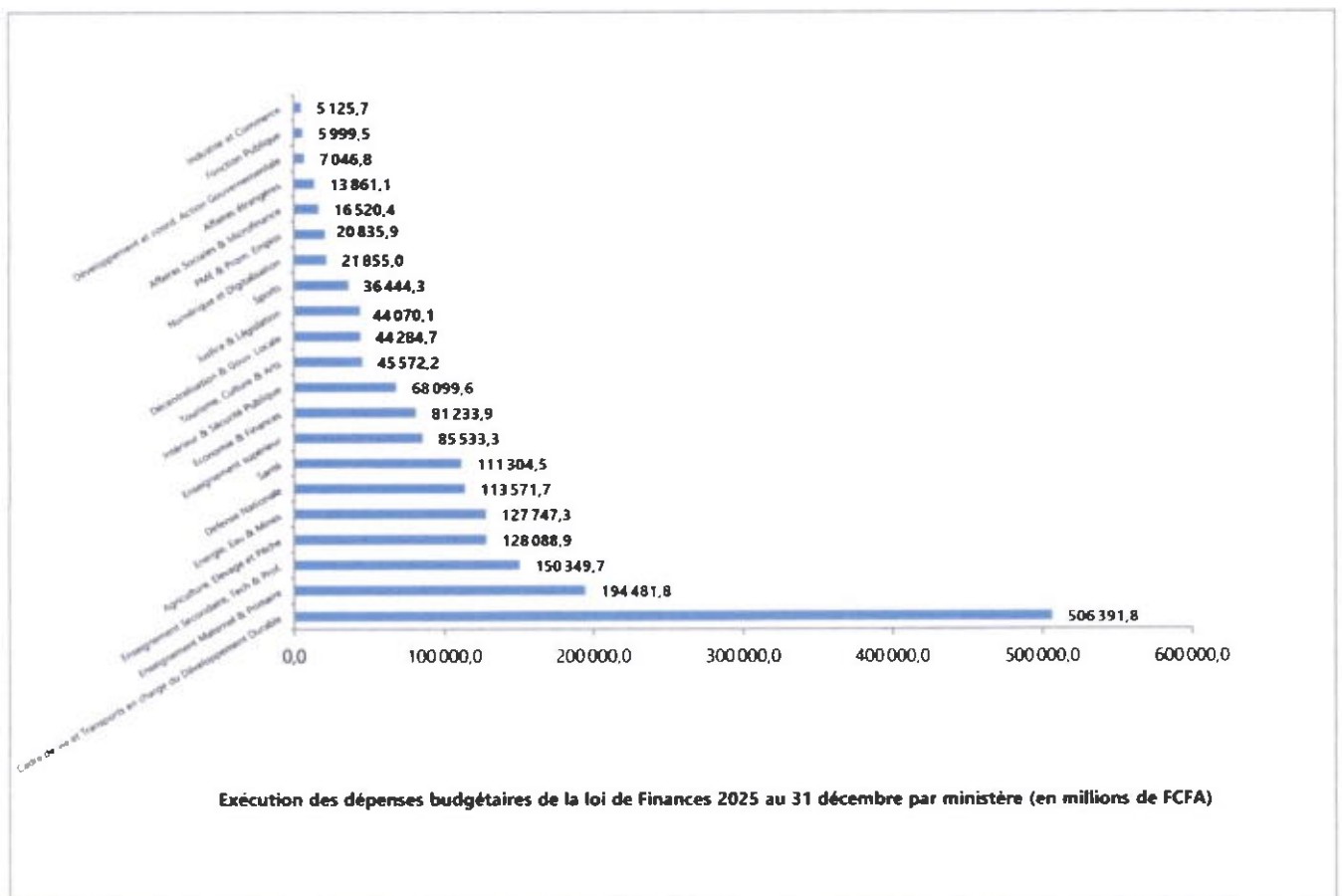
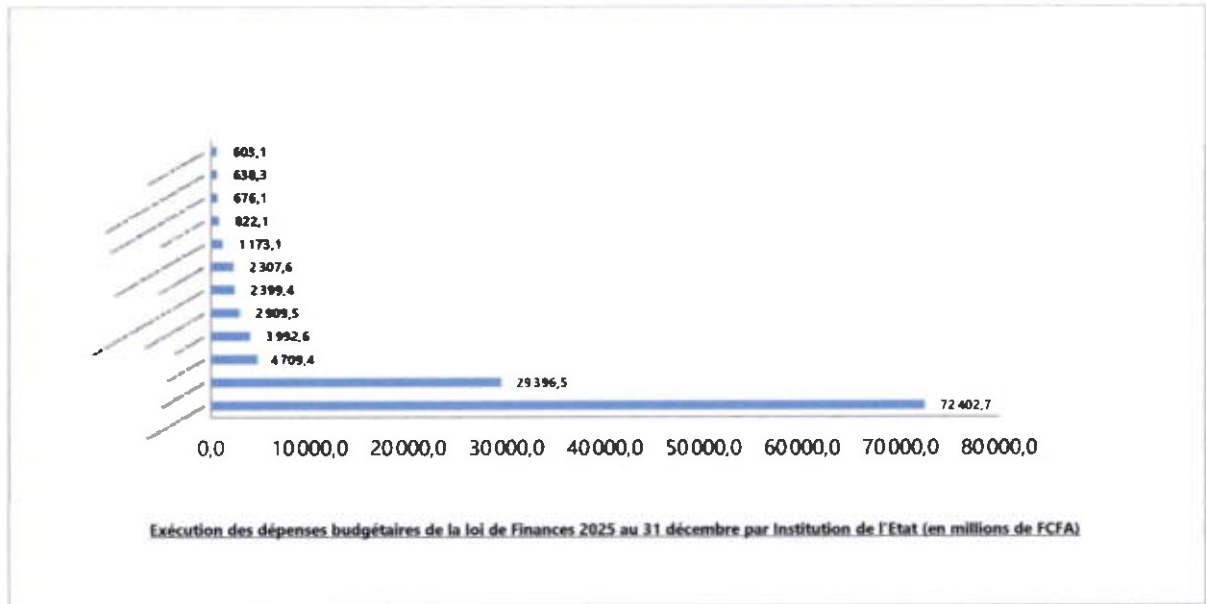
SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL												TOTAL EXECUTION (C) = (a+b)	Prévision initiale de dépenses (D)	Taux d'exécution (C*/100(D))
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)					
	Dotations initiales	Ordonnancé	Taux	Dotations initiales	Ordonnancé	Taux	Dotations initiales	Ordonnancé	Taux	Dotations initiales	Ordonnancé	Taux	Dotations initiales	Ordonnancé	Taux	Dotations initiales	Ordonnancé	Taux	Dotations initiales	Ordonnancé	Taux	Dotations initiales	Ordonnancé	Taux			
<b>1. Institutions</b>	<b>30 070,7</b>	<b>29 652,5</b>	<b>98,6%</b>	<b>23 707,6</b>	<b>26 710,7</b>	<b>112,7%</b>	<b>27 041,3</b>	<b>37 583,1</b>	<b>139,0%</b>	<b>80 819,5</b>	<b>93 946,4</b>	<b>116,2%</b>	<b>8 500,4</b>	<b>7 600,4</b>	<b>89,4%</b>	<b>3 534,0</b>	<b>6 330,5</b>	<b>185,0%</b>	<b>10 213,0</b>	<b>13 945,1</b>	<b>136,5%</b>	<b>22 247,3</b>	<b>28 084,0</b>	<b>126,2%</b>	<b>122 030,4</b>	<b>103 067,0</b>	<b>118,4%</b>
Présidence de la République	1 731,3	1 478,3	85,4%	9 332,2	14 118,0	151,2%	25 787,9	36 321,1	141,0%	36 814,4	51 919,2	141,0%	900,0	0,0	0,0%	3 534,0	6 330,5	185,0%	10 213,0	13 945,1	136,5%	14 647,0	20 483,0	139,8%	72 482,7	51 481,4	140,6%
Assemblée Nationale	15 010,0	15 007,9	100,5%	5 578,2	5 578,2	100,0%	520,0	520,0	100,0%	21 718,0	21 796,1	100,4%	7 600,4	7 600,4	100,0%							7 600,4	7 600,4	100,0%	29 396,5	29 318,5	100,3%
Cour Constitutionnelle	1 901,5	1 306,9	68,8%	803,2	487,9	60,7%	3,6	3,0	82,1%	2 768,3	2 307,6	83,4%										0,0	0,0		2 307,6	2 768,3	83,4%
Commission Nationale des Droits de l'Homme	437,5	383,4	87,6%	294,4	281,9	95,8%	2,2	6,9	312,2%	734,1	676,1	92,1%										0,0	0,0		676,1	734,1	82,1%
Cour Suprême	2 080,3	2 040,4	98,1%	1 373,0	1 286,1	93,0%	37,4	54,1	144,4%	4 301,7	3 992,6	92,8%										0,0	0,0		3 992,6	4 301,7	92,8%
Conseil Economique et Social	1 373,0	2 311,0	168,9%	684,3	576,1	84,2%	27,0	21,8	80,7%	2 064,3	2 909,5	140,9%										0,0	0,0		2 909,5	2 064,3	140,9%
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	2 023,7	1 693,2	83,7%	1 078,3	733,2	68,1%	3,0	1,0	33,3%	3 104,9	2 396,4	77,2%										0,0	0,0		2 396,4	3 104,9	77,2%
Haute Cour de Justice	387,6	388,2	100,1%	591,7	454,9	76,9%	1,0	1,0	100,0%	938,3	822,1	87,6%										0,0	0,0		822,1	938,3	87,6%
Mediateur de la République	199,1	197,9	99,4%	677,8	482,9	71,3%	3,4	2,3	66,6%	880,2	683,1	77,6%										0,0	0,0		683,1	880,2	77,6%
Commission Electorale Nationale Autonome	1 096,3	948,3	86,6%	703,0	220,0	31,3%	7,3	6,7	91,8%	1 804,8	1 173,1	64,9%										0,0	0,0		1 173,1	1 804,8	64,9%
Cour des Comptes	2 371,6	2 148,3	90,6%	2 066,6	2 353,0	113,8%	10,0	7,1	70,9%	5 048,2	4 708,4	93,3%										0,0	0,0		4 708,4	5 048,2	93,3%
Autorité de Protection des Données Personnelles	0,0	0,0		0,0	0,0		688,3	688,3	100,0%	688,3	688,3	100,0%										0,0	0,0		688,3	688,3	100,0%
<b>2. Ministères</b>	<b>530 153,1</b>	<b>464 000,9</b>	<b>87,5%</b>	<b>179 511,1</b>	<b>149 046,7</b>	<b>83,1%</b>	<b>226 144,5</b>	<b>231 794,2</b>	<b>102,5%</b>	<b>929 068,7</b>	<b>845 643,8</b>	<b>90,9%</b>	<b>575 561,6</b>	<b>649 439,2</b>	<b>112,8%</b>	<b>30 340,0</b>	<b>40 013,2</b>	<b>131,8%</b>	<b>352 961,0</b>	<b>282 722,1</b>	<b>80,1%</b>	<b>988 071,3</b>	<b>982 774,6</b>	<b>99,5%</b>	<b>1 628 418,4</b>	<b>1 017 880,2</b>	<b>62,6%</b>
Defenses Nationales	59 711,1	61 991,7	103,8%	31 369,2	23 224,1	74,1%	1 313,3	1 394,1	106,2%	96 393,5	98 609,9	102,3%	21 737,2	22 961,9	105,6%	0,0	0,0		0,0	0,0		21 737,2	22 961,9	105,6%	113 571,7	118 130,7	104,1%
Economie & Finances	22 944,6	19 860,6	86,6%	9 775,7	5 617,8	57,5%	12 390,0	11 881,5	95,9%	43 148,3	37 364,0	86,6%	7 700,0	11 791,2	153,1%	577,0	382,5	66,3%	3 000,0	31 526,2	105,1%	11 277,0	43 869,9	389,0%	61 233,9	56 387,3	144,1%
Justice & Legislation	11 150,8	13 078,0	117,3%	4 263,0	3 983,2	93,4%	11 712,7	16 888,9	144,2%	27 135,5	33 556,1	123,6%	10 520,0	10 520,0	100,0%	0,0	0,0		0,0	0,0		10 520,0	10 520,0	100,0%	44 976,1	37 883,5	117,0%
Développement et coord. Actes Gouvernementaux	1 955,7	1 706,3	87,3%	2 814,4	2 104,0	74,8%	931,3	927,4	99,6%	5 781,3	4 737,7	81,9%	2 300,1	2 300,1	100,0%	0,0	0,0		0,0	0,0		2 300,1	2 300,1	100,0%	7 046,8	8 010,4	86,0%
Numérique et Digitalisation	1 108,3	813,9	73,4%	1 841,8	508,0	27,6%	4 199,8	6 977,9	166,2%	8 139,9	7 800,6	95,8%	9 832,1	9 407,5	95,7%	0,0	0,0		10 042,0	4 646,9	46,3%	19 894,1	14 054,4	70,6%	21 855,8	29 034,0	132,8%
Cadre de vie et Transports en charge du Développement Durable	7 030,8	6 065,9	86,3%	3 298,5	2 133,2	64,7%	3 830,2	6 181,2	161,4%	14 119,4	14 382,2	101,9%	23 601,0	38 919,0	164,9%	7 453,2	3 767,8	50,6%	34 707,3	126 422,8	364,3%	145 761,4	492 009,6	338,1%	506 391,4	358 880,9	140,7%
Industrie et Commerce	1 350,3	1 096,8	80,7%	1 651,9	1 121,1	67,9%	2 860,0	2 880,0	100,7%	5 871,2	5 077,9	86,3%	472,9	47,8	10,1%	0,0	0,0		0,0	0,0		472,9	47,8	10,1%	5 125,7	6 344,2	80,6%
Santé	47 080,5	41 518,4	88,2%	10 686,6	8 084,0	75,7%	17 730,2	34 741,9	196,0%	95 486,3	84 345,3	88,3%	10 000,0	6 911,3	69,1%	1 180,2	13 946,6	123,8%	34 455,0	6 203,3	18,0%	54 625,2	26 959,2	49,3%	113 384,5	150 111,5	74,1%
Energie, Eau & Mines	1 778,3	1 602,2	90,1%	2 143,3	1 483,9	69,2%	110,0	105,0	95,5%	4 027,8	3 392,8	84,2%	38 078,8	62 491,5	164,1%	19 487,6	8 796,3	45,1%	82 972,0	53 084,7	64,0%	199 118,4	124 354,5	62,5%	127 747,3	203 140,2	62,9%
Agriculture, Elevage et Pêche	10 385,3	6 310,7	60,8%	12 556,0	6 650,1	52,9%	38 623,6	33 817,5	87,6%	61 544,9	46 978,3	76,3%	33 050,6	30 383,9	91,9%	10 683,8	4 383,3	40,6%	42 016,7	30 345,2	72,2%	86 051,1	81 110,6	94,3%	128 088,0	147 596,0	86,9%
Tourisme, Culture & Arts	1 628,4	1 245,2	76,5%	2 917,1	2 620,9	90,2%	1 759,4	6 701,0	374,7%	6 331,9	10 547,1	166,6%	24 372,7	35 007,1	143,6%	1 156,3	0,0	0,0%	33 271,0	0,0	0,0%	58 000,0	35 003,2	59,5%	43 372,2	92 131,0	70,0%
Sports	815,6	839,0	102,9%	2 575,9	1 828,7	71,0%	4 400,5	10 920,6	248,2%	7 891,9	13 598,3	172,3%	23 923,4	22 846,0	95,5%	0,0	0,0		0,0	0,0		23 923,4	22 846,0	95,5%	36 444,3	31 813,1	114,5%
Affaires Sociales & Microfinance	2 880,1	2 599,3	90,3%	3 421,7	2 501,5	73,1%	2 481,0	2 146,4	86,5%	8 788,6	7 247,2	82,5%	15 511,1	7 000,7	45,2%	0,0	453,2		2 088,0	1 816,1	87,0%	18 197,1	9 273,3	51,0%	16 520,4	28 983,9	61,2%
Enseignement Supérieur	39 901,8	33 397,3	83,7%	5 131,2	3 527,2	68,7%	22 872,8	22 288,1	97,0%	67 985,6	61 912,3	91,1%	16 476,4	17 319,2	110,7%	0,0	0,0		11 254,0	6 301,4	56,0%	25 228,4	23 626,8	93,7%	85 533,3	89 714,0	81,3%
PM&B & Prom. Emploi	442,7	401,2	90,6%	1 807,3	911,5	50,4%	7 339,0	6 758,1	92,1%	9 639,0	8 073,6	83,7%	0,0	0,0		2 481,3	0,0	0,0%	8 828,0	12 784,9	144,8%	10 809,3	12 784,9	118,3%	20 883,9	20 448,3	101,9%

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES IN CAPITAL									TOTAL EXECUTION (C)-(a-b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé (C)*100/(D)					
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)						Total dépenses en capital (b)				
	Dotations initiale	Ordonnancé	Taux	Dotations initiale	Ordonnancé	Taux	Dotations initiale	Ordonnancé	Taux	Dotations initiale	Ordonnancé	Taux	Dotations initiale	Ordonnancé	Taux	Dotations initiale	Ordonnancé	Taux	Dotations initiale	Ordonnancé	Taux				Dotations initiale	Ordonnancé	Taux		
Fonction Publique	3 254,6	2 930,7	90,4%	4 354,8	2 944,1	67,1%	46,0	37,7	82,1%	7 695,4	5 932,6	77,1%	300,0	44,9	22,3%	0,0	0,0		0,0	0,0		300,0	64,9	22,3%	5 999,5	7 995,4	73,0%		
Intérieur & Sécurité Publique	57 362,6	53 108,8	92,6%	8 220,1	7 679,0	93,4%	939,4	864,4	92,0%	66 542,1	61 652,2	92,7%	9 300,0	6 387,8	68,6%	0,0	65,6		0,0	0,0		9 300,0	6 447,4	69,3%	68 059,6	75 842,1	88,6%		
Décentralisation & Gov. Locale	2 675,8	2 255,2	84,3%	3 870,1	3 029,2	78,3%	24 368,9	24 368,9	100,0%	30 914,7	29 653,2	95,9%	12 617,7	14 631,4	107,4%	8 900,6	0,0	0,0%	0,0	0,0		22 538,2	14 631,4	64,9%	44 264,7	53 453,0	82,0%		
Enseignement Maternel & Primaire	150 455,3	126 994,0	84,0%	22 652,9	20 900,8	132,0%	36 105,5	36 109,2	100,0%	209 213,4	192 412,9	92,0%	6 973,2	2 044,5	29,7%	0,0	0,0		0,0	0,0		6 973,2	2 044,5	29,7%	194 481,8	216 106,6	98,0%		
Enseignement Secondaire, Tech & Prof.	84 943,1	75 153,0	78,2%	20 090,6	32 583,6	118,0%	9 958,4	6 033,0	60,6%	133 000,1	113 770,6	85,5%	20 267,4	10 337,3	51,0%	7 379,1	0 639,6	117,1%	30 186,0	17 002,2	56,3%	57 835,4	36 576,1	63,2%	150 349,7	190 835,5	78,8%		
Affaires étrangères	11 304,0	6 812,7	61,4%	6 073,7	5 518,4	90,9%	100,0	256,3	256,3%	17 277,7	12 587,4	72,9%	1 900,0	1 273,7	67,0%	0,0	0,0		0,0	0,0		1 900,0	1 273,7	67,0%	13 861,1	19 177,7	72,3%		
<b>TOTAL MINISTRES ET INSTITUTIONS (3) - (1)-(2)</b>	<b>560 223,8</b>	<b>493 653,4</b>	<b>88,1%</b>	<b>197 216,7</b>	<b>176 559,5</b>	<b>89,5%</b>	<b>253 185,8</b>	<b>269 377,4</b>	<b>106,4%</b>	<b>1 010 628,2</b>	<b>939 590,3</b>	<b>93,0%</b>	<b>584 062,0</b>	<b>657 039,7</b>	<b>112,5%</b>	<b>63 083,0</b>	<b>47 151,7</b>	<b>74,7%</b>	<b>363 174,0</b>	<b>306 667,2</b>	<b>84,4%</b>	<b>1 010 319,0</b>	<b>1 010 858,6</b>	<b>100,1%</b>	<b>1 950 448,8</b>	<b>2 020 947,2</b>	<b>96,5%</b>		
Credits globaux (4)	72 508,2	32 108,0	44,3%	15 949,3	7 400,9	46,4%	306 314,2	489 719,8	159,9%	394 771,8	529 228,7	134,1%													0,0	529 228,7	364 771,8	134,1%	
Charges financières de la dette publique (5)										239 000,0	264 138,5	110,5%														264 138,5	239 000,0	110,5%	
<b>TOTAL BUDGET GENERAL (3)-(4)-(5)</b>	<b>632 732,0</b>	<b>525 761,4</b>	<b>83,1%</b>	<b>213 166,0</b>	<b>183 960,4</b>	<b>86,3%</b>	<b>559 500,0</b>	<b>759 097,2</b>	<b>135,7%</b>	<b>1 644 400,0</b>	<b>1 732 957,4</b>	<b>105,4%</b>	<b>584 062,0</b>	<b>657 039,7</b>	<b>112,5%</b>	<b>63 083,0</b>	<b>47 151,7</b>	<b>74,7%</b>	<b>363 174,0</b>	<b>306 667,2</b>	<b>84,4%</b>	<b>1 010 319,0</b>	<b>1 010 858,6</b>	<b>100,1%</b>	<b>2 743 816,8</b>	<b>2 654 719,8</b>	<b>103,4%</b>		
Budget annexe du FNRB	150,0	106,5	71,0%	850,0	167,0	19,6%	99 000,0	80 035,0	80,4%	100 600,0	90 106,4	89,8%													0,0	0,0	90 106,4	100 600,0	89,8%
Comptes d'affectation spéciale	1 000,0	47,1		12 000,0	0,0	0,0%	10 200,0	34 784,9	341,0%	23 200,0	34 832,0	150,1%													0,0	0,0	34 832,0	23 200,0	150,1%
<b>TOTAL BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>633 882,0</b>	<b>525 915,0</b>	<b>83,0%</b>	<b>226 016,0</b>	<b>184 127,4</b>	<b>81,5%</b>	<b>669 300,0</b>	<b>883 917,1</b>	<b>132,1%</b>	<b>1 768 200,0</b>	<b>1 858 897,9</b>	<b>105,1%</b>	<b>584 062,0</b>	<b>657 039,7</b>	<b>112,5%</b>	<b>63 083,0</b>	<b>47 151,7</b>	<b>74,7%</b>	<b>363 174,0</b>	<b>306 667,2</b>	<b>84,4%</b>	<b>1 010 319,0</b>	<b>1 010 858,6</b>	<b>100,1%</b>	<b>2 888 956,5</b>	<b>2 778 519,8</b>	<b>103,3%</b>		

## II- OPERATIONS DE TRESORERIE (CHARGES DE TRESORERIE)

Nature	Prêts et avances			Amortissement emprunts banques internationales			Amortissement emprunt bilatéral			Amortissement emprunt multilatéral			Amortissement prêts banques locales et BOAD			Amortissement obligations et Bons de Trésor			Variation des instances de paiement			Amortissement tirages FMI et Eurobond			Total Exécution	Prévision Loi de Finances	Taux d'exé
	Dotations initiale	Exécuté	Taux	Dotations initiale	Exécuté	Taux	Dotations initiale	Exécuté	Taux	Dotations initiale	Exécuté	Taux	Dotations initiale	Exécuté	Taux	Dotations initiale	Exécuté	Taux	Dotations initiale	Exécuté	Taux	Dotations initiale	Exécuté	Taux			
Montant / Taux	12 000,0	34 282,7	285,7%	78 842,0	108 892,9	138,5%	32 472,0	32 964,1	101,5%	71 511,0	55 226,0	77,2%	47 983,0	32 439,2	67,6%	439 382,0	388 090,8	88,3%	25 000,0	25 036,6	100,2%	65 486,0	62 819,0	95,9%	739 756,2	772 486,0	95,8%
<b>TOTAL LOI DE FINANCES (B)-(D)</b>																									3 608 712,7	3 551 005,0	101,6%

Source : DGB, février 2026



6

**Annexe 2.2 : Présentation de l'exécution des dépenses de la Loi de Finances 2025 au 31 décembre par programme et dotation budgétaire sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)**

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES											DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PaiEMENT)											Total général					
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (A)			Ressources intérieures			Ressources extérieures (BNC)			Ressources extérieures (DRC)			Total dépenses en capital (B)			Prévisions annuelles initiales	Total (Exécution (A) + (B))	Taux (%)	
		Dotation initiale	Ordonnancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux (%)				
015	Pilotage et soutien aux services du MDC	1 139,7	1 211,0	90,5	2 258,3	1 638,2	73,4	483,8	482,0	99,2	4 083,8	3 353,2	82,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 083,8	3 353,2	82,1
016	Orientation et évaluation des politiques de développement	616,0	493,3	80,1	556,0	445,8	80,2	445,5	443,3	100,0	1 017,3	1 384,3	85,6	2 309,1	2 309,1	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 309,1	2 309,1	100,0	4 083,8	3 893,8	94,1	
018	Pilotage et soutien aux services du MII	1 436,0	2 498,3	174,0	3 198,9	2 900,4	91,0	0,0	0,0	0,0	4 624,9	5 398,8	116,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 624,9	5 398,8	116,7	
019	Cadre législatif normatif et institutionnel	983,3	1 037,1	105,3	225,5	147,9	65,6	0,0	0,0	0,0	1 210,8	1 185,0	97,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 210,8	1 185,0	97,9	
020	Services judiciaires	8 512,4	9 136,0	107,3	718,5	3 103,9	431,9	4 471,6	4 471,6	100,0	13 702,3	14 113,0	103,0	9 520,0	9 520,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 520,0	9 520,0	100,0	23 222,3	23 633,0	101,8	
021	Droits Humains	220,0	411,5	187,2	130,0	240,0	185,0	241,1	241,1	100,0	597,2	677,3	113,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	597,2	677,3	113,4	
095	Système pénitentiaire							7 000,0	12 176,2	173,9	7 000,0	12 176,2	173,9	1 000,0	1 300,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 000,0	1 000,0	100,0	8 000,0	13 176,2	164,7	
022	Pilotage et soutien aux services du MAE	1 314,3	1 511,1	115,0	2 477,5	1 611,3	65,0	0,0	0,0	0,0	3 791,8	3 422,9	90,3	1 300,0	893,9	68,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 300,0	608,5	46,8	5 091,8	3 813,1	74,9	
023	Diplomatie	1 098,1	992,6	90,4	606,3	331,8	54,6	1 000,0	1 000,0	100,0	1 805,1	1 444,4	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 805,1	1 444,4	80,0	
103	Attractivité et rayonnement du Bénin à l'étranger	9 651,3	4 309,0	44,6	2 989,4	3 333,1	111,5	0,0	156,1	0,0	11 680,7	8 020,4	68,7	900,0	583,2	64,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	800,0	583,2	72,9	12 280,7	8 603,6	70,1	
025	Pilotage et soutien aux services du MEF	1 933,3	1 667,0	86,3	4 196,1	2 661,0	63,4	0,0	0,0	0,0	6 129,4	4 029,4	65,8	1 500,0	1 219,7	81,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	0,0	0,0	4 500,0	1 219,7	27,1	
027	Gestion du cadre macroéconomique et du secteur financier	948,9	922,1	97,2	773,9	299,1	38,7	11 033,0	11 885,6	107,3	12 797,4	13 106,8	102,4	4 100,0	10 527,5	256,8	0,0	204,9	0,0	25 550,1	4 100,0	36 282,4	0,0	0,0	0,0	16 097,4	49 389,3	292,3	
028	Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat	15 105,4	11 340,3	75,3	2 964,0	1 447,4	48,8	1 315,0	0,0	0,0	19 406,4	12 827,8	66,1	1 000,0	4,0	0,4	577,0	387,7	0,0	5 976,1	2 773,0	6 367,8	0,0	0,0	0,0	20 083,5	19 185,6	95,5	
029	Gestion des dépenses publiques	4 957,0	5 890,0	118,8	1 820,0	1 208,4	66,4	0,0	0,0	0,0	6 777,0	7 100,0	104,8	2 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 000,0	0,0	0,0	8 777,0	7 100,0	80,9	
080	Pilotage et soutien aux services du MSP	763,3	714,2	93,6	2 756,2	2 184,3	79,3	0,0	0,0	0,0	3 519,6	2 888,6	82,1	1 000,0	248,0	24,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 000,0	248,0	24,8	4 519,6	3 146,6	69,6	
081	Sécurité publique	30 515,4	31 007,6	101,6	5 233,0	5 276,6	100,8	209,0	134,0	64,1	35 959,3	36 410,1	101,3	4 100,0	1 933,6	47,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 100,0	1 933,6	47,2	40 059,3	38 343,7	95,7	
082	Protection civile	5 963,8	1 330,0	22,3	0,0	0,0	0,0	718,4	710,4	100,0	6 674,3	2 040,4	30,6	2 200,0	2 200,0	100,0	0,0	61,6	0,0	0,0	0,0	0,0	2 200,0	2 261,6	102,8	8 874,3	4 301,9	48,5	
083	Affaires indiennes	140,0	57,1	40,8	229,0	218,0	95,2	0,0	0,0	0,0	388,0	273,1	70,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	388,0	273,1	70,4	
084	Gestion intégrée des espaces frontaliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	30,0	100,0	30,0	30,0	100,0	2 000,0	2 000,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 030,0	2 030,0	100,0	
015	Pilotage et soutien aux services du MAEP	2 771,1	3 026,0	109,2	7 007,7	2 575,9	36,6	596,8	277,5	46,5	10 385,6	6 359,9	61,4	863,9	79,0	9,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	863,9	79,0	9,1	11 229,5	6 439,1	57,3	
036	Agriculture	6 592,1	2 563,3	38,9	4 992,8	3 750,3	75,1	37 836,8	33 480,6	88,5	49 021,7	39 795,0	81,2	20 552,8	28 692,4	139,6	19 568,8	3 861,1	19,7	34 078,4	34 917,9	102,5	64 497,8	67 471,4	104,6	113 919,5	107 266,0	94,1	
037	Élevage	508,0	284,0	56,0	442,4	173,0	39,1	150,0	25,0	16,7	1 100,4	462,0	42,0	6 434,8	7 141,9	111,0	1 117,0	52,4	46,8	6 340,8	2 891,9	45,6	13 592,5	10 536,2	76,9	14 992,9	11 018,2	73,5	
038	Pêche et aquaculture	494,1	176,6	35,7	513,1	150,8	29,4	50,0	54,4	108,8	1 057,2	161,8	15,3	3 199,3	2 470,4	77,2	0,0	0,0	0,0	1 587,8	533,4	33,4	6 796,9	3 003,8	44,2	7 854,1	3 365,1	42,9	
039	Pilotage et soutien aux services du MDGL	1 182,2	1 006,7	85,2	1 549,0	1 151,0	74,3	0,0	0,0	0,0	2 731,2	2 157,8	78,9	114,2	9,1	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	114,2	9,1	8,0	2 845,4	2 166,9	76,2	
040	Gouvernance et développement à la base	145,7	126,0	86,5	216,4	170,5	78,8	24 368,8	24 368,8	100,0	24 731,0	24 663,3	99,7	13 503,3	14 622,3	108,3	8 920,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22 424,0	14 622,3	65,2	
041	Appui à la déconcentration	1 347,9	1 122,5	83,3	2 104,7	1 707,3	81,1	0,0	0,0	0,0	3 432,3	2 890,2	84,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 432,3	2 890,2	84,2	

6

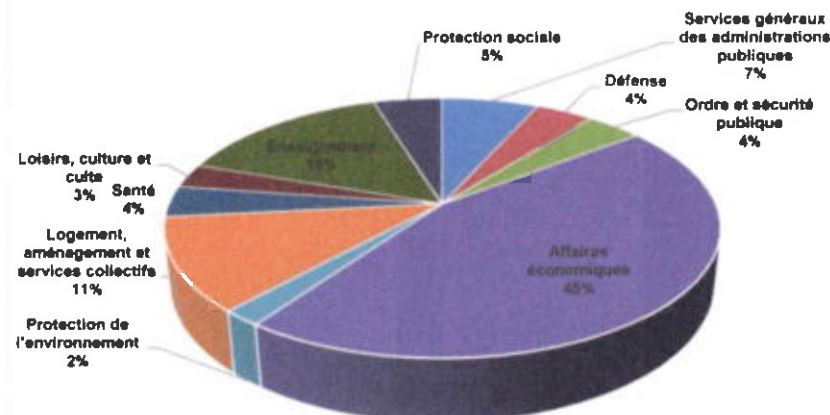
Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général						
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisition de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources intérieures			Ressources extérieures (donc)			Ressources extérieures (prêt)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Embarcation (a) - (b)	Taux (%)				
		Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonance	Taux (%)				
042	Pilotage et soutien aux services du MTPP	2 028,8	2 199,4	108,4	3 222,1	2 429,5	75,4	46,0	37,7	82,1	5 296,9	4 686,6	88,1	100,0	21,9	21,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	21,9	21,9	5 396,9	4 686,6	86,9					
043	Promotion du Travail et de la Sécurité Sociale	300,4	311,3	70,3	485,7	246,9	50,8	0,0	0,0		786,1	458,2	58,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	786,1	458,2	58,3			
044	Modernisation de l'administration publique	935,4	540,0	57,7	677,0	267,7	39,5	0,0	0,0		1612,4	807,9	50,1	200,0	45,0	22,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	45,0	22,5	1 812,4	852,8	47,1					
045	Pilotage et Soutien aux services du MS	46 830,9	41 416,4	88,4	10 222,6	7 720,7	75,5	6 781,8	5 502,9	81,4	63 835,3	54 640,0	85,6	1 300,0	573,6	44,1	1 130,2	0,0	0,0	19 519,0	0,0	0,0	21 746,2	573,6	2,6	85 561,4	55 213,6	64,5				
046	Prévention et Sécurité sanitaire	71,3	71,3	100,0	215,0	164,2	76,4	11 624,8	8 352,1	71,9	11 911,1	6 586,5	55,3	8 740,0	6 257,7	71,4	0,0	1 544,6	0,0	0,0	8 740,0	25 162,3	232,9	20 651,1	28 770,9	139,3						
047	Offre et accès aux soins de santé	167,2	33,8	18,4	249,0	200,0	80,3	19 343,7	20 086,0	108,0	19 760,0	21 116,7	106,9	8 960,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15 179,0	6 293,3	40,9	24 139,0	6 293,3	25,7	43 899,0	27 320,0	62,2				
054	Pilotage et soutien aux services du MESRS	1 562,4	1 479,3	94,7	3 718,7	2 588,1	69,6	680,6	397,4	58,4	5 961,6	4 464,8	74,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 961,6	4 464,8	74,9				
055	Enseignement supérieur	37 851,3	34 295,7	90,6	1 177,2	833,2	70,8	4 617,0	4 617,0	100,0	43 645,7	39 745,9	91,1	14 224,4	17 089,2	120,1	0,0	0,0	11 254,0	6 301,6	56,0	25 478,4	23 390,8	91,8	69 124,1	63 136,7	91,3					
056	Recherche scientifique et innovation	414,8	302,7	73,0	56,9	41,7	73,4	675,0	675,0	100,0	1 146,5	746,9	65,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 146,5	746,9	65,1				
057	Vie de l'étudiant	153,2	192,1	125,4	178,5	142,3	80,0	16 900,0	16 698,7	98,8	17 231,7	16 955,0	98,4	250,0	230,0	92,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	230,0	92,0	17 481,7	17 185,0	98,3					
058	Pilotage et soutien aux services du MESTFP	88 779,1	68 547,8	77,2	5 615,5	3 950,7	70,4	700,0	700,0	100,0	95 094,7	73 198,6	77,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	95 094,7	73 198,6	77,0				
059	Enseignement secondaire général	2 685,4	3 573,4	129,8	20 926,3	27 436,2	131,1	7 388,0	3 821,6	51,7	31 199,7	34 631,2	111,6	2 065,0	1 000,0	48,0	0,0	0,0	5 500,0	1 458,3	26,5	7 585,0	2 458,3	32,4	38 784,7	37 288,9	96,1					
060	Enseignement technique et formation professionnelle	3 150,8	2 907,4	92,3	1 319,7	998,0	75,7	1 684,8	1 326,8	78,7	6 155,3	5 332,9	86,6	18 182,4	9 337,3	51,4	7 379,1	8 639,6	117,1	24 680,0	16 143,8	65,4	50 250,4	34 120,8	67,9	54 405,7	38 253,7	69,9				
061	Alphabétisation et promotion des langues nationales	127,8	124,5	97,4	237,1	197,9	83,5	185,5	185,5	100,0	350,4	507,9	145,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	550,4	507,9	92,3					
062	Pilotage et soutien aux services du MEMP	145 574,8	119 707,5	82,2	17 845,0	25 340,8	142,0	809,5	303,5	37,5	163 723,3	145 351,8	88,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	163 723,3	145 351,8	88,8				
063	Accès, équité et rétention	566,9	2 284,0	403,1	276,4	252,5	91,3	35 442,0	35 445,7	100,0	36 287,4	37 982,1	104,7	6 973,2	2 068,9	29,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 973,2	2 068,9	29,7	43 260,6	40 051,0	92,6					
064	Qualité des enseignements	4 311,6	4 402,5	102,1	4 531,2	4 316,5	95,3	360,0	360,0	100,0	9 202,8	9 079,0	98,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 202,8	9 079,0	98,7				
071	Pilotage et soutien aux services du MFC	740,3	670,8	90,6	1 150,7	767,7	66,7	0,0	0,0		1 890,9	1 438,5	76,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 890,9	1 438,5	76,1				
074	Industrie	58,2	29,2	34,7	106,4	32,8	30,7	360,0	360,0	100,0	524,6	412,8	78,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	524,6	412,8	78,7				
075	Commerce	562,9	405,8	72,4	394,8	320,7	81,2	2 500,0	2 300,0	92,0	3 455,7	3 226,5	93,4	472,9	47,8	10,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	472,9	47,8	10,1	3 928,7	3 274,4	83,3					
082	Pilotage et soutien aux services du MASM	2 494,0	2 282,2	91,5	2 532,6	1 790,9	70,7	56,8	49,5	87,2	5 083,7	4 122,7	81,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 083,7	4 122,7	81,1				
083	Promotion socio-économique des couches vulnérables	325,5	202,6	62,3	783,3	646,3	82,5	1 694,5	1 546,6	91,3	2 803,3	2 395,5	85,5	15 511,1	7 903,7	45,2	0,0	453,2	2 686,0	1 816,3	67,3	18 197,1	9 273,3	51,0	21 000,3	11 660,7	55,6					
084	Développement de l'industrie de la microfinance	90,3	114,4	126,7	105,8	64,3	60,8	733,7	550,3	75,0	899,8	729,0	81,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	899,8	729,0	81,0				
114	Pilotage et soutien aux services du MCVT	1 988,2	1 461,4	74,0	2 565,7	1 773,8	68,8	340,2	232,7	68,4	4 814,1	3 467,9	72,0	4 601,8	1 743,3	37,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 601,8	1 743,3	37,9	9 415,9	5 231,2	55,6					
115	Environnement, Forêts et climat	4 412,8	4 222,2	95,7	153,0	115,5	75,5	2 545,7	2 711,5	106,5	7 116,5	7 048,2	98,9	29 089,6	33 860,0	116,4	5 573,2	1 645,5	29,5	6 647,0	13 891,2	160,6	43 310,0	48 396,7	111,5	50 421,3	56 445,8	111,9				
116	Infrastructures et Transports	286,9	147,8	51,6	442,2	200,1	45,3	392,0	2 755,0	702,8	1 127,1	3 105,0	2 75,3	102 842,0	127 893,9	124,4	1 880,0	2 122,3	112,9	28 645,0	50 904,5	176,7	133 367,0	186 900,7	140,2	134 494,1	190 023,8	141,3				
166	Villes et territoires durables	161,9	161,9	100,0	36,8	28,3	77,3	375,9	482,0	128,2	774,4	672,2	86,8	61 515,3	72 295,1	117,5	0,0	0,0	0,0	28 470,3	49 627,1	174,3	89 985,6	121 922,2	135,5	90 759,9	122 594,4	135,1				
089	Construction et Habitat	180,9	52,5	29,0	35,0	17,5	50,0	76,4	0,0	0,0	292,4	70,0	23,9	55 552,1	132 026,7	237,7	0,0	0,0	0,0	18 945,0	0,0	0,0	74 487,1	132 026,7	177,2	74 789,5	132 096,7	176,6				

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général							
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêt)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (a) - (b)	Taux (%)					
		Dotation initiale	Ordonnance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnance	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnance	Taux (%)					
050	Pilotage et soutien aux services du MPMEPE	365,9	355,0	97,0	1 192,3	636,2	53,4	310,0	165,0	53,2	1 668,3	1 136,2	67,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 868,3	1 136,2	61,9			
051	Emploi	20,0	12,0	58,3	200,0	110,0	55,0	2 000,0	2 000,0	100,0	2 220,0	2 122,0	95,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 496,0	0,0	0,0	6 228,0	12 764,0	7 724,0	12 764,0	9 945,5	14 887,0	140,7					
052	Artisanat	24,1	10,5	43,4	200,0	72,0	36,0	2 700,0	2 700,0	100,0	2 924,1	2 782,0	95,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 924,1	2 782,0	95,2				
053	Appui aux PME	32,0	23,7	74,1	215,0	93,2	43,4	2 378,0	1 893,3	79,6	2 625,0	2 010,0	76,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	984,4	0,0	0,0	2 100,0	0,0	0,0	3 084,4	0,0	5 710,4	2 010,0	35,2				
099	Pilotage et soutien aux services du MSPORTS	474,4	436,5	92,0	1 458,0	797,5	54,7	304,0	0,0	0,0	2 237,0	1 234,0	55,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 237,0	1 234,0	55,2				
091	Sport	390,6	363,1	93,1	966,9	897,1	92,8	4 052,1	10 886,2	268,7	5 417,5	12 166,4	224,6	23 423,4	22 346,0	95,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23 423,4	22 346,0	95,4	28 840,9	34 512,0	119,7			
092	Jeunesse et loisirs	42,8	19,4	45,5	150,4	134,1	89,2	44,4	44,4	100,0	237,4	197,9	83,4	500,0	500,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	500,0	500,0	100,0	737,4	687,0	94,6	
048	Pilotage et soutien aux services du MDN	500,0	292,6	58,5	1 600,0	1 450,7	90,4	241,7	217,0	89,8	2 345,5	1 960,0	83,6	21 737,2	22 961,9	105,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21 737,2	22 961,9	105,6	24 082,7	24 922,0	103,5	
049	Protection du territoire national	59 211,1	63 699,1	107,6	33 765,3	23 773,4	70,4	1 071,5	1 177,1	109,9	94 048,0	88 648,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94 048,0	88 648,0	94,3			
113	Pilotage et soutien aux services du MEEM	1 299,2	1 276,7	98,3	1 953,6	1 556,6	79,7	0,0	0,0	0,0	3 252,8	2 833,3	87,1	1 541,8	538,4	34,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 541,8	538,4	34,9	4 794,6	3 371,7	70,3	
096	Energie	102,4	36,2	35,9	62,2	47,3	76,1	100,0	100,0	100,0	264,5	243,4	92,0	22 552,7	15 042,6	66,7	6 676,0	8 894,7	133,2	7 697,0	30 761,2	40,0	106 199,7	54 488,5	51,3	106 484,3	54 743,9	51,4					
077	Eau	169,1	43,3	25,6	76,0	41,0	53,9	0,0	0,0	0,0	245,1	94,3	34,4	61 384,4	46 439,4	75,7	12 791,5	71,6	0,6	16 901,0	22 353,5	132,2	90 176,9	68 844,5	76,3	90 422,0	68 928,0	76,2					
078	Mines	205,7	184,0	89,4	49,3	40,8	82,3	10,0	5,0	50,0	265,2	229,7	86,6	1 200,0	473,1	39,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,0	473,1	39,4	1 465,2	702,9	48,0	
095	Pilotage et soutien aux services du MTCA	824,5	773,8	93,8	1 934,0	1 717,7	88,8	0,0	166,0	0,0	2 738,3	2 657,5	96,3	250,0	250,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	250,0	100,0	3 009,3	2 907,5	96,6	
093	Tourisme	1 110,0	92,3	83,4	1 63,0	136,7	101,7	96,4	2 789,0	4 200,3	361,0	3 066,2	850,0	22 522,7	32 910,7	146,1	1 156,3	0,0	0,0	33 271,0	0,0	0,0	36 900,0	32 910,7	57,8	57 310,9	33 978,0	62,8					
094	Culture et Arts	690,9	378,9	54,8	798,7	716,5	89,7	1 722,0	3 746,0	217,5	3 211,6	4 641,3	1 430,7	1 600,0	1 844,5	115,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 600,0	1 844,5	115,3	4 811,6	6 485,8	134,8	
100	Pilotage et soutien aux services du MND	971,1	680,8	70,1	1 267,4	558,4	44,1	163,2	28,9	17,7	2 401,7	1 268,1	52,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 401,7	1 268,1	52,8			
109	Médias	55,6	52,4	93,9	505,2	6,5	1,3	6 026,5	6 369,0	105,7	6 587,5	6 427,8	97,6	3 615,9	2 795,6	77,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 615,9	2 795,6	77,3	10 203,4	9 223,4	90,4
111	Numérique	81,6	50,7	62,0	69,0	23,9	0,0	0,0	0,0	0,0	130,6	104,7	80,2	6 236,2	6 611,9	106,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10 042,0	4 646,9	46,3	16 278,2	11 258,6	69,2
031	Assurance retraite des agents de l'Etat	150,0	186,5	124,3	850,0	167,0	19,6	99 600,0	90 055,0	90,4	100 600,0	90 308,4	89,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100 600,0	90 308,4	89,8		
107	Prévention et gestion des catastrophes	0,0	0,0	0,0	5 000,0	0,0	0,0	0,0	28 720,9	0,0	5 000,0	28 720,9	574,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 000,0	28 720,9	574,4		
108	Modernisation des règles financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 000,0	1 864,0	31,1	6 000,0	1 864,0	31,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 000,0	1 864,0	31,1		
110	Opérations Militaires à l'étranger	1 000,0	47,1	4,7	7 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 000,0	47,1	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 000,0	47,1	0,6		
112	Fonds de développement des arts et de la culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,0	1 200,0	100,0	1 200,0	1 200,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,0	1 200,0	100,0		
117	Fonds de Développement du Sport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	3 000,0	100,0	3 000,0	3 000,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	3 000,0	100,0		
<b>TOTAL PROGRAMMES BUDGETAIRES</b>		<b>53 120,1</b>	<b>484 154,4</b>	<b>91,4</b>	<b>1 863 361,1</b>	<b>1 500 015,7</b>	<b>80,5</b>	<b>333 944,5</b>	<b>356 614,2</b>	<b>106,2</b>	<b>1 253 606,7</b>	<b>870 784,3</b>	<b>69,1</b>	<b>375 561,6</b>	<b>649 439,2</b>	<b>172,9</b>	<b>59 548,0</b>	<b>40 613,2</b>	<b>67,2</b>	<b>352 961,0</b>	<b>292 722,1</b>	<b>82,9</b>	<b>988 071,5</b>	<b>982 774,4</b>	<b>99,5</b>	<b>2 041 680,2</b>	<b>1 953 558,9</b>	<b>95,7</b>					



**Annexe 2.3 : Présentation de l'exécution des dépenses de la Loi de Finances 2025 au 31 décembre par fonction sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)**

N°	FONCTION	Dépenses de personnel			Dépenses d'emplois de biens et services			Dépenses de transfert			Financement intérieur			Financement extérieur (dons)			Financement extérieur (prêts)			Total général				Observations
		Prévisions (CP)	Ordonnances	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnances	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnances	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnances	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnances	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnances	Taux	Prévisions (CP)	Ordonnances	Taux d'exc. (%)	Poids d'exc.	
01	Services généraux des administrations publiques	49 071	43 377,4	88,4%	40 850	40 306,5	98,7%	52 407	48 173,5	92,0%	29 427	25 061,0	85,2%	12 455	8 553,0	68,7%	10 213	13 945,1	136,5%	191 704	192 222,5	100,8%	6,7%	Institutions, MOGL, MDC, MAE, MTFP
02	Défense	40 711	64 038,8	157,3%	41 349	25 224,5	61,0%	1 113	1 394,1	125,2%	21 737	22 945,8	105,6%	0	0,0	0,0%	0	0,0	#DIV/0!	128 131	132 818,8	103,6%	4,0%	MDN, OME
03	Ordre et sécurité publique	60 542	56 184,3	92,8%	12 483	11 262,2	90,2%	12 652	17 753,3	140,3%	19 820	16 801,8	84,8%	0	0,0	0,0%	0	0,0	#DIV/0!	113 498	112 987,7	99,6%	3,9%	MIL, MISP
04	Affaires économiques	109 118	61 037,3	55,9%	44 082	22 537,6	51,1%	380 239	356 158,1	93,7%	176 470	202 526,8	114,8%	22 598	15 793,8	69,9%	169 003	174 946,8	103,5%	1 140 540	1 297 138,4	113,7%	45,2%	MEF, MAEP, MCVT (infrastructures), MPMEPE, MNO, MEEM (Energie), MIC, Modernisation des régions, Charges financières de la dette publique, Dépenses imprévisibles et
05	Protection de l'environnement	4 413	4 222,2	95,7%	158	115,0	72,8%	2 546	2 711,5	106,5%	29 090	32 862,0	113,0%	5 573	1 643,5	29,5%	3 541	13 891,2	363,8%	50 421	56 445,8	111,9%	2,0%	MCVT (Environnement, Forêts et climat)
06	Logement, aménagement et services collectifs	4 005	3 198,8	79,9%	4 738	2 467,0	52,1%	903	716,7	79,4%	185 795	253 546,0	136,4%	12 762	71,8	0,6%	6 316	21 980,8	347,3%	271 641	352 623,0	129,8%	11,0%	MCVT (Pilotage et soutien, Villes et territoires durables, Construction et Habitat), MEEM (Pilotage, Eau et Mines)
07	Santé	47 069	41 518,4	88,2%	10 807	8 884,0	81,3%	37 730	34 741,8	92,1%	19 000	6 811,3	35,8%	1 130	13 944,8	1233,6%	34 495	4 203,3	18,0%	150 111	111 394,5	74,2%	3,9%	MS
08	Loisirs, culture et culte	2 342	2 084,2	89,0%	5 480	4 488,0	81,9%	10 389	21 831,8	210,1%	48 294	57 051,2	118,1%	1 156	0,0	0,0%	33 271	0,0	0,0%	101 147	88 216,3	87,2%	3,0%	MTC, M.SPORT, FDAC, FDSports
09	Enseignement	285 380	287 544,3	100,8%	55 082	60 038,0	109,0%	48 937	64 531,2	132,1%	41 715	28 725,8	68,9%	7 379	48 338,8	655,3%	41 443	23 903,8	57,7%	500 736	480 844,8	96,0%	15,0%	MEM, MESFP, MESRS
10	Protection sociale	3 030	2 795,7	92,3%	9 272	2 688,5	29,0%	102 085	120 902,3	118,4%	15 511	7 003,7	45,2%	0	453,2	#DIV/0!	2 686	1 816,3	67,4%	132 584	135 549,8	102,2%	4,7%	MASM, Assurance retraite des agents de l'Etat, Prévention et gestion des catastrophes
<b>TOTAL FONCTIONS</b>		<b>683 882</b>	<b>525 915,0</b>	<b>76,9%</b>	<b>228 018</b>	<b>184 127,4</b>	<b>80,8%</b>	<b>649 300</b>	<b>683 917,1</b>	<b>105,3%</b>	<b>564 462</b>	<b>457 059,7</b>	<b>81,0%</b>	<b>49 983</b>	<b>47 151,7</b>	<b>94,3%</b>	<b>363 174</b>	<b>386 667,2</b>	<b>106,2%</b>	<b>2 778 519</b>	<b>2 868 964,5</b>	<b>103,2%</b>	<b>100%</b>	



Présentation par fonction des dépenses budgétaires de la Loi de finances au 31 décembre 2024

8

**ANNEXE N°3 : MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES AU 31  
DECEMBRE 2025**

Gestion :

2025

Période du

01/01/2025

au

31/12/2025

Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
001 - ASSEMBLEE NATIONALE	7 600 447 917	29 318 497 486	0	0	2 028 121 266	2 028 121 266	9 628 569 183	31 346 618 752
002 - COUR CONSTITUTIONNELLE	0	2 768 309 948	0	109 781 000	0	109 781 000	0	2 768 309 948
003 - COUR SUPREME	0	4 301 729 023	0	69 809 887	0	69 809 887	0	4 301 729 023
004 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	2 064 310 088	0	68 000 000	0	1 172 868 447	0	3 169 178 535
005 - HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	0	3 104 932 343	0	10 780 588	0	10 780 588	0	3 104 932 343
006 - HAUTE COUR DE JUSTICE	0	920 288 200	0	43 729 000	0	43 729 000	0	920 288 200
007 - MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE	0	880 222 825	0	146 868 000	0	146 868 000	0	880 222 825
008 - COMMISSION ELECTORALE NATIONALE AUTONOME	0	1 806 764 240	0	92 876 594	0	92 876 594	0	1 806 764 240
009 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	14 647 031 716	51 481 394 487	0	1 181 000 000	0	18 802 325 371	14 647 031 716	69 102 719 858
010 - AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	0	638 277 000					0	638 277 000
011 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	2 309 090 850	8 010 409 447	0	452 299 158	0	451 299 158	2 309 090 850	8 009 409 447
012 - MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	45 820 000 000	37 655 467 244	0	789 343 549	0	6 526 070 753	45 820 000 000	43 392 194 448
013 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	1 900 000 000	19 177 722 282	385 560 000	545 720 000	385 560 000	1 823 588 014	1 900 000 000	20 455 590 296
014 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	11 277 027 498	56 387 287 549	3 400 000 000	3 592 350 000	3 400 000 000	4 631 720 082	11 277 027 498	57 426 657 631
015 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	9 300 000 000	75 842 122 780	2 189 157 945	2 665 412 945	2 181 157 945	2 972 116 279	9 292 000 000	76 148 826 114
016 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	310 148 919 900	147 596 010 816	0	3 161 918 581	0	3 161 918 581	310 148 919 900	147 596 010 816
017 - MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	25 154 756 500	53 452 983 505	10 500 000	58 800 398	1 142 348 585	1 190 648 983	26 286 605 085	54 584 832 090
018 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	300 000 000	7 995 442 006	24 500 000	169 953 150	24 500 000	207 903 150	300 000 000	8 033 392 006
019 - MINISTERE DE LA SANTE	56 525 192 483	150 111 467 835	130 000 000	2 393 463 618	130 000 000	5 865 621 242	56 525 192 483	153 583 625 459
020 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	68 832 842 374	93 713 951 531	0	817 327 828	7 780 863 461	8 598 191 289	76 613 705 835	101 494 814 992
021 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	57 835 443 851	190 835 496 673	0	1 880 422 220	0	1 872 422 220	57 835 443 851	190 827 496 673
022 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	6 973 200 000	216 186 617 026	212 718 865	425 194 836	212 718 865	424 694 836	6 973 200 000	216 186 117 026
025 - MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	472 940 000	6 344 182 550	16 300 000	293 990 000	16 300 000	293 990 000	472 940 000	6 344 182 550
026 - MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE	18 197 067 999	26 983 852 509	0	98 061 100	0	98 061 100	18 197 067 999	26 983 852 509
028 - MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	10 809 283 069	20 448 282 120	0	91 960 640	0	91 960 640	10 809 283 069	20 448 282 120
029 - MINISTERE DES SPORTS	23 923 409 342	31 815 293 376	39 000 000	39 000 000	39 000 000	6 912 122 948	23 923 409 342	38 688 416 324
030 - MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	21 737 228 213	118 130 733 778	657 577 951	16 040 420 678	3 546 855 097	13 003 650 280	24 626 505 359	115 093 963 380
033 - COMMISSION BENINOISE DES DROITS DE L'HOMME	0	734 110 527	0	84 630 594	0	88 130 594	0	737 610 527
034 - MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS	58 799 965 991	65 131 900 231	620 813 047	1 471 578 360	11 054 185 047	16 980 400 516	69 233 337 991	80 640 722 387
035 - MINISTERE DU NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION	13 114 082 762	29 033 966 192	344 472 792	607 383 300	1 369 472 792	2 555 113 623	14 139 082 762	30 081 696 515
036 - COUR DES COMPTES	0	5 048 162 517	0	209 700 000	0	389 100 000	0	5 227 562 517

SYNTHÈSE DES MOUVEMENTS DE CREDITS PAR MINISTÈRE (HORS CREDITS GLOBAUX - CST - FNRB)



Gestion : 2025 Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
037 - MINISTÈRE DU CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS CHARGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	694 893 053 263	359 880 873 897	18 305 239 019	3 938 515 725	173 994 773 357	146 040 684 851	850 582 587 601	501 983 043 023
038 - MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES MINES	437 013 639 649	203 146 170 526	25 831 557 658	17 672 616 987	25 731 557 658	17 584 216 987	436 913 639 649	203 057 770 526
<b>TOTAL GENERAL :</b>	<b>1 897 584 623 377</b>	<b>2 020 947 232 557</b>	<b>52 167 397 277</b>	<b>59 222 908 736</b>	<b>233 037 414 073</b>	<b>264 240 786 279</b>	<b>2 070 454 640 173</b>	<b>2 225 965 110 100</b>

**ANNEXE N°4 : EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES PAR  
COMPOSANTES AU 31 DECEMBRE 2025**

SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITULATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2025 PERIODE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

LIBELLE		AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
AFFAIRES SOCIALES	APPUI À LA SOLIDARITÉ NATIONALE	14 811 067 999	15 391 067 999	14 811 067 999	15 391 067 999	7 236 377 243	7 501 913 066	82 627 000	7 416 856 866	48,86%	48,74%
	MICRO-CRÉDITS AU PLUS PAUVRES POUR LA PROMOTION DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS	0	733 720 000	0	733 720 000	0	550 290 000	0	550 290 000	0%	75,00%
	PROMOTION DE LA FAMILLE	0	76 550 000	0	76 550 000	0	52 367 156	9 450 000	41 031 100	0%	68,41%
	PROMOTION À LA BASE	0	20 000 000	0	20 000 000	0	12 428 700	0	12 428 700	0%	62,14%
	RÈGLEMENTATION ET GESTION DES PROCESSUS D'ADOPTION D'ENFANTS	0	100 000 000	0	100 000 000	0	75 000 000	0	75 000 000	0%	75,00%
	SOUTIENS AUX PERSONNES EN SITUATIONS DE HANDICAP	0	404 300 000	0	401 300 000	0	373 104 955	9 446 000	353 381 589	0%	92,97%
	TRANSFERT MONÉTAIRE AU MÉNAGE	0	572 940 000	0	567 492 000	0	556 730 658	190 749 500	352 710 158	0%	98,30%
<b>Total AFFAIRES SOCIALES</b>		<b>14 811 067 999</b>	<b>17 298 927 999</b>	<b>14 811 067 999</b>	<b>14 811 067 999</b>	<b>7 236 377 243</b>	<b>9 121 834 535</b>	<b>292 272 500</b>	<b>8 801 698 413</b>	<b>48,86%</b>	<b>61,59%</b>
AGRICULTURE	APPUI À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE RURALE	400 000 000	213 876 366	400 000 000	213 876 366	0	0	0	0	0,00%	0,00%
	APPUI À LA DIVERSIFICATION AGRICOLE ET LA PRODUCTION VIVRIÈRE	4 400 000 000	4 400 000 000	4 400 000 000	4 400 000 000	2 775 000 000	3 412 500 000	0	3 412 500 000	57,81%	77,56%
	CONTRÔLE DES NORMES D'EXPLOITATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES	200 000 000	150 000 000	200 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0,00%	0,00%
	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES DANS LES COMMUNAUTÉS DE BASES	1 587 000 000	1 237 469 443	1 587 000 000	1 237 469 443	928 102 080	928 102 080	0	928 102 080	58,48%	75,00%
	DÉVELOPPEMENT DES PÉRIMÈTRES IRRIGUÉS EN MILIEU RURAL	948 900 000	748 900 000	948 900 000	748 900 000	136 822 872	41 018 406	32 018 406	9 000 000	14,42%	5,48%
	FONDS NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	0	440 650 907	0	145 500 005	0	68 589 912	26 008 700	41 350 000	0%	47,14%
	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE STOCKAGE	0	0	0	111 579 515	0	110 416 480	64 131 480	45 936 000	0%	98,96%
<b>Total AGRICULTURE</b>		<b>7 935 900 000</b>	<b>7 190 896 716</b>	<b>7 935 900 000</b>	<b>7 935 900 000</b>	<b>3 839 924 952</b>	<b>4 560 626 878</b>	<b>122 158 586</b>	<b>4 436 888 080</b>	<b>48,39%</b>	<b>57,47%</b>
ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	ASSAINISSEMENT PLUVIAL	23 039 505 701	10 714 005 701	23 502 601 908	17 714 005 701	17 714 005 701	17 714 005 701	0	17 714 005 701	75,37%	100,00%
	DÉVELOPPEMENT DE L'HABITAT SOCIAL	14 000 000 000	4 000 000 000	19 917 820 315	9 917 820 315	12 093 094 776	9 499 263 686	0	9 499 263 686	60,71%	95,78%
	MODERNISATION DU SYSTÈME DE COLLECTE EFFICACE DES DÉCHETS	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	217 475 681	179 137 761	6 955 000	171 667 761	54,37%	44,78%
<b>Total ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>		<b>37 439 505 701</b>	<b>15 114 005 701</b>	<b>37 439 505 701</b>	<b>43 820 421 223</b>	<b>30 024 576 158</b>	<b>27 392 407 148</b>	<b>6 955 000</b>	<b>27 384 937 148</b>	<b>80,19%</b>	<b>62,51%</b>
EAU	ALIMENTATION EN EAU POTABLE	34 800 000 000	5 864 586 471	34 800 000 000	5 864 586 471	7 330 733 088	2 932 293 236	0	2 932 293 236	21,07%	50,00%
	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES MULTIFONCTION	7 989 455 722	4 786 126 722	7 049 885 135	4 447 490 135	2 590 313 306	3 169 848 742	41 646 624	3 091 322 868	36,74%	71,27%
	SYSTÈME D'AEP	41 301 199 268	29 661 490 748	43 667 109 767	31 877 401 247	24 554 008 799	23 552 359 894	0	23 552 359 894	56,23%	73,88%
<b>Total EAU</b>		<b>84 290 654 990</b>	<b>40 312 203 941</b>	<b>84 290 654 990</b>	<b>85 516 994 902</b>	<b>34 475 055 193</b>	<b>29 654 501 872</b>	<b>41 646 624</b>	<b>29 575 975 998</b>	<b>40,90%</b>	<b>34,68%</b>

SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITILATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2025 PERIODE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

	LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
EDUCATION	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	178 125 000	0	178 125 000	0%	83,33%
	BOURSES AUX ÉLÈVES DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	0	1 169 816 000	0	943 152 460	0	873 646 000	0	873 646 000	0%	92,63%
	BOURSES ET SECOURS UNIVERSITAIRES	0	13 750 000 000	0	13 750 000 000	0	13 548 653 915	0	13 548 653 915	0%	98,54%
	BOURSES POUR FORMATION DES FORMATEURS	0	360 000 000	0	360 000 000	0	360 000 000	0	360 000 000	0%	100,00%
	CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES ÉDUCATIVE DANS LES TROIS ORDRES DE L'ENSEIGNEMENT	8 528 444 000	3 514 222 000	8 528 444 000	3 466 699 200	3 377 852 939	1 068 422 139	0	1 068 422 139	39,61%	30,82%
	GRATUITE DE LA SCOLARISATION AU PRIMAIRE	0	6 395 650 000	0	6 400 800 000	0	6 399 262 500	0	6 399 262 500	0%	99,98%
	GRATUITE DE LA SCOLARISATION DES FILLES AU SECONDAIRE	0	7 338 047 000	0	7 338 047 000	0	3 821 624 000	0	3 821 624 000	0%	52,08%
	MISE À DISPOSITION DE MANUELS SCOLAIRES	0	3 380 404 000	0	3 375 930 000	0	3 359 288 118	23 738 500	3 291 122 500	0%	99,51%
	ŒUVRES UNIVERSITAIRES (RESTAURATION, TRANSPORT, HÉBERGEMENT, ETC.)	0	2 985 000 000	0	2 985 000 000	0	2 985 000 000	0	2 985 000 000	0%	100,00%
	PROGRAMME CANTINE SCOLAIRE	0	29 046 395 000	0	29 046 395 000	0	29 046 395 000	0	29 046 395 000	0%	100,00%
RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES SOCIALES	530 000 000	230 000 000	530 000 000	230 000 000	230 000 000	230 000 000	0	230 000 000	43,40%	100,00%	
<b>Total EDUCATION</b>		<b>9 058 244 000</b>	<b>68 383 344 000</b>	<b>9 058 444 000</b>	<b>9 058 444 000</b>	<b>3 607 852 939</b>	<b>61 870 416 672</b>	<b>23 738 500</b>	<b>61 802 251 054</b>	<b>39,83%</b>	<b>683,01%</b>
EMPLOI	DIVERS PROGRAMMES DE STAGE GÉRÉS PAR L'ANPE	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0%	100,00%
	<b>Total EMPLOI</b>	0	<b>2 000 000 000</b>	0	<b>2 000 000 000</b>	0	<b>2 000 000 000</b>	0	<b>2 000 000 000</b>	0%	0%
ENERGIE	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	178 125 000	0	178 125 000	0%	83,33%
	BIOMASSE ÉLECTRICITÉ	1 030 000 000	1 030 000 000	1 030 000 000	1 030 000 000	515 000 000	515 000 000	0	515 000 000	50,00%	50,00%
	DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0%	0%
	ELECTRIFICATION DES LOCALITES RURALES	2 362 957 579	2 062 957 579	3 741 641 629	3 741 641 629	1 511 410 390	1 181 478 790	0	1 181 478 790	40,39%	31,58%
<b>Total ENERGIE</b>	<b>5 392 957 579</b>	<b>5 306 707 579</b>	<b>5 392 957 579</b>	<b>4 771 641 629</b>	<b>2 026 410 390</b>	<b>1 874 603 790</b>	0	<b>1 874 603 790</b>	<b>37,58%</b>	<b>39,29%</b>	
INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT	AMÉNAGEMENTS DES PISTES RURALES	9 591 602 029	9 591 602 029	13 595 345 329	13 595 345 329	13 595 345 329	13 595 345 329	0	13 595 345 329	100,00%	100,00%
	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	178 125 000	0	178 125 000	0%	83,33%
<b>Total INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT</b>	<b>9 591 602 029</b>	<b>9 805 352 029</b>	<b>9 591 602 029</b>	<b>13 595 345 329</b>	<b>13 595 345 329</b>	<b>13 773 470 329</b>	0	<b>13 773 470 329</b>	<b>141,74%</b>	<b>101,31%</b>	

SITUATION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES(RECAPITULATIF PAR COMPOSANTE)

GESTION : 2025 PERIODE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

	LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
JUSTICE	ALIMENTATION DES DÉTENUÉS ET AUTRES	1 000 000 000	6 600 000 000	1 000 000 000	11 776 166 680	1 000 000 000	11 776 166 680	0	11 776 166 680	100.00%	100.00%
	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	178 125 000	0	178 125 000	0%	83.33%
	DROITS DE L'HOMME	44 820 000 000	9 520 000 000	44 820 000 000	9 520 000 000	9 520 000 000	9 520 000 000	0	9 520 000 000	21.24%	100.00%
	DÉPENSES DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	0	128 140 000	0	128 140 000	0	115 841 260	0	113 179 160	0%	90.40%
<b>Total JUSTICE</b>		<b>45 820 000 000</b>	<b>16 461 890 000</b>	<b>45 820 000 000</b>	<b>46 820 000 000</b>	<b>10 520 000 000</b>	<b>21 590 132 940</b>	<b>0</b>	<b>21 587 470 840</b>	<b>22.96%</b>	<b>47.12%</b>
SANTÉ	AUTRES (NON CLASSÉ)	0	213 750 000	0	213 750 000	0	178 125 000	0	178 125 000	0%	83.33%
	DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DES AFFECTIONS PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (ASSISTANCE AUX HÉMODIALYSÉS ; DÉPISTAGE ET TRAITEMENT L'ULCÈRE DE BURULU, PNEUMO-PHTISIOLOGIE, LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE, LE SIDA, L'HÉPATITE, MALADIE NON TRANSMISSIBLES, LÈPRE, PALUDIS	0	2 200 000 000	0	2 200 000 000	0	2 199 964 869	0	2 199 964 869	0%	100.00%
	DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DES AFFECTIONS PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (ASSISTANCE AUX HÉMODIALYSÉS ; DÉPISTAGE ET TRAITEMENT L'ULCÈRE DE BURULU, PNEUMO-PHTISIOLOGIE, LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE, LE SIDA, L'HÉPATITE, MALADIE NON TRANSMISSIBLES, LÈPRE, PALUDISME, DRÉPANOCYTOSE, SUBVENTION AUX HÔPITAUX, ETC.)	6 390 000 000	7 031 200 000	6 460 000 000	7 137 407 773	5 825 861 949	6 128 294 899	4 997 720 225	1 106 368 253	90.18%	85.86%
	DÉVELOPPEMENT DE LA MÉDECINE TRADITIONNELLE ET DE LA PHARMACOPÉE	150 000 000	150 000 000	90 000 000	90 000 000	35 539 788	53 104 060	17 000 000	32 104 060	39.49%	59.00%
	PRISE EN CHARGE SANITAIRE DES INDIGENTS	0	4 412 852 285	0	4 412 852 285	0	3 772 420 009	0	3 631 755 053	0%	85.49%
	SANTÉ COMMUNAUTAIRE	0	3 541 570 848	0	3 541 570 848	0	1 866 736 873	0	1 866 736 873	0%	52.71%
	SANTÉ DE REPRODUCTION	700 000 000	1 380 000 000	700 000 000	1 210 000 000	175 000 000	685 000 000	0	345 000 000	25.00%	56.61%
	TRANSFUSION SANGUINE	0	3 000 000 000	0	3 137 523 244	0	3 137 523 244	0	3 137 523 244	0%	100.00%
VACCINATION ET SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE	400 000 000	1 766 500 000	400 000 000	1 716 500 000	169 244 368	1 467 575 368	74 042 500	1 393 532 868	42.31%	85.50%	
<b>Total SANTÉ</b>		<b>7 640 000 000</b>	<b>23 695 873 223</b>	<b>7 640 000 000</b>	<b>7 650 000 000</b>	<b>6 205 646 105</b>	<b>19 488 744 322</b>	<b>5 088 762 725</b>	<b>13 891 110 219</b>	<b>81.23%</b>	<b>254.75%</b>
SPORT	COMPÉTITIONS SPORTIVES	0	520 310 000	0	520 310 000	0	514 190 206	187 783 750	314 364 456	0%	98.82%
	DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU SPORT À LA BASE	12 373 400 342	12 373 400 342	12 412 400 342	12 412 400 342	12 373 400 342	11 512 400 342	0	11 512 400 342	99.69%	92.75%
	LOISIRS ET VIE ASSOCIATIVE	0	122 507 200	0	122 507 200	0	120 369 880	58 494 389	93 111 471	0%	98.26%
	PROMOTION DU SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRES	0	1 425 055 000	0	1 425 055 000	0	1 425 055 000	0	1 425 055 000	0%	100.00%
<b>Total SPORT</b>		<b>12 373 400 342</b>	<b>14 441 272 542</b>	<b>12 373 400 342</b>	<b>12 412 400 342</b>	<b>12 373 400 342</b>	<b>13 872 815 488</b>	<b>246 278 139</b>	<b>13 384 931 269</b>	<b>100.00%</b>	<b>109.34%</b>

LIBELLE		AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE	ENTRETIEN ET GESTION DU REGISTRE DE POPULATION	0	28 500 000	0	28 500 000	0	26 693 000	26 693 000	0	0%	93,66%
	GESTION INTÉGRÉE DES ESPACES FRONTALIERS	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	100,00%	100,00%
	PRÉVENTION ET GESTION DES CATASTROPHES ET PROTECTION CIVILE	2 800 000 000	4 804 448 000	1 072 262 055	2 336 702 055	546 230 370	1 855 948 128	5 000 000	1 843 448 128	50,94%	79,43%
<b>Total SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE</b>		<b>4 800 000 000</b>	<b>6 032 948 000</b>	<b>4 000 000 000</b>	<b>3 972 262 055</b>	<b>2 546 230 370</b>	<b>3 882 641 128</b>	<b>31 693 000</b>	<b>3 843 448 128</b>	<b>53,05%</b>	<b>126,38%</b>
<b>Total Général</b>		<b>219 153 532 640</b>	<b>226 043 063 730</b>	<b>240 464 478 479</b>	<b>247 566 155 242</b>	<b>126 450 819 021</b>	<b>208 781 395 022</b>	<b>5 853 505 074</b>	<b>202 276 785 268</b>	<b>50,89%</b>	<b>84,33%</b>

**ANNEXE N°5 : EXECUTION DES DEPENSES A SENSIBILITE DIRECTE SUR LE  
GENRE AU 31 DECEMBRE 2025**

Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre au 31 décembre 2025

(en francs CFA)

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin décembre 2025	Taux d'exe
018003001-Gestion des ressources humaines et emplois du ministère	MJL	35 000 000	23 230 000	66,4%
019002005-Elaboration, examen et codification des textes législatifs et réglementaires	MJL	52 865 000	1 679 200	3,2%
020001002-Renforcement des capacités des acteurs judiciaires	MJL	50 463 000	29 679 360	58,8%
020002002-Construction et équipement des juridictions, établissements pénitentiaires, CSEA et autres infrastructures judiciaires dans les juridictions	MJL	7 520 000 000	7 520 000 000	100,0%
021002004-Renforcement des capacités des structures intervenant en matière des droits de l'homme et internalisation des instruments juridiques applicables au Bénin	MJL	70 000 000	0	0,0%
021003004-Protection et prise en charge des enfants en conflits avec la loi ou en danger moral	MJL	32 000 000	17 039 160	53,2%
095002002-Modernisation du système Pénitentiaire	MJL	1 000 000 000	1 000 000 000	100,0%
029001013-Intégration des dimensions transversales des politiques publiques au processus budgétaire	MEF	20 000 000	0	0,0%
080002051-Promotion du genre et gestion de l'environnement	MISP	20 000 000	13 979 700	69,9%
082002028-Construction et équipements des infrastructures de secours	MISP	2 200 000 000	2 200 000 000	100,0%
035001009-Promotion de l'intégrité et lutte contre la corruption	MAEP	133 220 003	132 414 548	99,4%
035002005-Prise en compte du genre et amélioration de l'accès des femmes aux ressources	MAEP	22 720 002	9 438 360	41,5%
035002007-Renforcement des capacités d'action des femmes rurales	MAEP	18 150 000	6 486 432	35,7%
036001014-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (Ananas, Anacarde, Produits Maraîchers) PNDFHVA	MAEP	2 000 000 000	1 331 250 000	66,6%
036001015-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières Conventionnelles (Riz, Maïs, Manioc) PNDFC	MAEP	1 500 000 000	1 062 500 000	70,8%
036001016-Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA)	MAEP	1 237 469 443	928 102 080	75,0%
036001024-Projet d'Appui au développement des Investissements Agricoles Productifs (PADIAP)	MAEP	6 452 652 350	0	0,0%
036003010-Fonds d'Appui au Développement des Communes, volet Agriculture (FADEC-Investissement)	MAEP	1 800 000 000	0	0,0%
037001002-Appui à la production et à la distribution des intrants animaux et produits vétérinaires	MAEP	5 604 904	5 351 280	95,5%
036002011-Mise en œuvre du programme de développement de l'irrigation	MAEP	1 223 851 687	917 888 766	75,0%
037001004-Renforcement des capacités techniques au profit des éleveurs, pasteurs et agro-éleveurs	MAEP	3 546 624	3 375 468	95,2%
037001008-Programme National de Développement des filières Viande, Lait et Oeuf de table (PNDF VLO)	MAEP	3 300 000 000	2 675 000 000	81,1%
038001011-Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PROMAC)	MAEP	3 586 868 036	596 277 781	16,6%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin décembre 2025	Taux d'exe
038001001-Appui à l'accessibilité des semences et intrants halieutiques de qualité	MAEP	7 924 508	0	0,0%
036002001-Appui à la réalisation des infrastructures de mobilisation des eaux de surface et d'aménagement des bas-fonds	MAEP	5 047 844	3 592 301	71,2%
036002015-Projet de Développement Intégré des chaînes de Valeur Agricole au Bénin (PDI CVA)	MAEP	3 023 999 920	64 847 466	2,1%
036002004-Appui à la réalisation des infrastructures de désenclavement	MAEP	3 112 864	3 112 864	100,0%
036002017-Programme National de Développement de la Filière Arboriculture Fruitière	MAEP	900 000 000	675 000 000	75,0%
036003001-Renforcement des Infrastructures de stockage, de conservation, de transformation et de commercialisation	MAEP	111 579 515	110 067 480	98,6%
036003005-Renforcement des infrastructures de communication pour le stockage, la conservation, la transformation et la mise en marché des produits agricoles	MAEP	120 619 869	115 089 862	95,4%
036003022-Projet Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA)	MAEP	3 629 326 034	4 805 345 095	132,4%
045001008 - Appui au fonctionnement du Comité National de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose, la Paludisme, les Hépatites, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies	MS	1 800 000 000	900 000 000	50,0%
045002010 - Prise en compte du genre et des questions Environnementales dans le secteur de la santé	MS	52 909 000	41 546 750	78,5%
045005007-Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles dans le domaine de la formation continue et de la recherche en santé	MS	74 950 000	70 636 500	94,2%
045005008-Promotion et valorisation de la recherche en santé	MS	20 000 000	17 960 000	89,8%
045005009 -Promotion de la formation continue	MS	20 000 000	10 000 000	50,0%
046003002-Prévention et lutte contre le Paludisme	MS	2 851 000 000	2 548 984 472	89,4%
046003003-Prise en charge de la Tuberculose	MS	534 000 000	254 008 990	47,6%
046003004-Prévention et Lutte contre la Lèpre et l'Ulcère de Buruli	MS	140 000 000	60 338 440	43,1%
046003009-Prévention, Lutte contre les maladies transmissibles et maladies tropicales négligées	MS	150 000 000	117 320 430	78,2%
046003012-Promotion des soins palliatifs	MS	250 000 000	81 629 938	32,7%
046003013-Prévention et prise en charge des IST et du VIH SIDA	MS	2 830 000 000	2 719 060 760	96,1%
046003019-Prise en charge de la tuberculose Centre National Universitaire Pneumo-Phtisiologie de Cotonou	MS	170 000 000	206 207 683	121,3%
046003020-Prise en charge de la tuberculose_Centre National Universitaire Pneumo-Phtisiologie d'Akron	MS	57 000 000	57 000 000	100,0%
046003021-Prévention et lutte contre la lèpre et l'Ulcère de Buruli -COTUB ALLADA	MS	99 200 090	99 200 000	100,0%
046004002-Promotion de l'hygiène et de l'assainissement de base	MS	66 500 000	16 625 000	25,0%
046004003 - Gestion des épidémies et surveillance sanitaire	MS	1 071 014 000	267 753 500	25,0%
046004004-Santé de la mère et de l'enfant et soins infirmiers et obstétricaux	MS	680 000 000	170 000 000	25,0%
046004005 - Appui aux activités de santé de la reproduction	MS	700 000 000	175 000 000	25,0%
046004006-Vaccination et logistique vaccinale	MS	4 700 000 000	4 700 000 000	100,0%
046004008-Gestion de la santé scolaire et universitaire	MS	28 500 000	7 125 000	25,0%
046004010 - FADeC-Santé communautaire	MS	3 541 570 848	1 866 736 873	52,7%
046004012-Appui à la prise en charge médicale des victimes de violences basées sur le genre	MS	213 750 000	178 125 000	83,3%
046004013 - Appui au financement du SAMU	MS	334 286 439	784 286 439	234,6%
047001003 - Suivi des établissements privés de soins	MS	9 270 000	8 956 000	96,6%
047001012-Construction et équipement d'un Centre Hospitalier Universitaire et d'une unité de radiothérapie	MS	600 000 000	0	0,0%
047001014-Promotion de la médecine hospitalière	MS	54 377 000	43 321 250	79,7%
047001015 - Appui au fonctionnement des centres hospitaliers	MS	199 203 000	156 564 372	78,6%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin décembre 2025	Taux d'exe
047002007-Amélioration de l'accessibilité sanitaire dans la Commune de Tchaourou	MS	2 941 338 642	27 803 443	0,9%
047002009-Construction et équipement de l'Hôpital de Zone de Savè-Ouessè	MS	1 259 000 000	0	0,0%
047002010 - Appui à la mise en place des infrastructures sanitaires dans les Communes (FADEC Investissement)	MS	1 300 000 000	0	0,0%
047002011 – Appui au fonctionnement des zones sanitaires (Subventions aux zones sanitaires et FADEC-Entretiens et Réparations des Infrastructures)	MS	600 000 000	0	0,0%
047003002-Protection sanitaire	MS	4 412 852 285	3 631 755 052	82,3%
047003004-Assistance aux hémodialysés	MS	2 200 000 000	2 199 964 869	100,0%
047003005-Missions médico-chirurgicales	MS	68 400 000	61 771 000	90,3%
047003007-Assistance aux personnes souffrant de troubles psychiques	MS	158 286 439	158 286 439	100,0%
047004003-Amélioration de la disponibilité des produits sanguins labiles (Transfusion sanguine)	MS	3 000 000 000	3 137 523 244	104,6%
047004007-Assurance qualité des produits de santé et de l'eau	MS	850 710 715	561 870 354	66,0%
054005002-Cellule genre et environnement	MESRS	20 000 000	20 339 000	101,7%
055001002-Renforcement des capacités des enseignants	MESRS	426 373 612	80 089 300	18,8%
055001005-Promotion de l'enseignement supérieur public et privé	MESRS	147 600 000	34 844 622	23,6%
055003004-Projet de construction et d'équipement des nouveaux centres universitaires	MESRS	1 514 222 000	121 712 541	8,0%
055003005-Programme spécial de couverture des besoins en infrastructures et équipements des UNB	MESRS	2 000 000 000	1 059 444 939	53,0%
057001005-Projet de renforcement des infrastructures sociales	MESRS	250 000 000	230 000 000	92,0%
058005006-Promotion de l'alphabétisation et des langues nationales dans les départements	MESTFP	17 799 400	18 192 753	102,2%
059002038-Mise en oeuvre de la mesure d'exonération des élèves filles de l'ESG des frais de scolarité	MESTFP	7 338 047 000	3 821 624 000	52,1%
060002036-INCITATION A L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS	MESTFP	1 169 816 000	893 534 263	76,4%
061002016-Mise en oeuvre des activités du FAAPLN	MESTFP	185 540 000	185 540 000	100,0%
060003001-Mise en œuvre des activités de l'école des métiers du numérique	MESTFP	145 000 000	108 750 000	75,0%
063001023-Transfert des ressources aux Communes pour la construction et l'équipement de salles de classe: FADEC-INVESTISSEMENT	MEMP	3 784 000 000	0	0,0%
062002023-Gestion environnementale et du genre	MEMP	70 000 000	89 644 075	128,1%
062004026-Suivi de l'alimentation scolaire	MEMP	40 530 000	0	0,0%
063002021-Organisation scolaire et de la prévision de l'Enseignement Primaire	MEMP	49 000 000	63 074 000	128,7%
063002022-Gestion de la santé et du sport scolaire de l'Enseignement Primaire	MEMP	98 000 000	100 429 510	102,5%
063002023-Evaluation et promotion des langues nationales	MEMP	17 000 000	22 153 500	130,3%
063002024-Gestion des établissements privés et de la promotion de la préscolarisation	MEMP	35 000 000	26 111 000	74,6%
063002027- Lutte contre le sida en milieu scolaire au niveau du MEMP	MEMP	33 000 000	47 083 275	142,7%
063002025-Subventions aux écoles pour leur fonctionnement	MEMP	6 395 650 000	6 399 262 500	100,1%
063003007-Transfert aux structures compétentes des ressources pour l'achat des vivres et autres dépenses au profit des écoles à cantines scolaires du MEMP	MEMP	29 046 395 000	29 046 395 000	100,0%
064003018-Commande et distribution des manuels, des cahiers d'activités et matériels didactiques dans les EPP et les EM	MEMP	3 380 464 000	3 318 928 500	98,2%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin décembre 2025	Taux d'exe
064003020-Introduction des langues nationales dans le système éducatif formel	MEMP	77 000 000	67 083 300	87,1%
033004002-Accueil et réinsertion familiale des enfants en situation difficile (C.A.T.E)	MASM	80 000 000	73 924 852	92,4%
032001008-Coordination du Programme Affaires Sociales de Lutte contre le VIH, la tuberculose, etc.	MASM	21 000 000	18 044 099	85,9%
032001009-Appui à la Promotion Sociale et Solidarité Nationale	MASM	132 247 000	65 366 837	49,4%
032006004-Prospective, Programmation et Suivi-Évaluation des Programmes Budgétaires (PPBS)	MASM	80 000 000	47 822 279	59,8%
032006005-Gestion durable de l'environnement et Genre	MASM	15 000 000	7 953 000	53,0%
033002001-Mise en œuvre du Programme de Modernisation des Espaces Publics de Protection Sociale et de Promotion du Genre	MASM	700 000 000	78 159 143	11,2%
033004003-Promotion sociale et protection des personnes en situation de handicap et personnes âgées (DPSIPHPA)	MASM	47 700 000	27 357 000	57,4%
033004004-Formation professionnelle des Personnes Handicapées (CFPPH)	MASM	91 000 000	88 814 720	97,6%
033004006-Intégration scolaire des personnes vivants avec le Handicap (CPSA)	MASM	101 000 000	98 251 369	97,3%
033004007-Assistance sociale aux couches vulnérables (CPS)	MASM	572 940 000	549 372 658	95,9%
033004012-Promotion de la femme et du genre (DPFG)	MASM	35 000 000	20 665 850	59,0%
033004014-Protection de la famille, de l'enfant et de l'adolescent (DFEA, APPUI A LA LAE)	MASM	76 550 000	57 293 600	74,8%
033004015-Production, gestion et exploitation de l'information relative à la famille, à la femme, à l'enfant, à la protection sociale et au genre	MASM	60 000 000	60 000 000	100,0%
033004017-Mise en œuvre du projet de renforcement des filets sociaux au Bénin	MASM	10 731 410 000	2 278 267 088	21,2%
033007003-Assurance pour le Renforcement du Capital Humain	MASM	6 765 657 999	6 463 636 859	95,5%
034001002-Inclusion financière et autonomisation de la femme (DIFAE)	MASM	35 000 000	15 233 925	43,5%
034001003-Promotion de la microfinance (DPM)	MASM	20 000 000	15 778 200	78,9%
034002001-Transfert de ressources pour les activités de microcrédit	MASM	733 720 000	550 290 000	75,0%
088001004-Adaptation des villes aux changements climatiques	MCVT	7 817 300 000	9 833 276 908	125,8%
114002005-Appui à la Cellule sectorielle du MCVT de lutte contre le paludisme, la tuberculose, les IST	MCVT	61 000 000	19 070 000	31,3%
088002014-Dotation des communes bénéficiaires du BRIC pour la mise en place des investissements résilients au changement climatique	MCVT	5 764 878 000	31 543 266 547	547,2%
088002015-Appui au renforcement des capacités des communes bénéficiaires du BRIC	MCVT	800 800 000	800 800 000	100,0%
088001012-Réhabilitation et aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto Novo, Bohicon, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Sèmè-Podji et Lokossa: Asphaltage	MCVT	22 069 974 052	27 001 559 108	122,3%
114002004-Gestion des aspects genre et environnementaux dans les interventions du MCVT	MCVT	53 500 000	23 371 653	43,7%
091001001-Développement de la pratique sportive à la base	MSPORTS	12 521 321 502	11 512 400 342	91,9%
091002002-Sport scolaire et universitaire	MSPORTS	1 425 055 000	1 425 055 000	100,0%
091003001-Sport pour tous	MSPORTS	520 310 000	525 057 206	100,9%
092001002-Organisation des activités de promotion de la jeunesse	MSPORTS	122 507 200	120 369 860	98,3%
092001001-Appui aux associations, mouvement et institutions de Jeunesse	MSPORTS	58 199 800	56 636 500	97,3%
099003003-Appui aux communes et aux initiatives	MSPORTS	304 000 000	0	0,0%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin décembre 2025	Taux d'exe
113002005-Production et gestion des informations statistiques du Ministère	MEEM	27 000 000	0	0,0%
098002004-Programme d'Actions pour l'Électrification des Localités Rurales au Bénin (PAELRB) : Electrification de 200 localités par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE	MEEM	4 342 231 179	521 615 590	12,0%
098002006-Projet d'Électrification Rurale (PERU)	MEEM	4 082 198 869	4 438 564 513	108,7%
098002007-Projet d'Extension et de Densification Électrique des Réseaux (PEDER)	MEEM	7 729 209 494	4 790 125 274	62,0%
098002019-FORSUN : Volet distribution	MEEM	896 904 745	0	0,0%
098002020-Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)	MEEM	22 499 904 654	0	0,0%
098002021-Modernisation du Système d'Information de la SBEE DEFISSOL Volet SI	MEEM	4 235 989 758	0	0,0%
098003001-Projet d'efficacité Énergétique et de Gestion Durable de la Biomasse Énergie (P2EGeDBE)	MEEM	1 989 352 900	655 499 499	33,0%
077001004-Développement intégré et adaptation au changement climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC-Bénin)	MEEM	4 192 617 000	178 130 143	4,2%
077002043-Renforcement des systèmes d'AEP de Bassila, Allada et environs	MEEM	246 252 650	0	0,0%
077002042-Travaux supplémentaires de densification et de renforcement du réseau de distribution d'eau potable des villes d'Abomey Bohicon Agbangnizou Djidja Zâ-Kpota et Zogbodomey (Remboursement SGB)	MEEM	3 294 852 390	3 294 852 389	100,0%
098002024-Projet de mise aux normes et d'amélioration de qualité de service	MEEM	1 042 197 067	0	0,0%
094002003-Promotion des talents et renforcement des capacités dans le secteur de la culture (Classes culturelles)	MTCA	1 350 000 000	1 614 231 050	119,6%
049001001-Appui à la formation des enfants de troupe	MDN	995 265 500	1 291 430 295	129,8%
048001001-Gouvernance et pilotage	MDN	23 500 000	52 144 540	221,9%
048001002-Réalisation des missions d'enquête et de vérification des structures du MDN	MDN	30 000 000	30 000 000	100,0%
048001004-Gestion des services sociaux	MDN	91 997 903	80 262 328	87,2%
048003002-Gestion des ressources humaines	MDN	42 899 764	40 400 878	94,2%
048003003-Gestion des ressources matérielles et services généraux de l'administration centrale	MDN	774 765 903	573 471 148	74,0%
048003010-Suivi-évaluation des projets et programmes	MDN	24 811 313	22 988 657	92,7%
048004002-Gestion des transmissions, de l'informatique et des archives	MDN	35 244 826	35 843 590	101,7%
048005001-Gestion des services de coopération militaire	MDN	10 000 000	9 643 000	96,4%
048005003-Gestion du Musée des Armées	MDN	35 000 000	34 963 821	99,9%
048005005-Coordination de la participation des armées au développement et aux tâches d'intérêt public	MDN	45 065 479	36 920 685	81,9%
049001002-Formation, stage et recyclages communs des personnels	MDN	803 461 500	1 141 112 462	142,0%
049002002-Protection de l'espace maritime national	MDN	1 524 650 500	971 402 140	63,7%
049002003-Protection de l'espace aérien national	MDN	5 585 721 500	1 625 083 831	29,1%
049002004-Défense du territoire national	MDN	23 760 000	23 210 000	97,7%
049002010-Lutte contre le terrorisme et maintien d'ordre	MDN	7 700 000	7 200 000	93,5%
049004004-Coordination des Forces	MDN	2 876 723 000	1 510 659 382	52,5%

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP (en francs CFA)	Exécution à fin décembre 2025	Taux d'exé
049004005-Organisation des manœuvres	MDN	32 000 000	23 320 000	72,9%
049001003-Participation aux compétitions sportives	MDN	14 000 000	13 999 500	100,0%
049006001-Appuis aux structures sanitaires	MDN	231 383 600	202 223 100	87,4%
049006002-Fourniture de soins de santé	MDN	184 500 500	46 979 500	25,5%
043001018-Renforcement des contrôles sur le travail des enfants	MTFP	79 500 000	45 932 340	57,8%
042002005-Genre et environnement	MTFP	23 000 000	15 980 500	69,5%
043003001-Promotion de la sécurité et de la santé au travail	MTFP	78 200 000	48 656 248	62,2%
043003002-Promotion de la sécurité sociale	MTFP	16 000 000	4 685 000	29,3%
109001001-Projet Accès des Citoyens aux Médias de Qualité	MND	325 000 000	127 214 326	39,1%
109003001-Projet de Modernisation des Médias de Services Publics	MND	928 000 000	743 582 905	80,1%
051006001-Renforcement de la Coordination des actions de promotion de l'emploi	MPMEPE	189 100 000	101 880 210	53,9%
050003009-Promotion du genre dans les domaines d'intervention du ministère	MPMEPE	43 000 000	18 031 000	41,9%
050002005-Amélioration de la gestion des ressources humaines	MPMEPE	129 000 000	14 974 576	11,6%
053004004-Mise en œuvre du projet de promotion du sel local xwlajè (ProSel)	MPMEPE	394 000 000	393 327 650	99,8%
015002084-Elaboration et mise en œuvre du plan thématique genre et environnement du secteur	MDC	17 935 233	9 597 250	53,5%
015003053-Acquisition et mise en place des infrastructures IT au profit des structures du MDC	MDC	116 726 372	10 623 850	9,1%
015005057-Appui-conseils aux communes	MDC	85 786 800	81 965 500	95,5%
041002003-Assistance conseil aux communes	MDGL	236 985 410	180 105 014	76,0%
<b>Total</b>		<b>278 165 043 435</b>	<b>213 782 273 366</b>	<b>76,9%</b>

**ANNEXE N°6 : EXECUTION DES DEPENSES RELATIVES AU CHANGEMENT  
CLIMATIQUE AU 31 DECEMBRE 2025**

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DU BUDGET  
\*\*\*\*\*

Exécution des dépenses relatives aux changements climatiques au 31 décembre 2025  
(en FCFA)

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2025			Exécution			Taux d'exé
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
1	Projet de cohésion Sociale des Régions Nord du (café de (nommé) (CYRF)	PR	13 747 031 716	0	13 747 031 716	13 338 470 751	0	13 338 470 751	96,5%
2	Construction et équipements des infrastructures de secours	MISP	2 200 000 000	0	2 200 000 000	2 200 000 000	0	2 200 000 000	100,0%
3	Coûtant intégré des espaces frontaliers	MISP	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	100,0%
4	Projet de mise en place d'un Système Moderne d'Échantillon sur les Statistiques Agricoles et Nutritionnelles (SYMESAN)	MAEP	863 920 355	0	863 920 355	79 190 388	0	79 190 388	9,2%
5	Projet d'Appui au Développement du Marché (PADMAR)	MAEP	3 748 905 591	0	3 748 905 591	2 714 244 548	0	2 714 244 548	72,4%
6	Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Haute Valeurs Ajoutées (Arômes, Anacarde, Produits Mouchobars) PNDF-HVA	MAEP	2 000 000 000	0	2 000 000 000	1 331 250 000	0	1 331 250 000	66,6%
7	Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières Caractérisées (Café, Maïs, Manioc) PNDF-C	MAEP	1 500 000 000	0	1 500 000 000	1 062 500 000	0	1 062 500 000	70,8%
8	Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA)	MAEP	1 237 669 443	0	1 237 669 443	928 102 080	0	928 102 080	75,0%
9	Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PAJDAAM)	MAEP	6 940 101 316	0	6 940 101 316	2 903 153 909	0	2 903 153 909	41,8%
10	Programme National de Développement de la Filière Palmiers à Huile (PND-PH)	MAEP	1 300 000 000	0	1 300 000 000	975 000 000	0	975 000 000	75,0%
11	Projet d'appui à la Transition Agroécologique dans les Zones d'Économies du Périmètre phase 2 (TA/CO2)	MAEP	0	2 000 000 001	2 000 000 001	0	2 145 066 160	2 145 066 160	107,3%
12	Programme National de Développement des Plantations et des grandes Cultures (PND GC)	MAEP	0	2 500 000 000	2 500 000 000	0	1 873 000 000	1 873 000 000	75,0%
13	Projet d'Appui au développement des investissements Agricoles Productifs (PADIAP)	MINI	6 452 652 150	0	6 452 652 150	0	0	0	0,0%
14	Projet d'hygiène pour le Renforcement de la Résilience des Acteurs du Secteur Agricole - PIR-ZEMANGA	MAEP	3 370 000 000	0	3 370 000 000	17 248 916 270	0	17 248 916 270	513,9%
15	Mise en œuvre du programme de développement de l'Irrigation	MAEP	1 223 851 687	0	1 223 851 687	917 808 766	0	917 808 766	75,0%
16	Projet de développement de la chaîne de valeur riz au Hérou (PDCV riz)	MAEP	3 023 999 920	0	3 023 999 920	64 847 466	0	64 847 466	2,1%
17	Programme National de Développement de la Filière Arboriculture Fruitière	MAEP	900 000 000	0	900 000 000	675 000 000	0	675 000 000	75,0%
18	Programme National de Développement de la Filière Karité	MAEP	700 000 000	0	700 000 000	700 000 000	0	700 000 000	100,0%
19	Projet de Développement des Infrastructures Agricoles et de Développement dans la Haute et Moyenne Vallée de l'Ouanzé - PUNAD-HMVU	MAEP	3 655 717 399	0	3 655 717 399	2 383 524 613	0	2 383 524 613	65,2%
20	Projet d'Aménagement Hydro-Agricole et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans la Haute Vallée du Fleuve Mono - PAJAC-HVM	MAEP	1 500 000 000	0	1 500 000 000	56 445 403	0	56 445 403	3,8%
21	PAINC	MAEP	1 800 000 000	0	1 800 000 000	0	0	0	0,0%
22	Projet d'Appui à la Croissance Économique Rurale (PACER)	MAEP	1 179 354 780	0	1 179 354 780	1 328 691 565	0	1 328 691 565	112,7%
23	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES PROTEINIQUE (PADPFI)	MAEP	551 561 227	0	551 561 227	0	0	0	0,0%
24	Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières et à la Diversification des Exportations (PACCFIRE)	MAEP	10 500 000 000	0	10 500 000 000	24 524 174 015	0	24 524 174 015	233,6%
25	Projet Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA)	MAEP	3 629 326 034	0	3 629 326 034	4 805 345 095	0	4 805 345 095	132,4%
26	Projet de Développement des Services Agricoles (HISA)	MAEP	1 705 667 216	0	1 705 667 216	10 537 270	0	10 537 270	0,6%
27	PNDF (Lait, viande et œufs) de santé	MAEP	3 300 000 000	0	3 300 000 000	2 675 000 000	0	2 675 000 000	81,1%
28	Projet de Modernisation des Équipements de Ramassage des Hérou (ProVRI)	MAEP	4 929 417 512	0	4 929 417 512	4 280 330 639	0	4 280 330 639	86,8%
29	Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entrepreneurs d'Élevage (PROFELVAV-PEL)	MAEP	5 663 129 308	0	5 663 129 308	3 600 887 692	0	3 600 887 692	63,6%
30	PNDF Aquaculture	MAEP	3 210 000 000	0	3 210 000 000	2 407 500 000	0	2 407 500 000	75,0%
31	Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PRIMAC)	MAEP	3 586 808 036	0	3 586 808 036	596 277 781	0	596 277 781	16,6%
32	Prévention et développement de la e-santé	MS	300 000 000	0	300 000 000	59 456 324	0	59 456 324	19,8%
33	Prévention et lutte contre le Paludisme	MS	2 566 000 000	0	2 566 000 000	2 548 984 472	0	2 548 984 472	99,3%
34	Preise en charge de la Tuberculose	MS	534 000 000	0	534 000 000	254 008 990	0	254 008 990	47,6%
35	Prévention et lutte contre les Maladies Non Transmissibles	MS	130 000 000	0	130 000 000	93 539 588	0	93 539 588	72,0%
36	Prévention des zoonoses zoonoses	MS	250 000 000	0	250 000 000	81 629 938	0	81 629 938	32,7%
37	Appui aux activités de santé de la reproduction	MS	700 000 000	0	700 000 000	175 000 000	0	175 000 000	25,0%
38	Prévention de l'hygiène et l'assainissement	MS	100 000 000	0	100 000 000	25 000 000	0	25 000 000	25,0%
39	Construction et équipement de l'Hôpital de Zone de Sere-D'Ansoé	SH	1 259 000 000	0	1 259 000 000	0	0	0	0,0%
40	Appui à la mise en place des infrastructures sanitaires dans les Communes (FADEC- Investissement)	MS	1 300 000 000	0	1 300 000 000	0	0	0	0,0%
41	Mise en œuvre du projet de renforcement des filières rurales au Hérou	MAISM	10 731 410 000	0	10 731 410 000	2 278 267 088	0	2 278 267 088	21,3%
42	Assurance pour le Renforcement du Capital Humain	MAISM	6 765 657 999	0	6 765 657 999	6 463 636 839	0	6 463 636 839	95,6%
43	Projet de renforcement de la Capacité des IAD	MEIN	21 737 228 213	0	21 737 228 213	22 961 866 776	0	22 961 866 776	105,6%
44	Aménagement de stations balnéaires	MICA	56 449 965 991	0	56 449 965 991	32 109 633 934	0	32 109 633 934	57,0%
45	Modernisation des bibliothèques et centres de lecture publics	MICA	150 000 000	0	150 000 000	136 003 130	0	136 003 130	90,7%
46	Planification urbaine	MCVT	0	130 000 000	130 000 000	0	42 884 500	42 884 500	33,0%
47	Adaptation des villes aux changements climatiques	MCVT	7 817 300 000	0	7 817 300 000	9 833 276 908	0	9 833 276 908	125,8%
48	Travaux de voirie et d'aménagement urbain	MCVT	400 000 000	0	400 000 000	178 622 761	0	178 622 761	44,7%
49	Rehabilitation et d'aménagement des zones des villes de Cotonou, Parakou, Porto-Novo, Hoboken, Abomey-Calavi, Uadakh, Sémé-Podje et Lokoum - Apulhange	MCVT	22 069 974 052	0	22 069 974 052	27 001 559 108	0	27 001 559 108	122,3%
50	Mise en œuvre du projet d'Assainissement Pluvial de Cotonou	MCVT	0	399 000 000	399 000 000	0	18 661 244 670	18 661 244 670	315,4%
51	Aménagement de la voirie dans le centre ville de Uadakh	MCVT	5 621 685 371	0	5 621 685 371	9 787 927 738	0	9 787 927 738	174,1%
52	Modernisation de la gestion des boues de vidange et eaux usées dans les grandes villes de Cotonou	MCVT	0	445 000 000	445 000 000	0	68 901 422	68 901 422	15,5%
53	Amélioration de la mobilité urbaine dans le Grand Nkossé	MCVT	500 000 000	0	500 000 000	50 913 260	0	50 913 260	10,2%

6

N°	Projet	Prévision 2025		Exécution	
		Adoption	Annulation	Adoption	Annulation
14	Aménagement prévu par l'état des communes bénéficiaires du BRIC	0	134 508 288	334 988 288	0
15	Appui aux structures publiques existantes dans le cadre du programme BRIC	1 921 438 000	2 621 438 000	1 921 438 000	2 621 438 000
16	Appui à la décentralisation	1 083 085 000	1 907 085 000	1 083 085 000	1 907 085 000
17	Mise en œuvre de l'aménagement prévu dans les villes secondaires	5 478 237 999	2 644 661 383	2 644 661 383	2 644 661 383
18	Appui à la mise en œuvre de l'infrastructure publique de base et de soutien	1 300 000 000	925 000 000	1 300 000 000	925 000 000
19	Mise en œuvre des programmes de réhabilitation de BRIC pour la mise en place des investissements	5 754 878 000	31 543 265 547	31 543 265 547	31 543 265 547
20	Appui au renforcement des capacités des entreprises bénéficiaires du BRIC	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000
21	Appui au renforcement des capacités des entreprises bénéficiaires du BRIC	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000
22	Appui à la gestion durable de l'environnement	917 322 221	917 322 221	917 322 221	917 322 221
23	Maintenance et renforcement de la valeur des terres et des gouvernements ruraux dégradés par une politique rurale	419 388 000	419 388 000	419 388 000	419 388 000
24	Mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	1 025 500 000	1 025 500 000	1 025 500 000	1 025 500 000
25	Appui à la gestion durable de l'environnement	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000
26	Appui à la gestion durable de l'environnement	790 000 000	790 000 000	790 000 000	790 000 000
27	Projet de mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	11 577 081 689	7 751 964 979	7 751 964 979	7 751 964 979
28	Investissement dans la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	3 319 413 714	2 717 690 039	2 717 690 039	2 717 690 039
29	Maintenance des terres agricoles et des zones de production	6 106 903 793	6 106 903 793	6 106 903 793	6 106 903 793
30	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	804 817 515	804 817 515	804 817 515	804 817 515
31	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	4 300 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000
32	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000	2 300 000 000
33	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	830 000 000	830 000 000	830 000 000	830 000 000
34	Maintenance et renforcement de la BRIC 2 (Programme d'Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités)	5 686 000 000	6 717 986 261	6 717 986 261	6 717 986 261
35	Travaux d'aménagement et de mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	8 380 000 000	8 380 000 000	8 380 000 000	8 380 000 000
36	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	15 901 438 000	17 889 903 871	17 889 903 871	17 889 903 871
37	Mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
38	Travaux d'aménagement et de mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	9 591 662 929	13 593 343 329	13 593 343 329	13 593 343 329
39	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	300 000 000	405 030 399	405 030 399	405 030 399
40	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	4 192 617 000	4 192 617 000	4 192 617 000	4 192 617 000
41	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	1 286 126 722	1 286 126 722	1 286 126 722	1 286 126 722
42	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	1 912 291 287	1 912 291 287	1 912 291 287	1 912 291 287
43	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	4 874 000 000	9 248 546	9 248 546	9 248 546
44	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	5 184 133 786	2 631 753 335	2 631 753 335	2 631 753 335
45	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	5 066 346 878	4 393 346 878	4 393 346 878	4 393 346 878
46	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	1 300 989 113	0	0	0
47	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	740 000 000	555 000 000	555 000 000	555 000 000
48	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	2 831 438 998	0	0	0
49	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	5 864 586 471	2 912 291 286	2 912 291 286	2 912 291 286
50	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	1 982 205 899	1 982 205 899	1 982 205 899	1 982 205 899
51	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	6 433 568 864	4 826 670 630	4 826 670 630	4 826 670 630
52	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	300 000 000	4 065 800 000	4 065 800 000	4 065 800 000
53	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	928 935 442	928 935 442	928 935 442	928 935 442
54	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	208 000 000	308 000 000	308 000 000	308 000 000
55	Appui à la mise en œuvre de l'aménagement rural au sein des collectivités	3 626 275 035	21 939 582 690	21 939 582 690	21 939 582 690

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2025			Exécution			Taux d'exé
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
106	Construction et réhabilitation de 44 AEV - Tranche 3 du programme d'urgence du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable	MEEM	7 046 493 413	0	7 046 493 413	1 500 000 000	0	1 500 000 000	21,3%
107	Construction de 95 Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable aux Villages (PASAJEP 95)	MEEM	18 628 060 233	0	18 628 060 233	13 971 045 000	0	13 971 045 000	75,0%
108	Réhabilitation des adductions d'eau villageoises existantes, renforcement et modernisation des réseaux de distribution	MEEM	3 000 000 000	0	3 000 000 000	2 508 163 680	0	2 508 163 680	83,6%
109	Projet "Equité" de renforcement des systèmes existants et de construction de 77 nouveaux systèmes dans les zones critiques (PRSE/NS/C 77)	MEEM	1 333 333 333	0	1 333 333 333	2 499 999 750	0	2 499 999 750	75,0%
110	Construction d'une Centrale Thermique à Turbine à Gaz de 140 MW en Cycle Combiné sur le site de la ZES à Gho-Djoghé	MEEM	0	1 330 684 000	1 330 684 000	0	0	0	0,0%
111	Projet d'extension de la Centrale Solaire DRETSOUL - COURSON Volet Solaire	MEEM	0	9 157 132 544	9 157 132 544	0	4 701 301 806	4 701 301 806	51,3%
112	Projet de construction d'une Centrale Solaire de 150MWc en extension à DRETSOUL - Projet TIC	MEEM	0	5 400 000 000	5 400 000 000	0	0	0	0,0%
113	Projet de construction d'une centrale solaire photovoltaïque de capacité 25 MWc à Kandi	MEEM	0	5 000 000 000	5 000 000 000	0	0	0	0,0%
114	Programme d'Action pour l'Électrification des Localités Rurales au Bénin (PAFLRB) - Électrification de 200 localités par raccordement au réseau conventionnel de la SEBE	MEEM	0	4 342 231 179	4 342 231 179	0	521 645 590	521 645 590	12,0%
115	Projet d'Électrification Rurale (PERU)	MEEM	0	4 082 198 869	4 082 198 869	0	4 438 564 513	4 438 564 513	108,7%
116	Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électrification (P2AE)	MEEM	22 499 904 654	0	22 499 904 654	0	0	0	0,0%
117	Modernisation du Système d'Information de la SEBE DRETSOUL - Volet SI	MEEM	4 235 989 758	0	4 235 989 758	0	0	0	0,0%
118	Projet de Modernisation et d'Extension des Réseaux de la N&EJ dans les grands centres urbains (ProM&EJ)	MEEM	0	6 150 378 212	6 150 378 212	0	609 100 000	609 100 000	9,9%
119	Projet d'Accès Durable et Sécurisé de l'Eau à l'Energie Électrique (PAJSE/EE: 2019-2025) - YIN&C	MEEM	0	1 030 000 000	1 030 000 000	0	0	0	0,0%
120	Projet de Restructuration et d'Extension du Système de Répartition et de Distribution de la SEBE - PDES/REDI	MEEM	7 774 799 202	0	7 774 799 202	1 007 632 154	0	1 007 632 154	13,0%
121	PROJET DE RENFORCEMENT DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DANS LE BASSIN CÔTIÈRE DU NORD	MEEM	5 359 828 000	0	5 359 828 000	0	0	0	0,0%
122	Projet d'efficacité énergétique et de transition durable de la Facquette Énergie (P2E/GE/EF)	MEEM	0	1 989 352 900	1 989 352 900	0	655 499 499	655 499 499	33,0%
123	Électrification par système solaire photovoltaïque de 750 infrastructures socio-communautaires	MEEM	0	5 481 425 000	5 481 425 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	18,2%
124	PROJET DE VALORISATION DE L'ÉNERGIE SOLAIRE (PROVES)	MEEM	0	5 284 197 138	5 284 197 138	0	5 254 374 412	5 254 374 412	99,4%
125	Prévisions et Gestion des catastrophes	SEF	5 000 000 000	0	5 000 000 000	0	25 983 285 023	25 983 285 023	519,7%
<b>TOTAL BUDGET CLIMAT</b>			<b>521 257 007 650</b>	<b>87 575 452 160</b>	<b>608 832 539 810</b>	<b>514 672 040 122</b>	<b>105 821 656 348</b>	<b>620 493 704 970</b>	<b>101,5%</b>

**ANNEXE N°7 : EXECUTION DES DEPENSES RELATIVES A L'ENTRETIEN ET A  
LA MAINTENANCE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS AU 31 DECEMBRE 2025**

Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements au 31 décembre 2025  
(en FCFA)

N°	Projets	Ministère	Prévisions 2025 en FCFA	Exécution au 31 décembre	Taux d'exécution (en %)
1	Programme de Réhabilitation et d'Équipements des Infrastructures au niveau Central et des Préfectures	MDGL	114 200 000	9 090 058	8,0%
2	Projet de construction/réhabilitation de 5 CIU, de 4 CHD et de 14 HZ	MS	14 038 661 358	0	0,0%
3	Réhabilitation et d'aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto-Novo, Bohicon, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Sémé-Podji et Lokossa : Asphaltage	MCVT	22 069 974 052	27 001 559 108	122,3%
4	Construction/Réhabilitation de bâtiments administratifs et infrastructures socio- communautaires	MCVT	5 680 289 915	10 752 143 586	189,3%
5	Réhabilitation des palais royaux	MCVT	872 000 000	677 486 181	77,7%
6	Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2: Tronçon Bérubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km)	MCVT	5 686 000 000	6 717 986 261	118,1%
7	Travaux d'entretien périodique de certains axes dans les départements de l'Atlantique, du Zou, des Collines et de la Donga, Lot 1	MCVT	879 509 000	879 509 000	100,0%
8	Entretien courant mécanisé sur les routes revêtues	MCVT	500 000 000	500 000 000	100,0%
9	Travaux d'aménagement et d'entretien des routes et pistes rurales dans le cadre de la campagne agricole	MCVT	9 591 602 029	13 595 345 329	141,7%
10	Construction et réhabilitation de 44 AÉV - Tranche 3 du programme d'urgence du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable	MEEM	7 046 493 413	1 500 000 000	21,3%
11	Réhabilitation des adductions d'eau villageoises existantes, renforcement et densification des réseaux de distribution	MEEM	3 000 000 000	2 508 163 680	83,6%
<b>Total</b>			<b>69 478 729 767</b>	<b>64 141 283 203</b>	<b>92,3%</b>